

Le Contingent des Sucres Réunionnais

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1939, à 13 heures 30

PAR

Albert FOUQUE

JURY { *Président : M. R. MAUNIER, professeur.*
 { *Suffragants* { MM. R. PICARD { *professeurs*
 JAMES

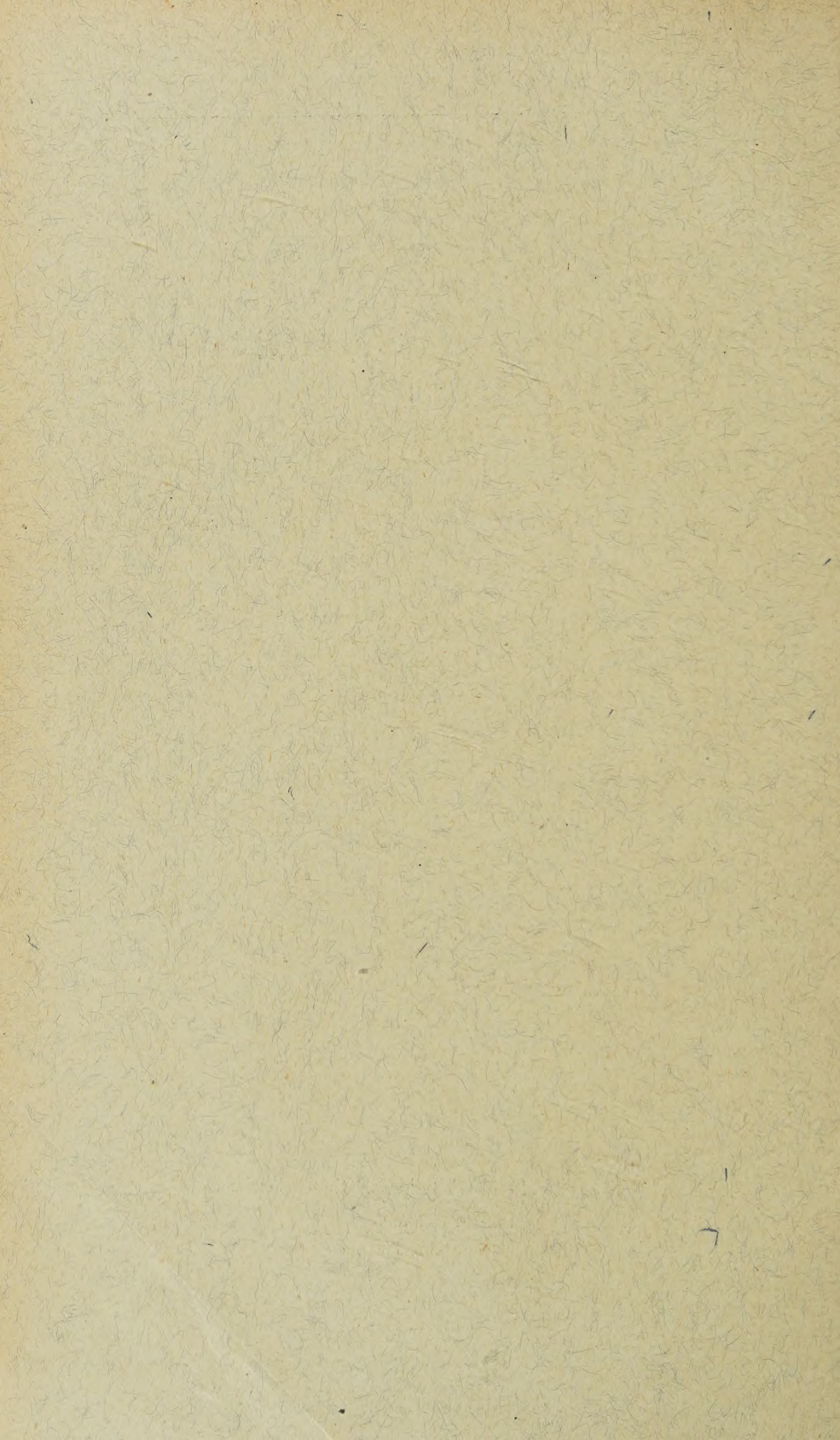
PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, Rue Saint-Jacques

1939



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

Le Contingent des Sucres Réunionnais

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1939, à 13 heures 30

PAR

Albert FOUCQUE

JURY { *Président : M. R. MAUNIER, professeur.*
 { *Suffragants* { MM. R. PICARD { *professeurs*
 JAMES

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1939

A MES GRANDS-PARENTS



AVANT-PROPOS

L'histoire de la Réunion après 1848 c'est l'histoire de la canne » a dit M. Jean Farchi (1). On comprend dès lors l'importance capitale que présentait pour la colonie le Contingentement de ses sucres.

Avant d'étudier la conclusion et l'application des accords professionnels de 1934 qui ont abouti à la réglementation de la production sucrière réunionnaise, il nous paraît indispensable de rappeler les différentes étapes parcourues à la Réunion par l'industrie du sucre.

Nous tenons à remercier particulièrement M. le Ministre Auguste Brunet, Député de la Réunion, M. Poulet, Directeur de la Banque de la Réunion et MM. Charles Decler et V. Boyer de la Giroday pour tous les renseignements qu'ils nous ont si aimablement fournis. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

(1) *Petite Histoire de l'île Bourbon*, Paris 1937.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉLIMINAIRES

Introduction de la canne à sucre à la Réunion

Développement de la culture de la canne et de l'industrie sucrière de 1815 à nos jours

La plupart des auteurs (1) s'accordent à situer le pays d'origine de la Canne à sucre en Asie, dans une région comprise entre la Cochinchine et le Bengale.

Il ne semble d'ailleurs pas que les Indiens aient cherché dans la Canne autre chose que des satisfactions gustatives immédiates, car l'Histoire des Phéniciens et des Juifs, grands commerçants et grands voyageurs, ne fait nulle part mention de sucre (2). Il fallait un peuple plus civilisé, plus ingénieux, pour découvrir le potentiel alimentaire de la Canne : le sucre.

A une époque contemporaine de notre ère (3), la Chine, affairée, lettrée, affinée, avait découvert le secret de la fabrication du sucre ; cependant, il fallait que cette spéculation de cuisinier ou de chimiste trouvât une réalisation pratique que seuls les esprits occidentaux pouvaient donner.

(1) D. Capus et D. Bois : *Les produits coloniaux. Origine. Production. Commerce.*

Dubuisson : *L'Ile de la Réunion en 1889.*

(2) Dubuisson : ouvrage déjà cité.

(3) D. Capus et D. Bois : déjà cité.

Déjà en 1250, après son prestigieux voyage en Chine (1) Marco Polo rapporta, avec des épices, du sucre en abondance.

Cependant l'honneur de l'introduction de la Canne à sucre dans le Monde Occidental revient aux Arabes qui propagèrent la culture de cette graminée en Egypte, en Nubie et en Sicile.

D'après Robertson (2), Don Henri de Portugal fit venir des Cannes de Sicile et introduisit la culture de cette plante aux Canaries. Bien que le sucre de ces îles fût réputé le meilleur du temps, il ne manquait qu'une chose au développement de la Canne : le climat idéal.

Les Espagnols ne furent pas en peine de lui trouver l'humidité et la chaleur nécessaires. La Canne introduite en 1506 à Hispaniola par Pierre d'Etiença (3) y connût un développement inespéré. En 1518, plus de 18 usines extrayaient le précieux suc. Et les gallions chargés de l'or des Indes occidentales pouvaient rapporter cette denrée encore plus rare que le poivre, le girofle et la cannelle.

Au xvii^e siècle, la Canne avait atteint la Martinique et la Guadeloupe. Chaudement encouragée par Colbert et grâce à la persévérance de l'intendant Patoulet (4), la culture de la Canne prenait bientôt la place prédominante dans l'agriculture des Antilles françaises. Elle ruinera les habitants et les enrichira tour à tour ; mais l'élan était donné. Depuis lors, la Canne à sucre reste l'élément essentiel de l'Economie de ces îles.

(1) Bergeron : *Recueil de voyage*, cité par Dubuisson.

(2) Cité par Dubuisson.

(3) Charlevoix : *Histoire d'Amérique*.

(4) René Plissonneau-Duquesne : *Un essai de Contingement d'Importation au xvii^e siècle*.

D'après M. Hubert Jacob de Cordemoy, les Hollandais avaient déjà introduit la Canne à sucre à Maurice, en 1606, mais n'ont commencé à la cultiver qu'en 1644 (1).

L'introduction de la Canne à sucre à la Réunion demeure mystérieuse : d'après Maillard (2) « La Canne à sucre est cultivée à Bourbon depuis un temps immémorial, peut-être même y est-elle indigène ». C'est peut-être le nom de Canne du Pays donné à une variété de canne blanche se rapprochant de celle de Tahiti qui a accrédité cette opinion dans l'esprit de beaucoup de gens.

En tout cas, en 1669, un missionnaire de passage dans notre île, le P. Vacher, que E. Pajot tient pour un homme sérieux, dit avoir constaté qu'à cette époque « la vigne, le blé, les dattes et la Canne à sucre avaient été introduits dans le pays » (3).

Ce qui est certain, c'est qu'un arrêt du Conseil Provincial de 1718 cité par Elie Pajot (4), en vue de restreindre les trop généreuses libations de *flangourin*, décidait : « de réduire le nombre d'instruments de fabrication, de rendre banaux ceux que l'on conserverait et de les faire mettre sous clef ».

Il ne semble pas que la Canne ait existé de tous temps à la Réunion ; nous pensons plutôt, comme Dubuisson (5), que la canne fut importée de l'Inde ou de Maurice par quelque illustre voyageur. C'était en effet une coutume,

(1) Article de Mr. Hubert Jacob de Cordemoy dans *L'Île de la Réunion*. (Edition publiée à l'occasion de l'Exposition réunionnaise de 1925).

(2) Maillard : *Notes sur l'Île de la Réunion*, 1862.

(3) Jacob de Cordemoy : déjà cité.

(4) Elie Pajot : *Simple enseignements sur l'Île Bourbon*.

(5) Dubuisson, déjà cité.

chez les navigateurs de jadis, de laisser des plantes et des bêtes sur les terres qu'ils touchaient. Ceci était fait souvent dans le but de ménager un ravitaillement à d'autres voyages, quelques fois aussi pour sonder la valeur de terres incultes. Nous étions encore au début du partage du monde et les chercheurs de terres avaient le souci de ne point charger la couronne de leur Maître d'un fleuron sans valeur.

Selon une autre opinion l'acclimatation de la Canne par Cossigny remonte à 1782 (1).

Quoiqu'il en soit, la culture de la Canne n'est pas faite au début en vue de la fabrication du sucre. Bien que Maillard (2) parle de fabrication de sucre de temps immémorial dans la Colonie, Elie Pajot affirme que : « Le sucre raffiné était inconnu, nous avions à sa place le sucre candi qui venait de Chine ».

L'extraction du suc de la Canne ne servait qu'à la fabrication d'une boisson fortement alcoolisée et de mauvaise qualité dont les habitants se montraient très friands : *le flangourin*.

L'appareil qui servait à extraire le jus appelé *flangourin* était des plus primitifs : « un large madrier recevait l'extrémité la plus pesante d'un arbre horizontal dont l'autre bout portait sur une traversé solidement établie : l'arbre était mobile ; on imprimait, à l'aide d'un manche, un mouvement rotatoire de va et vient à l'extrémité qui posait sur le madrier ; le jus s'écoulait par des rainures ménagées avec soin » (3).

(1) *Les cahiers d'une vieille colonie*, 1909, p. 62.

(2) Maillard, déjà cité.

(3) Elie Pajot, déjà cité.

Un autre argument semble prouver que la fabrication du sucre n'était pas encore connue à la Réunion : un arrêté du 23 juillet 1807, pris par le Capitaine Général Decaen, réserve la fabrication des rhums et des *arraks* à l'Île de France et l'interdit formellement à Bourbon (1) ; de sucre, il n'en est pas question. Or, cet arrêté, pris uniquement dans le but de favoriser l'industrie de l'Île de France au détriment de celle de l'Île de Bourbon, eut certainement envisagé du même coup l'interdiction de la fabrication du sucre à l'Île Bourbon.

Pendant tout le XVIII^e siècle, le jus de la Canne ne servirait donc qu'à alimenter les *guildiveries*. Labourdonnais fit construire la première usine à sucre à l'Île de France en 1744 (2). En 1753, un Malouin : le sieur Le Vigoureux, y monte à son tour une sucrerie. De son côté, Maillard cite des tentatives faites dans le même sens à Bourbon par M. Laisné de Beaulieu et M. Azéma du Tilleul en 1784. Il faut attendre le début du XIX^e siècle, plus exactement 1815, pour assister à une expérience concluante. Le Baron Charles Desbassayns montait, en 1815, sur sa propriété « Le Chaudron » la première sucrerie digne de ce nom.

Dans la première installation assez précaire, les moulins étaient formés de cylindres de bois mis en mouvement par des mules.

Ce « moulin à sang » fut bientôt remplacé, dans la même usine, par des cylindres en fonte verticaux mus par la vapeur. La proportion du jus extrait était de beaucoup supérieure. Monsieur Charles Desbassayns avait ouvert la voie du progrès et de la richesse à l'Île Bourbon.

(1) Cité par Elie Pajot.

(2) Jacob de Cordemoy, déjà cité.

L'industrie du sucre avait commencé ses premiers pas. Son adolescence fut laborieuse. Planteurs et usiniers n'avaient que des renseignements très minces et sur la culture de la Canne et sur l'extraction du sucre. Il leur fallait acquérir par eux-mêmes l'expérience et la technique nécessaires.

La compagnie des Indes avait condamné les colons à la culture des arbres à épices. Ces plantations exigeaient de gros capitaux et un laps de temps variant de trois à cinq ans pour que l'arbre entrât en rapport. Or le fruit de tous ces efforts risquait d'être anéanti en quelques heures par un cyclone dévastateur. La Canne à sucre, « ce roseau qui plie mais ne rompt pas », présentait l'avantage de pouvoir être plantée et récoltée en moins de 18 mois.

Dans son « Essai sur la Politique Coloniale du Premier Empire », Monsieur Henri Prentout (1) raconte l'histoire d'un nommé Roudic qui est en quelque sorte le symbole du colon créole : Roudic, dit-il, à la suite d'un cyclone qui détruisit ses plantations de girofliers, se mit à planter de la Canne. Les colons réunionnais suivront l'exemple de Roudic : les cyclones étant inévitables, il faut ruser avec la mousson, essayer de la gagner de vitesse.

Monsieur Joseph Desbassayns mettra bientôt au point une méthode rationnelle de culture, et les colons, sacrifiant girofliers caféiers, ravensara, canelliers, arbres fruitiers, se mettront résolument à cultiver de la Canne. C'était l'assujettissement définitif de l'économie de l'île à cette plante.

Pour répondre à cet engouement, l'industrie d'extraction avait des moyens encore primitifs. Insuffisants les

(1) Cité par les Cahiers d'une vieille Colonie, 1909.

moulins qui laissaient perdre une bonne partie des jus ; insuffisants les procédés de cristallisation.

L'outillage va se mettre peu à peu au niveau de la production. Il y aura bientôt six moulins : trois pour la pression et trois pour la repression. La cuisson du jus, qui se fit d'abord dans des chaudières en fonte et à feu nu, trouve, avec les batteries dues à M. Gimard, un premier perfectionnement (1). La cuisson dans le vide (la méthode actuelle) fut employée en 1839 par Monsieur Vincent. La séparation du sirop et du sucre fut améliorée par M. Duboisé qui installa dans son usine de Sainte-Marie les premières turbines à force centrifuge.

La destruction des anciennes cultures, la mise en état des terrains neufs entraînaient des dépenses considérables. De plus, le colon était jaloux de son indépendance : chaque « habitation » possédait son usine ; l'énorme main-d'œuvre, que nécessitent les soins et la manipulation de la Canne, amenuisait les bénéfices. De nombreuses sucreries disparurent.

La concentration entraînera des effets bienfaisants : augmentation de puissance, augmentation de rendement.

La question de main d'œuvre était très épineuse : le nombre des esclaves s'avérait insuffisant. Les tentatives d'introduction de travailleurs libres à la Réunion ne furent pas concluantes jusqu'en 1850. Il faut d'ailleurs ajouter à ces difficultés quelques cyclones qui compromirent les récoltes.

Aussi, malgré les efforts des colons, les quantités de sucre exportées restent relativement faibles. D'après Dupey-

(1) Maillard, op. cité.

rat in Colson, nous avons, pour la période qui s'étend de 1815 à l'abolition de l'esclavage :

ANNÉES	NOMBRE D'IMMIGRANTS	HECTARES CONSACRÉS A LA CANNE	TONNES DE SUCRE EXPORTÉES
1815	—	—	21
1820	—	—	4.500
1823	—	4.200	5.900
1825	—	6.500	7.607
1826	—	8.200	10.000
1829	3.100	—	12.506
1833	2.400	11.500	19.622
1836	1.900	14.500	18.218
1837	1.400	15.100	18.275
1840	1.400	16.000	19.783
1842	1.350	24.000	28.186
1843	1.350	24.100	28.479
1846	2.400	25.300	23.184

Cette période représente, en somme, la préparation du terrain avant la grande épopée du sucre à l'île de la Réunion.

Le décret d'émancipation promulgué le 20 décembre 1848 détermina un exode appréciable des esclaves libérés vers les villes et les hauteurs de l'île. Monsieur Paul Champdemerle, dans son excellente thèse sur le Problème de la main-d'œuvre à l'île de la Réunion (1), met en lumière les perturbations économiques résultant de la libération des esclaves.

S'il est exact qu'on n'eut pas à enregistrer de troubles sociaux, il en résulta néanmoins un désordre économique sensible. En effet, les propriétaires d'esclaves furent privés

(1) Thèse, Paris 1929.

d'un « capital » important. Malgré de nombreux engagements d'anciens esclaves, le recrutement de la main-d'œuvre était instable.

« L'immigration, maintenant unique moyen de recruter de la main-d'œuvre, va passer au premier rang et prendre une importance considérable » (1).

Des contingents importants d'immigrants hindous résolurent pour quelques années la question de la main-d'œuvre. A cet égard, Monsieur Champdemerle montre un parallélisme impressionnant entre la production sucrière et le nombre d'immigrants de 1847 à 1880, période pendant laquelle l'immigration a fonctionné normalement.

Pendant 10 ans, de 1850 à 1860, ce fut l'apogée de l'Industrie sucrière. Dix années sans cyclones ! ou presque sans cyclones (ceux de 1858 et 1860 furent insignifiants) récompensaient planteurs et usiniers des durs sacrifices consentis, comme en témoignent les statistiques de Dupeyrat in Colson.

ANNEES	NOMBRE D'IMMIGRANTS	HECTARES CONSACRÉS A LA CANNE	TONNES DE SUCRE EXPORTÉES
1849	12.100	26.000	18.540
1851	23.400	27.000	23.749
1855	49.100	56.500	56.905
1856	50.200	58.000	56.211
1857	53.200	59.000	51.954
1858	60.800	60.500	58.655
1859	64.700	61.300	62.599
1860	64.400	62.000	68.469

(1) P. Champdemerle, op. cité.

C'est une période remarquable de l'histoire de l'île de la Réunion. La prospérité générale pousse à une activité fébrile : expositions locales, améliorations industrielles, ouverture de routes (route Hubert-Delisle). Nous sommes en pleine période d'optimisme.

Il s'est créé une ploutocratie active infiniment et richement installée dans des habitations luxueuses — la réplique en petit de l'ambiance métropolitaine de l'époque.

Parlant de la prospérité de la période 1850-1860, M. Emmanuel Durand, dans sa thèse « L'île de la Réunion et le Crédit Foncier Colonial », déclare : « Cette prospérité n'offre pourtant aucune solidité réelle et l'instant de son apogée marque aussi le commencement de sa décadence ». C'était inévitable. Pour maintenir le statu quo économique de ces dernières années, il faut des capitaux. L'industrie et l'agriculture font alors appel au Crédit Foncier Colonial. Celui-ci les leur fournira mais à un taux malheureusement trop onéreux. Il s'ensuivra, en 1889, que 38 expropriations seront tranchées en faveur de la Société qui se trouvera ainsi propriétaire de plus de dix mille hectares de terres.

« Déjà en 1867, année d'assimilation des sucres coloniaux aux sucres métropolitains, la colonie avait subi une crise aiguë, d'après M. Dolabarratz (1).

« De 1870 à 1880, la production fléchit ; cela tient à ce que, dans cette période de 10 années, la colonie a subi huit cyclones ».

De 1880 à 1901, malgré la suppression en 1888 du recrutement des travailleurs hindous, la production sucrière croît sensiblement.

(1) Cité par Champdemerle, op. cité, p. 66.

D'après Colson les exportations de sucre ont été les suivantes :

ANNÉES	TONNES	ANNÉES	TONNES
1880	20.813	1891	35.304
1881	20.008	1892	38.402
1882	34.576	1893	30.186
1883	32.232	1894	35.714
1884	40.577	1895	46.432
1885	36.245	1896	44.878
1886	31.847	1897	44.914
1887	35.069	1898	31.408
1888	30.420	1899	29.455
1889	26.236	1900	33.669
1890	37.440	1901	41.500

Cet accroissement de production était dû, surtout, aux améliorations apportées à la culture de la Canne, car les superficies cultivées diminuaient de 40 %. Les cultivateurs sont parvenus, en effet, à tripler presque le rendement à l'hectare (1).

De 1900 à 1914, la production moyenne est de 40.000 tonnes environ.

LA GUERRE

L'industrie sucrière française, particulièrement exposée de par sa situation géographique, fut désorganisée. Les champs de betteraves subirent des ravages, de nombreuses sucreries furent occupées par l'ennemi. Alors qu'au début

(1) P. Champdemerle, op. cité, p. 67.

des hostilités on comptait plus de 200 sucreries en activité, à la fin de la guerre à peine une cinquantaine d'entre elles purent continuer à travailler. La production sucrière de 797.000 tonnes en 1913-14 tombe à 123.000 tonnes en 1919 (1).

En même temps qu'une hausse des prix, on note un accroissement des demandes de sucre et de rhum coloniaux. Pour ces motifs, et malgré la diminution de main-d'œuvre résultant de la guerre, l'exportation réunionnaise augmente jusqu'à atteindre : 42.688.711 kgs en 1920 et 54.564 tonnes en 1921 (2). Après une baisse sensible des exportations en 1922, la production oscillera autour de 50.000 tonnes de 1923 à 1932 :

ANNEES	TONNES
1923	41.000
1924	52.400
1925	59.000
1926	56.000
1927	50.000
1928	37.000
1929	51.000
1930	50.500
1931	43.000
1932	54.300 (3)

La culture s'est encore améliorée. Une station agronomique a été créée à l'exemple de certaines colonies sucrières

(1) Chiffres de Gustav Mikush et de F. O. Licht Memoranda de S. D. N. 1929, cités par Pennock.

(2) Chiffres donnés par Mr. Jacob de Cordemoy, *op. cité*, p. 167.

(3) Journal *La Victoire Sociale*, Nos 10 et 11, mai 1933.

étrangères. Elle guide le planteur dans le choix des variétés de cannes convenant le mieux à ses terres et dans sa lutte contre les maladies de la Canne. Les usines se sont complètement modernisées ces dernières années. Leur nombre, de 116 en 1860, encore d'une cinquantaine au début du siècle, est tombé à 14, puissantes et bien outillées. Elles possèdent toutes une distillerie pour la fabrication du rhum. Les usiniers ont grandi en même temps que diminuait le nombre des usines. Les planteurs ont perdu leur indépendance de jadis. Les longues théories de charrettes de cannes attendant patiemment leur tour de passer sur la balance sont, en fait, le symbole de ce déplacement de puissance.

Planteurs et usiniers, qui constituent aujourd'hui deux groupements distincts dont les intérêts tendent souvent à s'opposer, ont en commun la « mystique de la canne ». Les usiniers lui doivent, en effet, le « prestige industriel » de la sucrerie et « les planteurs ont le sentiment obscur qu'elle les classe dans une sorte d'aristocratie. C'est faire déroger leurs terres que d'y mettre une autre plante. Sans doute faut-il voir dans ce sentiment la persistance d'un ancien aspect de cette industrie remontant à l'époque où la culture de la Canne, liée à la possession d'une petite sucrerie et d'un grand domaine, constituait effectivement le patrimoine d'une aristocratie locale puissamment installée » (1).

La mévente de la vanille, en augmentant les superficies plantées en cannes, a poussé l'île plus avant encore dans la voie dangereuse de la monoculture. Toute l'Économie

(1) A. Kopp : « La Réunion au seuil de la Crise et sa préparation à la politique d'Empire », dans Les Cahiers d'une Vieille Colonie Réunion 1935.

réunionnaise repose aujourd'hui sur la Canne et son produit principal : le sucre. La culture de la canne seule assure la subsistance de plus de 20.000 familles, l'industrie de transformation emploie des milliers d'ouvriers, le budget local perçoit des taxes sur les exportations de sucre ; enfin, le produit de la vente des sucres alimente tout le commerce de la colonie. Le sucre, devenu l'unique source de richesse, conditionne la vie même de l'île.

Parodiant un dicton connu, on peut donc dire : « Quand le sucre va, tout va... à la Réunion... »

CHAPITRE II

Le marché du sucre après la guerre

La surproduction

Le plan Chadbourne

Au début du xx^e siècle, le marché du sucre était mondial. Des accords internationaux, telle la Conférence de Bruxelles de 1902, réglaient les rapports des pays producteurs entre eux.

A cette époque, les quantités de sucre de betteraves et de cannes produites dans le monde étaient à peu près équivalentes. D'après les statistiques de F. Martin, la production mondiale du sucre était en 1900, de 10 millions 1/2 de tonnes, 5.300.000 tonnes pour le sucre de betteraves et 5.200.000 tonnes pour le sucre de canne (1).

Cette production mondiale va croître jusqu'à la Guerre et atteindra, en 1913, 18.923.000 tonnes dont 10.015.000 tonnes de sucre de canne et 8.908.000 de sucre de betteraves (2).

La consommation avait, elle aussi, subi une augmentation parallèle. La Guerre a entraîné une forte diminution dans la production mondiale du sucre.

(1) Journal *Le Progrès*, N° du 13 décembre 1935.

(2) Jean Michel: *L'Entente Syndicale des Producteurs de Sucre*, Paris 1936, p. 26.

Celle-ci n'affecta cependant que la production de sucre de betteraves, la plupart des pays belligérants étant précisément les plus gros producteurs de sucre de betteraves. En même temps le marché du sucre cessait d'être mondial. Le commerce, interdit entre belligérants, se faisait très difficilement avec les neutres. Pendant que l'Europe s'occupait seulement de détruire, les pays d'outre-mer se mirent à produire, pour les belligérants d'abord, dont la guerre avait multiplié les besoins, pour remplacer les belligérants ensuite sur les marchés laissés vacants par eux.

C'est ainsi que les pays producteurs de sucre de cannes augmentèrent leur production sucrière dans des proportions considérables. En 1920, la production du sucre de betteraves était tombée à 3.300.000 tonnes pendant que celle du sucre de cannes s'élevait à 12.000.000 de tonnes (1). En même temps, il y avait eu un déplacement des principaux marchés de l'Europe vers l'Amérique. New-York était devenu, après la guerre, le marché de sucre le plus important. Une intense spéculation y sévissait dont les répercussions se faisaient sentir jusqu'en Europe.

L'énorme accroissement de la production du sucre de cannes ne compensa pas la diminution de celle du sucre de betteraves. Il en résulta une hausse du prix des sucres. Les producteurs de sucre de cannes, Java et Cuba surtout, redoublèrent d'efforts pour augmenter leur production. Les pays européens vainqueurs aussi bien que vaincus, leur paraissaient épuisés. La concurrence du sucre de betteraves n'était pour eux qu'une lointaine éventualité. De fait, jusqu'en 1921 la reprise de la production du sucre de

(1) Jean Michel, *op. cité*, p. 26.

betteraves fut laborieuse : le désordre né de la guerre n'était pas encore réparé.

Mais les prévisions des producteurs de sucre de cannes furent faussées. Depuis la guerre, et à cause d'elle, un changement était intervenu dans les relations économiques internationales.

La lutte militaire avait été doublée d'une guerre économique, moins apparente certes mais non moins âpre et efficace. Tous les belligérants avaient cruellement souffert d'être tributaires de l'étranger pour tout ou partie de leurs approvisionnements. L'Angleterre, qui achetait une grande partie de son sucre à l'Allemagne, éprouva des difficultés pour se ravitailler en cette denrée. La France demanda à ses colonies d'accroître leur production de sucre et de rhum.

Le souvenir des inconvénients de l'« interdépendance » des nations ne cessa, la paix revenue, de préoccuper les gouvernants. Les états européens, et les premiers ceux à qui la guerre économique avait été fatale, s'orientèrent vers l'autarcie. Ils furent suivis dans cette voie par les autres pays du monde entier.

Chaque nation, aujourd'hui, vise à l'indépendance économique. Les pays ont créé des cultures, des industries nouvelles, maintenu des productions pour lesquelles ils n'étaient pas naturellement doués, grâce à des barrières douanières. Les économies nationales se sont fermées ; les marchés mondiaux disparurent pour faire place à une juxtaposition de marchés nationaux.

L'importance économique du sucre explique l'attention particulière dont il a été l'objet de la part des gouvernements européens.

La Grande-Bretagne a dépensé des sommes énormes pour se doter d'une industrie betteravière. Le Gouverne-

ment français a fait reconstruire de nombreuses sucreries détruites pendant les hostilités et a accordé aux sucres métropolitains le bénéfice de la protection douanière. Une autre raison, et non des moindres, plaidait en France pour le rétablissement du statu quo ante en ce qui concerne le sucre de betteraves : le grand nombre d'ouvriers occupés à cette production. La culture de la betterave, les sucreries, les raffineries nécessitent, en effet, une main-d'œuvre considérable. L'abandon de la production sucrière métropolitaine eut entraîné un accroissement du nombre des chômeurs.

Aussitôt après la guerre, la plupart des pays européens se créent une industrie betteravière ou réorganisent leur industrie existante. De nombreux champs sont cultivés en betteraves, des usines modernes dotées des derniers perfectionnements techniques s'ouvrent, les rendements s'améliorent.

Partout des droits protecteurs ou des subventions favorisent la production.

Les résultats de cette politique du sucre ne tardèrent pas à se manifester. La production du sucre de betteraves commence à remonter très vite à partir de 1921. En 1924-1925, elle atteint presque son niveau d'avant guerre avec 8.133.000 tonnes pour 14.239.000 tonnes de sucre de cannes (1). Le niveau est atteint en 1927 et dépassé par la suite.

Comme la production du sucre de cannes augmentait parallèlement, « la production mondiale progressait sans cesse : 25 millions de tonnes en 1926, 26 en 1927, 28 en 1928, 29 en 1930. La consommation suivant la production

(1) Jean Michel, *op. cité*, p. 26.

avec un certain retard. Elle était de 25 millions de tonnes en 1926, de 26 en 1927, de 24 en 1928, de 27 en 1929, jusqu'à ce qu'elle fût impuissante à absorber la production et même qu'elle diminuât à cause de la crise » (1).

Ce déséquilibre entre la production et la consommation déterminera un accroissement continu des stocks mondiaux. Ces derniers, à partir de 1930, pèsent sur les cours qui s'effondrent.

C'était la Crise, crise de surproduction et non de consommation.

La cause de cette crise réside dans l'absence d'entente entre producteurs du monde entier. Quelques-uns d'entre eux, Java et Cuba notamment, avaient exagérément développé leur production.

*Production du Sucre de Cannes à Java et à Cuba
par 1.000 tonnes (2)*

ANNÉES	JAVA	CUBA
1920-1921	1.634	4.049
1924-1925	2.126	5.269
1928-1929	3.164	5.307
1930-1931	3.116	4.806
1931-1932	3.172	3.214
1932-1933	3.009	2.678
1933-1934	2.760	2.053
1934-1935	1.504	2.340
	703	2.600
		(estimations)

(1) Henri Cornu: *Une expérience législative à La Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe*, p. 59.

(2) Chiffres de Gustav Mikush, cités par J. A. Pennock, p. 136.

Une entente internationale aurait abouti à une limitation certaine de leurs exportations. Or Java n'avait aucun marché protégé. Il offrait ses sucres sur les marchés étrangers à très bas prix. Il était donc contraint de se rattraper sur les quantités et d'en exporter le maximum.

Cuba, dont l'économie est liée à la canne, fut longtemps hostile à toute limitation, surtout unilatérale, de sa production. Néanmoins, c'est de Cuba que vint la première tentative dans ce sens.

En 1925, des planteurs cubains avaient attiré l'attention du Gouvernement sur la question des sucres. En mai 1926, une loi limite la production du sucre. Cette tentative est inefficace parce qu'isolée.

En 1927, une nouvelle loi limite les exportations. En novembre 1927, Cuba provoque la réunion de la Conférence de Paris. Celle-ci groupait des représentants du Reich, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie. On décida la réduction de la production sucrière, mais seule la Tchécoslovaquie exécuta les accords qui furent d'ailleurs dénoncés en 1929. Le Gouvernement Belge porte alors la question du sucre devant le Comité Économique de la S. D. N. Il y eut de nombreuses enquêtes, mais aucune décision ne fut prise.

En 1929, Cuba, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Belgique décidaient, à Bruxelles, de restreindre leurs exportations pendant quatre ans. Mais encore une fois, les accords ne furent pas exécutés.

En 1930, la situation, à Cuba surtout, était devenue fort critique. Les banques américaines, qui avaient investi des capitaux dans l'industrie sucrière cubaine, s'émurent. Elles chargèrent Thomas L. Chadbourne de prendre contact avec les pays étrangers. Il rencontra d'abord, à Amsterdam, le représentant de Java. (Pour la première fois, ce pays

manifestait son intention de participer à une conférence internationale). Tous deux retrouvèrent, ensuite, à Bruxelles, les délégués de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Hongrie et de la Belgique. L'accord, que l'on a appelé le « Plan Chadbourne », fut signé le 9 mai 1931 et devait durer jusqu'au 1^{er} septembre 1935. Il organisait la limitation de la production et l'élimination des stocks.

En 1933, Cuba avait proposé, sans résultat, à la « Conférence monétaire et économique mondiale » de Londres, la conclusion d'un accord mondial de 10 ans dans le but de limiter la production mondiale du sucre. Une Conférence du Sucre, réunie à Londres en 1934, groupant le Royaume-Uni, les Etats-Unis et les « pays Chadbourne », à l'exception de l'Allemagne, n'aboutit pas.

La même année, les Etats-Unis, par la loi Jones-Castigain, décidaient de limiter leur production tant métropolitaine que coloniale. Celle-ci avait tendance à trop augmenter depuis les accords Chadbourne.

En effet, « le Plan Chadbourne produisit des résultats tout autres que ceux qui étaient escomptés par ses signataires. Les cours ne s'effondrèrent pas grâce à lui mais provoquèrent le déplacement des centres de production ; les grosses entités économiques à marché intérieur étendu comme les Etats-Unis et l'Empire Britannique qui, jusque-là, absorbaient l'excédent des « pays Chadbourne », s'organisèrent pour vivre en vase clos. Ils élevèrent des barrières douanières et développèrent leur production » (1).

Néanmoins, on peut se demander ce qu'il en serait advenu si le plan Chadbourne n'avait pas été appliqué.

(1) Henri Cornu : *op. cité*, p. 59.

A cet égard, la tentative faite en 1933 par Cuba, en vue de provoquer un accord *mondial* sur la question du sucre, est significative. Elle prouve, d'abord, que le plan Chadbourne n'a pas été inutile et, aussi, qu'il n'a pas été suffisant. Cette insuffisance apparaît à un double point de vue. Pour éviter le déplacement des centres de production, l'Entente internationale doit grouper *tous* les gros producteurs du monde et non quelques-uns d'entre eux comme ce fut le cas ; en second lieu, d'après J. A. Pennock (1), le procédé d'amélioration préconisé par l'accord Chadbourne pèche par la base. L'accord n'élimine pas les causes de la surproduction (les droits d'entrée, les subsides dont bénéficient les industries sucrières nationales) mais simplement les effets de la surproduction : les stocks.

Il semble donc que le protectionisme, par le maintien d'industries sucrières non viables naturellement, ait été la cause profonde de la surproduction.

LE MARCHÉ FRANÇAIS

Le marché français est alimenté par le sucre de betteraves métropolitain et par le sucre de cannes des colonies françaises. Celui-ci est, en principe, importé en franchise. Il donne lieu, cependant, à la perception d'un « droit de consommation » de caractère purement fiscal.

Des droits protecteurs avaient été institués après la guerre pour permettre la reconstruction de l'industrie betteravière française. Le décret du 28 juin 1921 vint majorer les droits de douane sur les sucres étrangers frappés d'un coefficient de 2,5. En 1929, un droit de douane de 140 fr.

(1) J. A. Pennock, *op. cité*.

frappait les sucres étrangers. Les sucres coloniaux bénéficiaient de ces mesures protectrices.

Mais, à l'intérieur de ces barrières douanières, la production sucrière métropolitaine augmentait en même temps que la production mondiale.

Production française (1)

CAMPAGNES	PRODUCTION EN RAFFINÉS (tonnes)
1921-1922	278.273
1922-1923	445.368
1923-1924	446.773
1924-1925	750.280
1925-1926	678.545
1926-1927	641.392
1927-1928	780.866
1928-1929	815.861
1929-1930	825.332
1930-1931	1.084.129

Dès 1924-1925, le niveau de la production française d'avant-guerre était atteint.

La consommation fut bientôt dépassée. En 1930, elle fut inférieure de 200.000 tonnes à la production du sucre de betteraves qui avait été favorisée par des circonstances atmosphériques exceptionnelles. Les stocks, en temps normal de 100.000 tonnes, de 210.000 tonnes déjà en 1920-30, atteignirent, en 1930-31, 304.000 tonnes (en brut).

(1) Jean Michel, *op. cité*, p. 143.

Les prix, qui n'avaient cessé de baisser depuis 1926 particulièrement, s'effondrèrent :

Octobre 1926	Frs 353
Moyenne : 1926-27	Frs 289
1927-28	Frs 252
1928-29	Frs 241
1929-30	Frs 236 (1)

Au début de 1931, ils tombent à : Frs 180.

Au même moment, les sucres cubains s'offraient à Frs 170 Caf Nantes, nécessitant le relèvement des droits de douane sur les sucres étrangers à Frs 170 les 100 kgs.

C'est alors qu'on commença à parler, en France, de contingentement.

(1) Jean Michel, *op. cité*, p. 27.

CHAPITRE III

Du contingentement

AVANTAGES - INCONVÉNIENTS - PRÉCÉDENTS

Le mot Contingentement, qualifié parfois de barbarisme, est un néologisme officiellement consacré.

Le Larousse ne connaît que contingent : part que chacun doit fournir ou recevoir. D'où les néologismes : « contingenter », c'est-à-dire déterminer la part que chacun doit fournir ou recevoir, et « contingentement », la détermination de cette part.

Dans le domaine économique, le contingentement est le « procédé qui consiste à limiter à une quantité déterminée de produits l'application d'un régime d'exception, régime qui peut concerner l'importation ou l'exportation et être un régime de rigueur ou un régime de restriction ». (Economiste français du 25 février 1933; Allix, Le régime du Contingentement).

« Le Contingentement peut être considéré comme une prohibition partielle. Il consiste à limiter la quantité de telle ou telle marchandise étrangère qui sera admise à entrer sur le territoire national pendant une période déterminée. Il y a prohibition pour tout ce qui dépasse le contingent ». (Henri Truchy, Précis d'Economie Politique, Tome II).

En ce qui concerne plus spécialement le contingentement d'importation coloniale, il apparaît comme un « com-

promis qui a pour but de délimiter exactement la concurrence faite par une production coloniale à une production similaire métropolitaine ». (René Plissonneau-Duquesne, Un essai de Contingentement au xvii^e siècle).

Il s'ensuit qu'au point de vue économique, le Contingentement apparaît, au même titre que le droit de douane, comme un procédé du système protectionniste.

Nous aurons, au cours de cette étude, à employer le mot Contingentement successivement dans ses deux acceptions : celle du Larousse et celle du langage économique. Pour l'instant, le sens économique seul nous importe et nous nous intéresserons plus particulièrement au Contingentement d'Importation.

Celui-ci revêt plusieurs formes :

a) Il peut y avoir tout d'abord fixation globale du Contingent à importer sans répartition entre les pays producteurs.

b) Ou bien répartition de ce contingent entre les pays producteurs.

c) D'autres fois, on a recours au système des licences d'importation.

d) Enfin, le contingentement peut changer de caractère et devenir contractuel. Il résulte alors d'une entente entre producteurs nationaux et producteurs des pays exportateurs. Ce « contingentement amiable » est le plus souvent homologué par un décret. Mais ici l'Etat, au lieu de fixer d'une façon autonome le contingent s'efface derrière les intéressés et n'intervient que pour enregistrer et sanctionner à l'occasion leur accord.

Disons tout de suite que cette dernière forme du Contingentement est celle qui présente le moins d'inconvénients.

Le Contingentement, en effet, a été l'objet de vives critiques.

a) Tout d'abord, a-t-on dit, en raréfiant l'offre, il contribue à l'augmentation des prix.

b) En second lieu, s'il est facile de fixer sur un papier le chiffre d'un contingent, cela ne signifie pas que les besoins du marché seront obligatoirement satisfaits. La base de la détermination est fournie par les chiffres des années normales précédentes, corrigé, il est vrai, par ceux présumés de l'année en cours. Or, la consommation peut varier d'une année à l'autre dans des limites non négligeables. Quant aux prévisions, il faut se garder, surtout dans le domaine économique, de leur attribuer une exactitude rigoureuse, c'est-à-dire que le chiffre d'un contingent comporte toujours un certain aléa inhérent à l'incertitude de sa base de détermination.

c) En outre, il est absolument impossible de tenir compte dans la fixation des contingents de tous les intérêts en présence. Cet inconvénient est surtout apparent dans un régime démocratique en cas de fixation du Contingent par l'Etat d'une façon autonome. On peut craindre alors que le gouvernement ne subisse des influences parlementaires et n'obéisse ainsi indirectement à des préoccupations électorales.

Les intérêts les plus représentés au Parlement et les plus turbulents sont alors favorisés. Le contingent contractuel ou amiable n'échappe pas à ce reproché bien que le Gouvernement intervienne dans ce cas plutôt comme un « appareil enregistreur ».

En effet, l'accord homologué par le gouvernement intervient seulement entre les producteurs ; le consommateur qui y est étranger risque d'être sacrifié.

d) Le Contingentement, sous prétexte de ménager des droits acquis, aboutit au « privilège des gens en place », à la « cristallisation à l'état du moment d'une activité envisagée » (1). A cet égard, il est un redoutable obstacle au développement des échanges internationaux.

e) Du fait du Contingentement, le commerçant, l'industriel, se trouve privé de la liberté de choisir son fournisseur ; il en est réduit à traiter avec un petit groupe de gens privilégiés : les détenteurs d'une part de contingent qui jouissent ainsi d'un véritable monopole.

f) Le contingentement constitue une faveur par rapport à la prohibition pure et simple. Il déclenche une véritable lutte d'appétits autour des parts de contingent. De plus, chaque intéressé a une tendance naturelle à vouloir obtenir une part de contingent maximum, supérieure le plus souvent à ses importations durant les années normales de base. Ne faut-il pas être prévoyant et ménager à son entreprise une marge d'extension ?

g) On peut encore dire que le contingentement désavantage les producteurs des pays les plus éloignés au profit des plus proches. Les marchandises, en effet, doivent être importées avant une date déterminée sous peine d'être considérées comme hors contingent et de se heurter aux barrières douanières. Les producteurs éloignés, plus exposés que les autres aux retards dans les transports, risquent ainsi de se voir priver d'une part de contingent.

Mais le contingentement n'a pas que des inconvénients ; il présente, en contre-partie, toute une série d'avantages ; tout d'abord :

(1) Plissonneau-Duquesne, *op. cité*.

a) *Sa précision* : il porte en effet sur des quantités. Il est aisé à un pays moderne de contrôler avec une exactitude rigoureuse les quantités d'un produit importées pendant un laps de temps déterminé.

A cet égard, il présente une supériorité indiscutable sur le droit de douane. Une élévation des droits de douane protégera évidemment les produits nationaux concurrencés par les produits similaires étrangers.

Néanmoins le péril menaçant la production nationale ne disparaîtra pas *ipso facto*. Les importations étrangères diminueront, c'est certain ; mais dans quelle mesure ? Nul ne peut le prévoir avec exactitude. Au surplus, si la différence entre les prix de revient nationaux et étrangers est très grande, l'élévation des droits de douane risque d'être totalement inefficace.

b) Un autre avantage du contingentement est son établissement par simple décret. Point n'est besoin ici de l'intervention inévitablement lente du Parlement.

Cette rapidité est surtout appréciable dans les périodes d'instabilité des prix. Elle permet de juguler les importations massives faites par les spéculateurs désirant profiter de l'effondrement des prix étrangers avant l'établissement d'un tarif protecteur.

c) Agissant sur les quantités et non sur les prix, les tenants de l'Economie dirigée ont prétendu que le contingentement n'était pas un facteur de vie chère. Mais d'après M. Allix (1) « c'est une énormité de soutenir que la réduction de l'offre n'est pas un facteur de cherté ».

d) On a dit qu'un Etat pouvait se servir du Contingentement comme monnaie d'échange pour obtenir d'un

(1) Déjà cité.

pays étranger des avantages économiques ou autres. Ce n'est pas certain. Il y a lieu de penser, en effet, que le contingentement entraînera des mesures de rétorsion s'il affecte gravement les intérêts d'un pays quelconque.

e) Le gros avantage de contingentement est de pousser à la réduction du prix de revient. La production nationale, objet de la protection, va s'efforcer de profiter du répit qui lui est accordé pour aligner ses prix sur les prix étrangers. La production étrangère à son tour, et plus particulièrement la production coloniale limitée quantitativement, cherche à réaliser le maximum de bénéfices en comprimant ses prix de revient. Mais cette conséquence du contingentement bien compris, c'est-à-dire envisagé comme un régime essentiellement temporaire, ne se produit pas toujours.

Les producteurs nationaux et coloniaux ont, au contraire, une fâcheuse tendance à perdre de vue la précarité du contingentement. A peu près maîtres du marché national par suite de l'évincement de la concurrence étrangère, il est à craindre qu'ils ne fassent pas tous les efforts voulus pour diminuer leurs frais de production. Survienne la suppression du contingentement, ils se trouveront encore plus défavorisés qu'avant son établissement devant la concurrence étrangère.

f) Enfin, quels que soient les inconvénients du Contingentement, il constitue bien souvent, pour un pays, une « nécessité inéluctable ». Nous avons vu déjà que le relèvement des droits de douane, outre son imprécision quant à la diminution des importations, se révélait souvent inefficace lorsque l'écart était grand entre les prix de revient nationaux et étrangers.

Il arrive, de plus, qu'un pays ne soit pas libre de relever indéfiniment ses droits de douane. Il se peut, en effet,

qu'il ait inconsiderément conclu, durant une période de prospérité, des accords lui interdisant de relever les droits de douane sur les marchandises en provenance de certains pays étrangers. Les circonstances changent ; une production nationale se trouve menacée par une production étrangère comprise dans l'un de ces accords.

Va-t-on alors laisser ruiner la production nationale ? La seule protection efficace, nécessaire, est alors le Contingentement.

La fixation d'un Contingent est également un moyen radical de défense contre le « dumping ».

g) Mais c'est surtout dans le domaine des importations coloniales que le Contingentement trouve une application particulièrement heureuse.

Il n'est plus ici question de protéger des intérêts nationaux *contre* des intérêts étrangers. Les colonies sont, en effet, des territoires déjà assimilés politiquement à la Métropole, ou dont l'assimilation en vertu de la conception coloniale française se fera progressivement.

Depuis 1861, la politique coloniale de la France n'est plus faite au seul profit de la Métropole ; le Pacte Colonial a vécu : Métropolitains et Coloniaux sont devenus, théoriquement du moins, les membres d'une même grande famille avec cet idéal commun : la grandeur de l'Empire. Dans ces conditions, on ne peut admettre non plus à l'inverse du pacte colonial, que les colonies soient favorisées au détriment de la Métropole.

Dès le moment où une production métropolitaine se trouve menacée par une production coloniale similaire, il convient de concilier ces intérêts divergents et également respectables. Le Contingentement apparaît alors comme le compromis le plus équitable.

En ce qui concerne les relations économiques internationales, la généralisation du Contingentement d'après Mr. Allix est indéfendable : érigé en système, il conduirait au « suicide économique ».

« Le Contingentement est un expédient malheureux qui s'imposait dans quelques cas particulièrement critiques mais qui est plein d'inconvénients et de danger et dans lequel on a voulu voir à tort une formule d'avenir... Il doit être considéré comme une mesure provisoire destinée à passer la crise ; celle-ci passée, il faudra revenir soit à des ententes internationales, soit à des droits de douane protecteurs » (1).

Au contraire, dans les relations économiques impériales, le contingentement paraît bien être une formule d'avenir. Dans ce domaine, son application, limitée au début à quelques cas particuliers, paraît devoir se généraliser. Il semble d'abord qu'il doive intervenir toutes les fois qu'une production coloniale menacera une production métropolitaine similaire ; mais on peut aussi prévoir, pour le moment où toutes les colonies seront complètement mises en valeur, le contingentement de toutes les productions coloniales. Le contingentement sera alors le procédé qui permettra d'adapter les productions de l'Empire à ses besoins et de régler la concurrence que se feront les divers membres de la communauté française sur le marché non plus seulement métropolitain mais impérial.

Né des conditions exceptionnelles de la crise économique mondiale, le contingentement semble devenir le système de la politique impériale française.

.....

(1) Allix, déjà cité.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le contingentement n'est pas un procédé moderne : on rencontre déjà au xvii^e siècle un essai de contingentement d'importation coloniale (1), précisément à propos des sucres coloniaux. Si nous parlons de cette tentative qui a fait l'objet d'un ouvrage de Mr. Plissonneau-Duquesne, c'est que nous y voyons un précédent historique lourd de conséquences que la Réunion particulièrement, fera bien de méditer.

Dans la deuxième moitié du xvii^e siècle, les Hollandais avaient, en fait, le monopole du commerce avec les Antilles françaises. Ils leur fournissaient des marchandises en échange de leurs sucres bruts qui alimentaient les puissantes raffineries hollandaises. Une partie de ces sucres, après raffinage, était revendue à prix d'or à la France. Colbert entreprit de ruiner à notre profit ce fructueux commerce. A cet effet, il poussa à l'installation de raffineries aux Antilles et dans le Royaume.

Mais bientôt les raffineries coloniales concurrencèrent dangereusement leurs rivales françaises. Dans l'intervalle, les raffineries hollandaises avaient été ruinées ; le but cherché était atteint. Aussi Colbert n'hésita-t-il pas à frapper les sucres raffinés coloniaux d'un droit protecteur.

C'est alors que dans un mémoire attribué à l'Intendant Bégon apparaît l'idée de Contingentement : « Elle limite à un chiffre l'importation des sucres coloniaux pouvant être faite sans payer de nouveaux droits. Ce chiffre correspond à l'importance du moment des raffineries coloniales. Il est réparti entre chacune de celles-ci nommément désignée suivant leur production respective » (2).

(1 et 2) René Plissonneau-Duquesne : *Un essai de Contingentement d'importation au xvii^e siècle*, Paris 1935.

Le pouvoir royal rejette cette « demande générale d'exemption » du nouveau droit formulée dans le mémoire mais une demande particulière est retenue. « Des mesures sont prises pour organiser le fonctionnement de cette exemption particulière à un chiffre limité, en empêcher toute fraude et tout dépassement. Il faut qu'accompagne la marchandise une déclaration signée du directeur de l'établissement dont elle provient, visée par le Représentant des Fermes Unies en la Colonie, authentifiée par le Gouverneur » (1).

Les raffineries coloniales concurrencèrent quelque temps encore les raffineries métropolitaines mais disparurent à la fin du xvii^e siècle.

Cet essai ne le cède en rien du point de vue technique aux contingents les plus modernes. La répartition, le contrôle qu'il préconise, sont, à peu de choses près, ceux du xx^e siècle. Mais il présente surtout l'avantage d'illustrer l'idée de précarité du Contingentement.

Ce que des hommes et des lois ont fait, d'autres hommes et d'autres lois peuvent le défaire : il suffit parfois d'une orientation politique différente ou de circonstances économiques nouvelles.

On retrouve, au xix^e siècle, la notion de Contingentement dans les conventions dites du bon voisinage, tels le traité franco-belge de 1845 qui réglait l'importation des fils et toiles de lin belges à un tarif de faveur, et la convention franco-suisse du 25 juin 1895 concernant les bois sciés (2).

(1) René Plissonneau-Duquesne, *op. cité*.

(2) Plissonneau Duquesne, *op. cité*.

Ajoutons que depuis 1890, un régime de faveur est appliqué à certaines importations tunisiennes en France jusqu'à concurrence d'un certain chiffre (1).

Toutefois, le Contingentement n'était, auparavant, employé qu'exceptionnellement, dans le seul but de limiter le bénéfice de certaines faveurs. Pendant la Guerre, on fait beaucoup appel au Contingentement. En même temps, celui-ci changera de caractère : tantôt il annonçait la prohibition prochaine (il jouait en quelque sorte le rôle de mesure transitoire), tantôt encore il venait tempérer une prohibition trop stricte). De mesure de faveur exceptionnelle, il était devenu procédé normal de protection.

La « normalisation » du Contingent, conséquence de la Guerre a été facilitée par le crédit particulier dont jouit, chez nous, depuis quelques années, le système d'Economie dirigée. Suivant plus ou moins volontairement l'exemple de certains pays totalitaires, dont le redressement nous a surpris, nous avons multiplié les interventions de l'Etat en vue d'aplanir les difficultés économiques.

Les divers Contingents d'après-guerre sont une manifestation de « l'interventionnisme » de l'Etat dans notre politique économique.

Déjà, en 1922, les rhums coloniaux avaient été contingentés mais c'est à partir de 1931 que l'application du Contingentement est généralisée et érigée en système.

« En 1933, sur 7.000 catégories de marchandises énumérées à notre tarif, il n'y en a pas moins de 1.100 dans le régime du Contingentement » (2). Comme nous, de nombreux pays ont également adopté le Contingentement.

(1) Plissonneau-Duquesne, déjà cité.

(2) Allix, déjà cité,

« Certains y voient même le moyen de discipliner, de réglementer les échanges internationaux — triomphe d'une conception de débouchés limités, étroitement réglementés sur la vieille théorie libérale des débouchés illimités » (1).

Il était évident, dans ces conditions, que les sucres coloniaux, après les rhums, allaient bientôt être l'objet d'une réglementation quant à leur importation en France.

(1) Plissonneau-Duquesne, *op. cité*.

CHAPITRE IV

Nécessité et fondation de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers

But de l'Association

Moyens d'Action mis à sa disposition

Fixation du Contingent de ses Membres

A la fin de 1930, la situation du marché français des sucres est la suivante : Une production de 1.084.000 tonnes de sucre de betteraves, une importation de 100.000 tonnes de sucre colonial pour une consommation de 900.000 tonnes environ.

L'exportation de l'excédent ne peut être envisagée : les barrières douanières des pays producteurs, la concurrence de certains sucres étrangers à prix de revient nettement inférieur, la rendent impossible. Les cours du sucre, à la fin de 1930, ne permettent plus de couvrir les frais de production.

C'était à brève échéance, la ruine de l'industrie sucrière française, métropolitaine et coloniale.

L'industrie métropolitaine seule groupe environ 200.000 agriculteurs, une centaine de fabriques et quelques très grosses raffineries ; elle occupe un grand nombre d'ouvriers ; des capitaux immenses y sont investis. D'autre

part, toute la structure économique des colonies importatrices repose sur le sucre. Des intérêts considérables étaient donc menacés. Un assainissement du marché français s'imposait de toute urgence.

Le « Comité Central des Fabricants des Sucres » s'efforça de trouver une solution à cette situation angoissante. Stocker les excédents ? Ce n'était que reculer le problème ?

Les exporter ? Mais le sucre ne pouvait être vendu à l'exportation qu'au tiers de son prix de revient. De plus, certaines sociétés qui, en prévision de la crise, avaient réduit leur production, étaient résolument hostiles à ce remède. Elles n'entendaient pas être pénalisées pour une surproduction dont elles n'étaient pas responsables.

Enfin, « si l'exportation fait disparaître définitivement l'excédent actuel, elle n'empêche pas une surproduction permanente et elle aurait pu ainsi être imposée tous les ans » (1).

Il ne restait plus, dès lors, qu'une solution : Continuer la production française.

Remarquons qu'il ne s'agit ici que d'adapter, « en vase clos », une production nationale à une consommation nationale. Il eût été plus exact, dans ces conditions, de parler de réduction de la production française. (Le contingentement implique, en effet, une protection d'une production nationale contre une production étrangère similaire).

Cette réduction de la production métropolitaine conduisait à déterminer la part que chaque sucrerie fournirait

(1) Jean Michel, *op. citée*, p. 35.

à l'avenir. Nous retrouvons le mot contingentement dans son acception la plus large.

C'est seulement lorsqu'il sera question des importations coloniales françaises qu'il y aura lieu à contingentement *stricto sensu*.

Une fois prise la décision de contingenter la production sucrière française, la nécessité d'un organisme chargé d'exécuter cette décision se fit sentir. C'est alors qu'au mois de mai 1931 « il est constitué sous le régime de la loi du 21 mars 1884 telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 12 mars 1920, entre les firmes productrices de sucre, qu'elles travaillent en France, aux colonies ou dans les pays de protectorat ou de mandat, fabriques de sucre, sucreries-raffineries, sucrateries qui adhéreront aux présents statuts, une Association Syndicale d'Intérêts professionnels qui prend le nom d'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques Agricoles et Sucriers ». (Statuts, article 1, paragraphe 1).

Cette association, qui groupe 85 % de la production métropolitaine, avait pour objet « d'apporter une solution pratique aux questions d'ordre professionnel et économique concernant la production du sucre dans la métropole comme dans les colonies, de fixer les conditions d'exportation ou de stockage des sucres produits en excédents sur les besoins de la consommation et d'assurer ainsi, et par tous autres moyens dont l'utilisation se révélerait nécessaire, une existence normale à la production sucrière de la métropole et des colonies ». (Statuts, article 11, paragraphe III).

Il ressort de ce texte que le but essentiel de l'Association Syndicale était d' « assurer une existence normale à la production sucrière de la métropole et des colonies ».

Pour poursuivre ce but, l'Association Syndicale était dotée de moyens d'action variés : exportation ou stockage des excédents, contingentement de la production. (Le contingentement étant « un moyen dont l'utilisation se révélait nécessaire »).

L'Association Syndicale allait simultanément faire appel à ces trois moyens d'action. En outre, elle devait entreprendre une vaste campagne de propagande en vue d'accroître la consommation française du sucre.

L'Association Syndicale usa largement de la faculté qui lui était accordée de stocker les excédents : A la suite de la campagne pléthorique de 1930-1931, 170.000 tonnes de sucre furent, par ses soins, retirés du marché. On eut également recours, bien que dans de moindres proportions, à l'exportation. D'après l'annuaire statistique de la Présidence du Conseil, l'exportation totale s'est élevée, en 1931, à 66.761 tonnes et, en 1933, à 67.621 tonnes (1).

Cependant, la mesure radicale d'assainissement du marché fut le contingentement de la production. Il présentait l'avantage d'éliminer une partie des stocks existants et d'éviter, pour l'avenir, la constitution d'excédents trop élevés.

Chaque année, on fixait le chiffre de la production en fonction de la consommation prévue et des stocks à éliminer. Ce « contingent global » était ensuite réparti entre toutes les sucreries dotées chacune d'un coefficient permanent. On obtenait ce coefficient en faisant :

1. — La moyenne pour chaque sucrerie de ses trois meilleures productions parmi les 6 dernières années (1925-26 à 1930-31).

(1) Cité par Jean Michel, p. 43.

2. — Le total de ces moyennes « individuelles ».

Ces deux chiffres donnaient le coefficient cherché.

Le Contingent de chaque sucrerie était obtenu à partir de son coefficient permanent et du chiffre de production global. Une « clause d'exportation » et une amende payée à l'Association Syndicale frappaient tout dépassement du Contingent qui n'avait pu être compensé par des déficits antérieurs non comblés, ou par des déficits actuels d'autres sucreries.

La production métropolitaine ne fut fixée qu'à 800.000 tonnes pour la campagne 1931-1932. C'est une réduction de 13,4 % par rapport au total des moyennes individuelles des 3 meilleures productions des 6 dernières années.

« Les obligations de stockage et de contingentement s'exprimaient suivant les formules ci-dessous :

(Durée de stockage: 2 ans ; durée du contingentement: 3 ans).

Pour 1931-32 et 1932-33 :

$$\text{Contingentement} = \text{consommation (métropole + Algérie + colonies assimilées)} - \frac{\text{stock} + \text{production colo-}}{2}$$

niale contingentée.

Pour 1933-34 :

$$\text{Contingent} = \text{consommation (métropole + Algérie + colonies assimilées)} - \text{production coloniale contingentée.}$$

Les frais de stockage devaient être supportés par les sucreries » (1).

Cependant, l'Association Syndicale ne se contenta pas de limiter la fabrication de sucre de ses adhérents, de

(1) Jean Michel, *op. cité*, p. 49.

stocker ou d'exporter leurs excédents. Elle se préoccupa également de la situation nouvelle faite aux planteurs de betteraves. La restriction de la fabrication de sucre sans diminution de la production de betteraves eut conduit le fabricant à refuser toute manipulation de betteraves une fois atteint son contingent de sucre. Cette éventualité risquait d'entraîner des troubles nombreux.

L'Association Syndicale prit l'initiative d'engager des pourparlers avec la « Confédération Générale des Planteurs de Betteraves ». Les betteraves étant payées en fonction du cours des sucres, elle n'eut aucune peine à démontrer aux planteurs l'identité d'intérêt des deux groupements : éviter l'avilissement des prix.

Dès le mois d'avril 1931, des accords intersyndicaux étaient conclus en vue de contingenter la production betteravière. Chaque fabricant s'engageait à continuer de se fournir, pour le contingent qui lui était accordé, chez les agriculteurs qui étaient ses fournisseurs habituels de betteraves ; en retour, ceux-ci ne devaient pas dépasser un certain contingent de betteraves fixé suivant la même méthode employée pour le contingent des fabriques. En cas d'excédents, une répartition forfaitaire était admise : 40 % des charges occasionnées par leur élimination étaient supportées par la fabrique et 60 % par les planteurs excédentaires.

*
* *

Grâce aux mesures prises par l'Association Syndicale en accord avec la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, l'effondrement du cours des sucres fut évité, un prix rémunérateur assuré aux producteurs.

La légalité de l'Association Syndicale fut discutée : on a prétendu qu'elle aurait pu être considérée comme une coalition tendant à élever le prix d'une denrée et tomber, de ce fait, sous le coup de l'article 419 du Code pénal. Mais cette objection, d'ailleurs discutable, ne présente plus d'intérêt aujourd'hui que le contingentement est devenu légal.

En réalité, l'Association Syndicale représente le type d'une de ces ententes professionnelles rendues nécessaires par la situation née de la crise qui s'ouvrit en 1929-1930.

Des essais d'ententes furent faits également dans d'autres industries, avec des fortunes diverses. Le plus souvent, elles se heurtaient à l'impossibilité de réunir l'unanimité de l'industrie envisagée. Un projet de loi fut même déposé en 1935 par le Gouvernement Flandin tendant à contraindre, sous certaines conditions, les industries à une discipline professionnelle stricte. Ce projet voté par la Chambre échoua au Sénat. Les membres de l'Association Syndicale n'en ont eu que plus de mérite de s'être entendu et d'avoir pris librement, à la satisfaction générale, les mesures qui s'imposaient.

CHAPITRE V

Nécessité de la participation coloniale aux accords de 1931

*Difficultés soulevées par la Détermination
du Contingent Colonial
Les Intérêts en Présence (1)*

L'efficacité de l'action de l'Association Syndicale postulait la participation de la totalité de la production française.

La restriction de la production, le stockage ou l'exportation des excédents, la campagne pour le développement de la consommation du sucre, imposaient des sacrifices aux membres de l'Association Syndicale. Grâce à eux et sans supporter aucune charge, la minorité dissidente métropolitaine (qui groupait 15 % environ de la production) et les colonies importatrices bénéficiaient de cours rémunérateurs. Au surplus, elles étaient tentées (et certains producteurs ne se firent pas faute d'en profiter) d'accroître leur production).

L'action bienfaisante de l'Association Syndicale risquait d'être compromise. A la vérité, dès sa constitution,

(1) Pour le détail des pourparlers, voir l'opuscule de Monsieur le Sénateur Bénard : *L'Ile de la Réunion et le Contingentement des sucres*, 1934, auquel nous avons fait de larges emprunts.

L'Association Syndicale s'était mise en rapport avec le « Syndicat Général des Producteurs de Sucre et de Rhum des Colonies Françaises » en vue d'une collaboration éventuelle.

Les coloniaux admirent le principe de la collaboration et des pourparlers s'engagèrent. Ils devaient durer trois ans.

Un accord intervint dès le début au sujet de la répartition des frais de stockage des excédents de la campagne 1930-1931. Les coloniaux firent ressortir que ceux-ci ne leur étaient en aucune façon imputables. Leurs importations avaient été, durant cette campagne, de 98.600 tonnes (en raffiné). Ce chiffre non seulement avait été réduit par des conditions atmosphériques défavorables mais encore se trouvait être inférieur au contingent colonial envisagé par les métropolitains pour la campagne 1931-1932. La logique commandait donc de ne pas faire supporter aux coloniaux des frais de stockage dont la responsabilité incombait aux seuls métropolitains. Ceux-ci se rendirent à ces raisons.

Les difficultés apparurent lorsqu'il s'est agi de fixer le chiffre du contingent colonial.

L'Association Syndicale proposait, pour la campagne 1931-1932, l'importation de 105.000 tonnes de sucre colonial. Ce chiffre avait été établi « d'après les trois meilleures importations globales par colonie pendant les six dernières années ». Or, pour la détermination du Contingent Métropolitain, on avait considéré les trois meilleures productions par fabrique pendant la même période. Sur ces bases, le Contingent colonial, pour la campagne 1931-1932, s'élevait à 109.051 tonnes pour une production métropolitaine de 800.000 tonnes.

Durant la campagne 1932-1933, la production métropolitaine étant passée à 829.000 tonnes, en augmentation de

3 %, le contingent colonial augmenta dans les mêmes proportions et fut porté à 112.322 tonnes, théoriquement réparties comme suit : (1).

Réunion	46.192 tonnes,
Martinique	35.221 tonnes,
Guadeloupe	27.370 tonnes,
Madagascar	3.539 tonnes,
112.322 tonnes.	

L'accord ne peut être réalisé sur ce bases. La discussion continua jusqu'au milieu de l'année 1932 où Monsieur Léonis Bénard, Sénateur de la Réunion, fit les propositions suivantes pour la colonie qu'il représente : (2)

«Possibilité d'importation sur le Marché Français des quantités suivantes en raffiné :

Dans un cas..... 48.165 tonnes
et dans l'autre (fermeture du marché de Madagascar) 51.300 —

Ces chiffres étaient obtenus comme suit :

Moyenne des 3 meilleures productions de la Colonie de 1922-23 à 1930-31, en brut.... 56.000 —
Moins : consommation locale..... 2.000 —

D'où à exporter en brut..... 54.000 —
dont pour Madagascar la moyenne de nos exportations habituelles..... 3.300 —

et pour la France en brut..... 50.700 —
donnant, en raffiné, après perte de 5 % au raffinage 48.165 tonnes

(1) Journal *Le Peuple*, Nos 2, 3, 4, 15 mars 1933.

(2) L. Bénard, *op. cité*, p. 11.

auxquelles s'ajouteraient obligatoirement tout ou partie des quantités que le marché de Madagascar ne prendrait plus, jusqu'à concurrence de 3.300 tonnes en brut et 3.135 en raffiné.

La Martinique demandait 45.000 tonnes, soit 41.000 en raffiné. La Guadeloupe, en même temps, demanda un contingent égal à sa meilleure production de la période 1924-1930, c'est-à-dire 37.719 tonnes en brut et 36.000 en raffiné. Madagascar formula, à son tour, des prétentions vraiment excessives ; elle réclamait, en effet, un contingent de 19.000 tonnes. Ce chiffre n'avait aucun rapport avec la production de la Grande Ile.

Au contraire de ce qui s'est passé à la Réunion, l'industrie du sucre n'a jamais été le but essentiel de l'activité de Madagascar ; les rares sucreries malgaches étaient même en difficulté. De tous temps, La Réunion avait approvisionné Madagascar en sucres et lui avait acheté, en retour, des denrées alimentaires.

Les échanges étaient nombreux entre les deux îles. Mais les circonstances avaient changé ; Madagascar voulait se doter d'une industrie sucrière. Une sucrerie qui n'était, comme l'a dit Monsieur le Sénateur Bénard, qu'une « affaire financière », se montait à Majunga. Le contingent demandé par Madagascar ne représentait donc que sa capacité de production. Il est permis, ici, de se demander si, en pleine crise, à une période de limitation mondiale de la production sucrière, la création de sucreries nouvelles s'imposait dans un pays qui ne s'était pas senti, jusqu'alors, la vocation du sucre. Cette création était d'autant moins nécessaire que La Réunion, toute proche, spécialisée depuis un siècle dans la production du sucre, acheteuse de nombreux produits malgaches, ne demandait qu'à continuer à approvisionner sa grande voisine.

L'extension de l'industrie sucrière de Madagascar causait un double préjudice aux intérêts réunionnais : le chiffre exagéré du contingent malgache amenuisait la part des autres colonies et de La Réunion en particulier dans le contingent colonial global ; d'autre part, le marché traditionnel de Madagascar se fermait à La Réunion au moment même où ce pays devait trouver de nouveaux débouchés pour ses sucres hors contingent.

D'après les desiderata des colonies, le contingent colonial global devait s'élever à 144.165 tonnes, à savoir :

Réunion	48.165 tonnes
Martinique	41.000 —
Guadeloupe	36.000 —
Madagascar	19.000 —

144.165 tonnes

On était loin du chiffre proposé par les Métropolitains.

En outre, des dissensions commençaient à apparaître entre coloniaux. Alors que le contingent demandé par La Réunion était basé sur la moyenne de ses importations pendant la période 1922-23 — 1930-31, la Guadeloupe n'avait considéré que sa meilleure production durant la même période. Madagascar avait mérité que ses prétentions fussent qualifiées de « méridionales ».

Les métropolitains prirent acte des bases équitables sur lesquelles reposaient les propositions de La Réunion, mais la discussion s'éternisant, ils firent intervenir le Ministre des Colonies. Une réunion, présidée par M. Candace, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, eut lieu le 9 décembre 1932. Aucun résultat positif n'en résulta sauf, pourtant, un rapprochement des positions de la Guadeloupe et de La Réunion.

Entre-temps, l'inquiétude régnait à la Réunion devant le faible contingent offert par les Métropolitains et les prétentions des autres colonies. Les réunionnais, qui suivaient attentivement les discussions, apprenaient, le plus souvent en même temps, l'ouverture et l'échec des pourparlers. On voyait poindre la menace de la fixation du contingent colonial par voie légale. Déjà le ministre des Colonies avait demandé au Gouverneur de la Réunion des renseignements lui permettant d'apprécier la position de la colonie devant la question du sucre.

C'est dans cette ambiance que le Syndicat local des Fabricants de Sucres rédigea les propositions suivantes en vue d'éclairer le Ministère par l'intermédiaire du Gouverneur :

Proposition des Fabricants de Sucre de la Réunion (1)

Les fabricants de sucre de la Réunion font ressortir qu'ils n'ont pas augmenté leur production, laquelle a atteint, au contraire, dans le passé, une importance beaucoup plus considérable que celle actuelle, par exemple, en 1860 de 73.838 T. et en 1862 de 70.723 T.

Qu'ils ont dû, à l'époque de la guerre, s'efforcer d'intensifier cette production à la demande du Gouvernement pour satisfaire aux besoins de la Défense nationale, malgré les difficultés que la colonie éprouvait du fait même de cette guerre (main-d'œuvre réduite, machines non entretenues, transports entravés).

Que l'étendue des cultures dans l'île a déjà été réduite dans une proportion qu'il est impossible de dépasser sans mettre en péril l'existence même de la colonie, de ses habitants, de ses budgets, privés et publics et sans provoquer des troubles sociaux insurmontables.

(1) Journal *La Victoire Sociale*, Nos du 10 et 11 mai 1933.

Que la culture de la canne ne pourrait être remplacée par aucune autre là où elle est pratiquée.

Que cette quantité de sucre à retirer de cette culture peut, en outre, se trouver réduite au détriment de la colonie par des cyclones ou autres mauvaises conditions atmosphériques.

Que la mise en culture de la canne ou son abandon engagent les propriétaires pour une période de 5 ans au moins et qu'il est impossible aux fabricants de se refuser à prendre livraison des cannes qui leur sont présentées par les planteurs.

Désireux pourtant de contribuer à l'harmonisation de la production et de la consommation générales françaises déséquilibrées par la grosse production métropolitaine de 1930-1931, les fabricants de la Réunion exposent que la production totale de la colonie a été dans ces dernières années de :

41.000 tonnes	en 1923
52.400 —	en 1924
59.000 —	en 1925
56.600 —	en 1926
50.000 —	en 1927
37.500 —	en 1928
51.000 —	en 1929
50.500 —	en 1930
43.000 —	en 1931
54.300 —	en 1932

faisant ressortir la moyenne des années normales à :

$$\frac{54.300 + 59.000 + 56.600}{3} = 56.666 \text{ Tonnes}$$

la consommation normale de l'île absorbe annuellement 2.000 T.
dans les conditions actuelles, la Réunion fournit annuellement à Madagascar 3.300 T.

5.300 Tonnes

(moyenne des quantités expédiées pendant les années 1924 à 1929),
ce qui laisse pour les expéditions sur France environ de sucre.....

51.366 Tonnes

Toutefois, les fabricants de sucre de la Réunion tiennent à déclarer que les chiffres indiqués plus haut ne sont établis que sur des années de production normale pendant lesquelles de grandes superficies de terre cultivables en cannes étaient occupées par d'autres cultures telles que le manioc, le géranium, le vétyver, l'ylangylang et la vanille qui, à elle seule, couvrirait 500 hectares environ.

Que depuis quelque temps, par suite de la mévente des produits des susdites cultures, les planteurs les ont abandonnées presque totalement et que les superficies employées ont été entièrement replantées en cannes.

Que, d'autre part, l'emploi de variétés plus riches aux champs et de méthodes culturales plus modernes résultant d'un gros effort financier et cultural, tant de la part du Syndicat des Fabricants de sucre que des planteurs eux-mêmes, augmentera dans de sensibles proportions la production en sucre pour les surfaces cultivées.

Que cette année même, s'il ne se produit pas de cyclone ou de perturbation atmosphérique grave, il faut s'attendre pour les raisons énoncées plus haut, à un accroissement de la production d'au moins 15 à 20 %, ce qui n'a rien d'impossible, la production de 1860 ayant été de 73.838 tonnes et celle de 1862 de 70.723.

Etant donné ces éléments nouveaux d'appréciation, le Syndicat des Fabricants de sucre de la Réunion émet le vœu qu'il serait prudent, de la part de l'Administration de la Colonie, dans l'intérêt de la collectivité et surtout dans l'intérêt des petits planteurs, dont la culture de la canne à sucre constitue le seul moyen d'existence et qui ont déjà engagé des frais pour les cinq ans que demande la rotation des cultures, de prévoir une production de 60.000 tonnes de sucre raffiné représentant une exportation sur la Métropole d'environ 55.000 tonnes de sucre raffiné, en déduisant la consommation locale et la consommation actuelle de Madagascar.

Et 58.000 tonnes de sucre raffiné, si le marché de Madagascar venait à nous être fermé.

Pour compenser les inégalités de périodes d'embarquement et de transport maritime, les quantités non arrivées à la fin d'une année seraient reportées sur la suivante, et si la récolte d'une année est insuffisante à l'importation du contingent prévu, le contingent de l'année suivante sera augmenté d'autant.

D'autre part, si les fabricants métropolitains augmentent leur contingent global de production fixé à 800.000 tonnes en raffiné, la faculté d'importation en France de la Réunion sera augmentée dans la même proportion de manière que la colonie participe aux besoins généraux de sucre français.

En outre, si, par suite de transformations de la production sucrière en cours à Madagascar, la Réunion est amenée à réduire sa fourniture de sucre à cette colonie, les quantités non utilisées pourront être expédiées sur la France ».

La Chambre d'agriculture fit siennes les propositions des Fabricants de Sucre. L'unanimité était réalisée entre usiniers et planteurs, pour la défense des intérêts vitaux de la Colonie. La Chambre d'agriculture ajouta cependant une motion mettant en lumière la situation d'infériorité faite à la Réunion lors du Contingentement des rhums coloniaux. Elle demanda qu'il en soit tenu compte dans la fixation du Contingent des sucres réunionnais :

« La Chambre d'Agriculture de la Réunion, après en avoir délibéré, adopte les propositions du Syndicat des Fabricants de sucre en ce qui concerne le quantum à attribuer à la Réunion dans le contingentement envisagé des sucres coloniaux à admettre dans la Métropole ;

Considérant que depuis 1932 la colonie de la Réunion s'est vue attribuer un contingent très réduit sur les quantités d'alcool (rhum et tafias) à admettre en franchise à l'entrée en France ;

Que la répartition établie par la loi du 31 décembre 1922 était la suivante ;

Martinique	80.000 Hl.
Guadeloupe	60.000 Hl.
Réunion	18.000 Hl.
Indochine	1.133 Hl.
Madagascar	630 Hl.
Mayotte	92 Hl.
Guyane	140 Hl.
Nouvelle-Calédonie	2 Hl.
Etablissements d'Océanie ..	3 Hl.

Total..... 160.000 Hl.

Qu'après de nombreux réajustements successifs, la dernière répartition pour la période 1930-1939 du contingent annuel d'alcool pur admis en franchise est la suivante (décret du 30 janvier 1930) :

Martinique	88.615, soit 45 % du chiffre total
Guadeloupe	68.065, soit 34 % du chiffre total
Réunion	30.598, soit 15 % du chiffre total
Madagascar	5.994
Indochine	5.468
Guyane	850
Océanie	100
Nouvelle-Calédonie ...	10

Total..... 200.000 hectolitres

Considérant que dans l'intérêt du ravitaillement national pendant la période de 1915 à 1922, à la demande même de la Métropole, la Colonie de la Réunion s'est organisée pour produire la plus grande quantité possible de sucre destinée à la Métropole ;

Que pendant toute cette période, elle a augmenté sa production en sucre au détriment de sa production en rhum, ce qui a été cause de la réduction du contingentement d'alcool pur admis en franchise en France qui lui a été attribué alors que le décret du 19 octobre 1918 qui a réglementé l'exportation en France des rhums et tafias coloniaux

en attendant le vote du projet de loi sur le régime de l'alcool avait comme seul considérant la phrase suivante :

Considérant que dans l'intérêt du ravitaillement national, il importe d'assurer la plus grande production possible des sucres coloniaux et que ce décret stipule à l'article 1^{er}, seuls pourront être exportés en France les rhums et tafias provenant de cannes récoltées dans les colonies françaises et jusqu'à concurrence des quantités ci-après désignées :

a) Tafias produits avec les mélasses résiduelles de la fabrication du sucre jusqu'à concurrence de deux hectolitres d'alcool pur par tonne de sucre produite.

Considérant que puisqu'il a été attribué à la Martinique 45 % du contingent total d'alcool pur admis en franchise, à la Guadeloupe 34 % de ce contingent tandis que la Réunion n'a obtenu que 15 %, il serait équitable, pour rétablir une juste balance, d'attribuer à la Réunion 40 % des sucres coloniaux importés dans la Métropole.

Attendu que des superficies assez considérables, 5.000 hectares environ jusqu'ici cultivés en vanille, manioc, plants à parfums, café, sont obligatoirement plantés en cannes par suite de la mévente des produits jusqu'ici exploités et qu'une grande partie de ces terres est déjà mise en culture de cannes à sucre ;

Adoptant les considérants du Syndicat des Fabricants de sucre, et faisant siennes ses conclusions, estime qu'il est indispensable de fixer à 55.000 tonnes le quantum de sucre raffiné à admettre annuellement dans la métropole, ce qui correspond à une production globale d'environ 50.000 tonnes pour la Réunion (1).

La Chambre a adopté à l'unanimité cette motion ».

Cependant, six mois après l'échec de la conférence tenue au Ministère des Colonies, en décembre 1932, aucun accord n'était intervenu. Les métropolitains, soit égoïsme

(1) Journal *La Victoire Sociale*, Nos des 10 et 11 mai 1933.

de leur part, soit pour amener les coloniaux à composition, faisaient déposer, le 23 mai 1933, à la Chambre, la proposition de loi Chevrier :

« Les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre métropolitains ont fait un effort sérieux pour s'organiser et assainir le marché du sucre en limitant la production du sucre aux besoins de la consommation.

Cette organisation, qui a permis de maintenir le prix du sucre à un niveau acceptable aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs, ne peut être maintenue qu'autant que tous les producteurs de sucre, métropolitains ou coloniaux, bénéficiant sur le marché métropolitain de la stabilisation obtenue, prennent leur part des sacrifices communs que cette organisation comporte.

Or, si telle a été, dans l'ensemble, le cas pour les producteurs métropolitains, les producteurs de sucre des colonies ne se sont pas pliés à la même discipline et certains d'entre eux ont, au contraire, accru leur production d'une façon exagérée, ce qui risque de jeter à bas tout le plan d'assainissement si bien établi. Ce danger est d'autant plus imminent que les engagements des producteurs métropolitains sont subordonnés à l'adhésion des coloniaux qui livrent leur production en franchise. La carence des producteurs coloniaux rend donc précaires les autres engagements, et constitue une menace de dissolution de l'organisme d'assainissement.

Il faut noter, en outre, qu'en tout état de cause, la production métropolitaine étant calculée de façon à assurer les besoins de la consommation, compte tenu de toutes les ressources, le maintien de lourdes importations coloniales en franchise oblige à réduire les possibilités de production, donc à imposer aux planteurs de betteraves, comme aux fabricants, des sacrifices absolument injustifiés.

En 1932, les importations de sucres coloniaux en France ont dépassé 132.000 tonnes, alors que la moyenne était jusqu'alors de : 101.000 tonnes.

Dans ces conditions, il a paru nécessaire de continuer les importations de sucres coloniaux entrant en franchise en France.

Ce contingent est analogue à celui frappant les rhums et tafias originaires des colonies françaises qui, depuis la loi du 31 décembre 1922, ne sont exemptés de la surtaxe que dans les limites d'un contingent. Cette loi est, d'ailleurs, une des causes de la surproduction sucrière des colonies, car les rhums et les sucres sont tous les deux des produits du traitement de la canne à sucre, et les fabricants et distillateurs des colonies ont produit d'autant plus de sucre que leurs expéditions de rhums vers la France étaient contingentées.

Le chiffre de base proposé est celui de 109.000 tonnes. Il a été établi en prenant la proportion entre la production coloniale et la production métropolitaine pendant les dernières années et correspond à une production métropolitaine limitée à 800.000 tonnes. Dans le cas où cette production serait, par les producteurs eux mêmes, fixée à un chiffre supérieur à 800.000 tonnes en raffiné, le chiffre du contingent des sucres coloniaux entrant en franchise serait, par décret du Ministre de l'Agriculture, augmenté dans la même proportion que le contingent fixé pour la métropole.

Proposition de loi

Article unique. — A partir du 1^{er} octobre 1933, les sucres des colonies françaises ne pourront être importés en France en exemption des droits de douane, que jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 109.000 tonnes, poids en raffiné.

Ce contingent ne pourra être augmenté que dans des conditions qui seront fixées par décret tous les ans avant le 30 septembre par le Ministre de l'Agriculture.

Un décret déterminera les conditions d'application des dispositions qui précèdent et celles de la répartition du contingent entre les colonies.

Les sucres coloniaux admis en excédent des quantités indiquées, seront admis dans les mêmes conditions que les sucres étrangers payant le tarif minimum.

Monsieur Auguste Brunet, député de la Réunion, fut chargé de rapporter pour avis ce projet de loi au nom de la Commission des Colonies.

Ce projet, extrêmement rigoureux pour les colonies, déclencha une violente réaction dans les milieux coloniaux. L'opinion fut alertée.

La proposition Chevrier ne fut pas discutée mais la Commission des Douanes de la Chambre rédigea, au début de juillet, un communiqué où elle « constatait la nécessité de maintenir et d'étendre les accords entre producteurs ; elle donnait mission à son rapporteur de suivre les pourparlers entre Métropolitains et Coloniaux ; elle affirmait sa décision si une entente n'intervenait pas à bref délai de présenter des textes pour imposer un contingentement par voie législative ».

Les pourparlers reprirent donc sous la menace, en cas d'échec, d'un contingentement par voie légale.

Au mois de septembre 1933, les métropolitains offrirent à la Réunion un contingent de 50.000 tonnes en raffiné. Ce chiffre se rapprochait des propositions faites par Monsieur le Sénateur Bénard en 1932, au début des pourparlers. Mais la Martinique et la Guadeloupe se mirent alors à réclamer un contingent égal au total pour chaque colonie de la meilleure production de chaque usine en 1932 et 1933.

Or, en 1932, la Réunion avait subi un cyclone qui avait abaissé sa production de 25 à 30 %. Les représentants de la Réunion demandèrent donc que l'année 1933, plus représentative des possibilités de production de l'île, fut consi-

dérée comme année de base pour la détermination du contingent réunionnais.

Le 27 novembre 1933, un protocole d'accord avait pu être ébauché. Des contingents spéciaux étaient créés : 2.000 tonnes à la Réunion pour compenser sa perte du marché de Madagascar ; 2.000 tonnes à la Guyane ; Majunga recevait 2.000 tonnes la première année, 4.000 la seconde, 6.000 la troisième.

87 % de la consommation française (métropole et Algérie) devait être assurée par les sucres de betteraves et 13 % par les sucres de cannes. Cette consommation étant en moyenne d'un million de tonnes, c'était, bon an, mal an, 130.000 tonnes environ de sucres coloniaux qui allaient entrer en France.

La répartition de ce contingent entre les diverses colonies devait se faire au prorata de la moyenne de leurs importations sur le territoire métropolitain au cours des années 1932 et 1933. Le total de ces moyennes atteignant plus de 140.000 tonnes, il en résultait que le contingent de chaque colonie était égal à la moyenne de ses importations en 1932-1933, diminuée de 10 % environ.

Or cette moyenne avait déjà été réduite, pour la Réunion, du fait du cyclône de 1932. La réduction supplémentaire de 10 % eut été une véritable pénalisation, ainsi que l'a fort judicieusement exposé Monsieur le Sénateur Bénard. La Réunion, déjà défavorisée comparativement aux autres colonies lors du contingentement des Rhums, ne pouvait consentir de nouveaux sacrifices.

L'accord, une fois de plus, ne put être réalisé. Il ne faudrait pas interpréter ce refus d'adhérer au protocole du 27 novembre 1933 comme un changement dans l'attitude jusque là conciliante de la Réunion. La Réunion n'avait

rien à gagner à se lancer dans une opposition systématique à tout accord. Elle n'ignorait pas que la fixation du contingentement par voie légale pouvait lui être préjudiciable.

Mais l'attitude de son représentant était dictée par des considérations impérieuses : Monsieur le Sénateur Bénard ne pouvait se résoudre à lier la Réunion pour plusieurs années par des accords qui ne tenaient pas compte des besoins vitaux de la colonie.

Toute la structure économique de la Réunion repose, en effet, sur le sucre. Pour la Réunion, le dilemme est le suivant : « Exporter ou mourir ». Cette situation est magistralement exposée par Monsieur le Sénateur Bénard dans un article intitulé : « Une colonie a droit à la vie », paru dans le journal « La Victoire Sociale », numéros des 8 et 9 août 1933.

Il convient de le citer intégralement :

« Une Colonie a droit à la Vie »

Une proposition de loi a été récemment déposée sur le bureau de la Chambre en vue d'obtenir le contingentement des sucres coloniaux. La question n'est pas nouvelle : on en parle depuis quelques trois ans et ceux-là, qui aujourd'hui recourent à des mesures législatives, n'ont sûrement pas songé à leurs conséquences multiples et graves.

Tout d'abord décréter qu'à compter du 1^{er} octobre 1933, les sucres coloniaux n'entreront plus sur le marché français que dans une limite restreinte — 109.000 tonnes, dit la proposition de loi — c'est en même temps dire que la plus proche récolte coloniale ne pourra se faire qu'en partie — de même que les récoltes de plusieurs années consécutives — puisque la canne à sucre n'est pas comme la betterave, une culture annuelle, mais une culture qui s'étend nécessairement sur plusieurs années. La première récolte ne paie pas toujours les gros frais occasionnés par l'aménage-

ment du terrain, la plantation des boutures, la fumure et l'entretien pendant les 18 à 20 mois qui la précèdent. Les planteurs comptent essentiellement sur les rejets. Et puis, voit-on l'industriel et le planteur, après de larges dépenses, brusquement privés d'une partie de leurs récoltes ?

Des métropolitains se plaignent que certaines colonies aient développé leurs productions sucrières durant ces dernières années. Si cela est vrai, n'est-ce pas à la demande même de la Métropole, au lendemain de la guerre, qu'elles l'ont fait afin de diminuer le plus possible l'importation onéreuse des sucres étrangers ? Ce fut le cas pour la Réunion à qui au moment où, fin 1922, l'on imposait le contingentement des rhums, l'on a dit que la question ne l'intéressait pas puisqu'elle était « colonie sucrière ». Les événements successifs ne cessent de prouver combien cette colonie a raison de protester contre le faible contingent de rhums qui lui a été alloué. Brimée hier, doit-elle l'être encore aujourd'hui par des restrictions de sa production sucrière ? De fait, cette colonie est restée dans la tradition qui lui était prescrite : elle a toujours fait du sucre. Sa production en 1925 (où les métropolitains ne pensaient pas encore à se défendre contre leurs confrères coloniaux) a été de 60.000 tonnes en brut. Cette année 1933, l'île fera 70.000 tonnes en brut. Peut-on s'en étonner si l'on sait qu'en 1860 cette colonie a produit 74.000 tonnes et en 1862, 71.000 tonnes, et par quels moyens primitifs ? Il n'y avait pas alors de cultures scientifiques et les usines laissaient dans leur matière première plus de sucre qu'elles n'en retiraient.

La France désirait tant se libérer des importations étrangères qu'elle a poussé à la création de nouvelles sucreries, telles celles de Nossi-Bé et de la Guyane. La même pression, je crois, fut exercée sur les Antilles. Que fera-t-on aussi de la sucrerie qui vient de s'édifier à Majunga et qui commence à peine à travailler ?

En somme, les colonies, à la demande de la Métropole, se sont mises à faire du sucre ou à en produire davantage. La culture s'y est modernisée, les usines aussi, et cela ne s'est pas accompli sans de grosses dépenses. Sait-on que

pour les vieilles colonies, plus particulièrement la canne à sucre constitue la base de la vie économique ? Les travailleurs des champs, le planteur, le commerçant vivent d'elle. Sans elle, pas de budgets qui tiennent puisque ceux-ci sont alimentés, dans une très large proportion, par des droits de sortie sur sucre et rhum. Songe-t-on, dans ces conditions, au bouleversement apporté dans les budgets coloniaux du fait de l'absence des ressources qui les étayaient ?

Si je ne parlais que de la Réunion, la Colonie que je connais le mieux, je pourrais citer telle ou telle usine qui, travaillant dans une campagne de 40 à 50.000 tonnes de cannes, est alimentée par 3 ou 4.000 planteurs qui, eux-mêmes, assurent l'existence de nombreux travailleurs des champs, de charroyeurs, de commerçants. Tout s'enchaîne. Dans cette colonie, où la canne n'est pas achetée en argent mais réglée en nature, les deux tiers de la production sucrière appartiennent aux planteurs.

Pour le surplus, ne faut-il pas rappeler que cette colonie qui, dans le passé, faisait le meilleur café du monde, n'en produit plus ? Cette culture coûte trop cher. Le pays en importe de Madagascar. Le tabac de la Réunion a fait, pendant longtemps, l'objet d'un commerce très important avec l'île Maurice et Madagascar ; ces marchés s'étant fermés, la production est limitée aux besoins de la consommation du pays alors que, il y a 15 ans, elle faisait vivre des cantons entiers. Madagascar, qui lui prenait des rhums, ne lui en achète plus, la production rhumière de cette colonie — développée avec celle du sucre — faisant face à ses besoins ; et l'on peut prévoir que, dans un avenir rapproché, elle ne lui prendra plus de sucre. Les vanilleries couvraient, il n'y a pas longtemps encore, plus de 5.000 hectares ; elles ont presque totalement disparu, le produit s'étant avili par la massive production de Madagascar et, aussi, par une protection insuffisante contre le produit chimique : vanilline et éthyl vanilline. En conséquence, on peut dire que la Réunion a pâti et pâtit du voisinage de cette colonie qu'elle a contribué à donner à la France et qui, sans elle, sans le concours de ses ouvriers, agriculteurs,

capitalistes, ne serait pas développée et ne la concurrence-rait pas.

Donc, plus de café, plus de tabac, marché fermé pour rhum et sucre à Madagascar, plus de vanille, plus de tapioca non plus. Ces cultures, hier florissantes, ont fait place à la canne, au sucre et au rhum. La colonie n'avait même pas la ressource de produire, comme aux Antilles, de la banane (la Guadeloupe en exportera cette année 22.000 tonnes) en raison de son éloignement de la Métropole. Elle a fait de la canne, elle continue à en faire, un peu plus qu'il y a 20 ans mais bien moins qu'autrefois. De quoi vivra-t-elle si cette unique planche de salut lui est encore retirée ? Les circonstances ont fait d'elle un pays de monocultures : lui imposer à cet égard, par des lois, des restrictions, y déterminerait misères et ruines. Or, celui qui souffre accuse et c'est le gros danger pour la Métropole.

L'argument ne vaut pas seulement pour la Réunion, mais pour les autres colonies, pour toutes les vieilles colonies en particulier. Celles-ci ont toujours fait du sucre, elles en ont fait avant que ne fut connu le sucre de betterave.

Nous concevons que l'on veuille protéger une culture ou un produit métropolitain, mais non point qu'on envisage de le faire au moyen de restrictions imposées à des colonies françaises. Le système conduit à assurer peut-être des possibilités de prospérité à tel ou tel groupe de producteurs, mais ceux-ci ne représentent pas la nation entière et il ne s'agit aucunement de l'intérêt général. La France est obligée d'exporter : or son vaste marché naturel est constitué par ses colonies ; elle y vend machines, automobiles, fers, aciers, articles de luxe, cotonnades, tous articles manufacturés. Que lui achèteraient demain l'Indochine qui ne vendrait pas ses riz, l'Algérie qui ne vendrait pas ses vins, le Maroc qui n'aurait pas de débouchés pour ses blés et primeurs... et les vieilles colonies qui se verraient refuser leurs sucres au seul avantage de quelque groupement métropolitain.

L'Europe ne sera pas prospère si ses colonies sont jetées à la misère. En vérité, comment ne mesure-t-on pas mieux

la rigoureuse importance de cette loi ? Je pressens, pour un avenir plus prochain qu'on ne le pense, la nécessité pour la Métropole de s'imposer des restrictions si elle veut maintenir ou créer dans nos colonies une certaine prospérité dont son économie générale ne saurait se passer.

Contingenter les sucres coloniaux ou tout autre produit colonial, c'est mettre en cause le problème même des échanges entre métropole et colonie. J'ai dit déjà que seules des colonies prospères pouvaient acheter à la France. Mais aux compagnies de navigation françaises, pour lesquelles le cri d'alarme est chaque jour poussé, quel sort plus déplorable encore sera fait ! Le fret, avec la Crise, s'est déjà considérablement raréfié. Ayant moins à transporter des colonies à la France, elles transporteront moins encore de celle-ci vers nos établissements tropicaux. Ne voyez pas là l'un des moindres côtés de la question.

Et le côté moral ou sentimental, qu'en fait-on ? Ne sommes-nous pas des Français au même titre que les Français d'Europe et comme eux n'avons-nous pas, hier, libéré le sol envahi de la Patrie ? (et il s'agit justement des régions betteravières). Mais passons sur ce point : nous n'avons fait certes que notre strict devoir de Français. Nous demandons, avec la même simplicité, qu'on nous traite en Français égaux selon la Constitution.

Nous connaissons d'autres catastrophes. Sérieusement pense-t-on en France que l'on peut aux colonies régler une récolte comme l'on voudrait ? Vous n'avez pas, comme nous, les cyclones qui souvent, en quelques heures, enlèvent 50 à 75 % d'une récolte. Plus haut je cite le cas de la Réunion qui, en 1860, a produit 74.000 tonnes de sucre et 71.000 tonnes en 1862 ; mais en 1863 surviennent deux cyclones, la récolte tombe à 40.000 tonnes, en 1868, cyclone : 26.000 tonnes ; en 1879, cyclone encore : 21.000 tonnes. Elle fera, cette année, 70.000 tonnes : elle peut, l'an prochain, passer à 75.000 tonnes comme descendre à 40.000 tonnes. Limiter sa production en se basant sur de faibles années, c'est-à-dire en lui refusant la possibilité d'une récupération au cas de circonstances favorables, consisterait

à restreindre cruellement son droit à la vie. Or, elle est arrivée à un stade de production qui pourra être parfois atteint, mais ne sera jamais dépassé : c'est le cas de toutes les vieilles colonies.

Au demeurant, les producteurs coloniaux de sucre ont intérêt à ce que le sucre soit maintenu à des cours acceptables. Je ne crois donc pas qu'ils se refusent à un arrangement qui s'appliquerait aux métropolitains. Je suis contre l'arbitraire pour ma part, mais j'admets une limitation imposée aux coloniaux dans le cadre d'une limitation également imposée aux producteurs de betteraves.

C'est, en effet, moins contre les coloniaux que contre eux-mêmes que les métropolitains ont à se défendre. Je m'explique : il y a quelques années, la récolte sucrière française s'annonçant devoir être très forte et dépasser les besoins, on trouva comme remède d'envoyer des betteraves sur la distillerie et de faire acheter par l'Etat l'alcool produit. C'est le règlement en vigueur par lequel l'Etat achète les alcools de betteraves à la parité du cours du sucre. A la vérité, fut-ce bien là un remède ? Il est moins coûteux, donc plus avantageux, de retirer de la betterave de l'alcool que d'en retirer du sucre. Les distilleries se développèrent et avec elles la production de la betterave, à tel point que la quantité d'alcool de betteraves passa de 1.400.000 hectos en 1926-1927 (production déjà très accrue par rapport aux productions précédentes), à 2.450.000 hectos en 1932. Un contingentement fut bien déceimment appliqué à cet alcool (2.300.000 hectos) mais rien n'indique qu'une barrière n'ait été mise aussi à la production de la betterave. Je vois, au contraire, celle-ci se développer encore : demain, la betterave, que la distillerie ne pourra pas absorber, s'en retournera à la sucrerie. On jettera, conséquemment, sur le marché encore plus de sucre. L'on tourne dans un cercle vicieux et dangereux.

Le remède se trouve donc dans la limitation de la matière première si l'on veut obtenir la limitation du ou des produits manufacturés. Nous attendons celui qui osera en prendre la responsabilité. La France attend des décisions de prévoyance et d'équité qui assurent l'unité nécessaire à sa prospérité comme à sa défense.

CHAPITRE VI

Les accords du 16 mai 1934

Le 12 avril 1934, le Président Laval réunit au Ministère les délégués métropolitains et coloniaux.

Cette réunion s'annonçait décisive ; la présence du Président Laval indiquait clairement que le Gouvernement désirait aboutir à une solution dans cette irritante question des sucres pendant depuis trois ans.

Les métropolitains, de leur côté, étaient pressés d'en finir : ils menaçaient de dénoncer l'accord de 1931 tirant argument de l'augmentation continuelle de l'importation coloniale. Celle-ci était passée de 100.877 tonnes en 1930, à 110.379 en 1931, 135.422 en 1932 et 147.757 en 1933.

Aucune réunion officielle n'ayant été tenue depuis l'échec du Protocole du 27 novembre 1933, les points de vue n'avaient pas évolué depuis cette époque. Le Président Laval résuma la situation dans cette alternative : ou bien accepter le Protocole de 1933, ou bien se résigner au vote de la Proposition de Loi Chevrier.

Enfin, après de longues discussions, un terrain d'entente fut trouvé. Les représentants réunionnais parvinrent à arracher une compensation pour le préjudice résultant du choix de l'année déficitaire 1932 comme année de base. Cette compensation consistait dans l'attribution immédiate à la Réunion des 2.000 tonnes qui ne devaient lui être acquises qu'à la fermeture du marché de Madagascar, et

dans la fixation, dès maintenant, à leur maximum (8.000 tonnes) des Contingents Spéciaux prévus au Protocole du 27 novembre 1933.

Il était aussi entendu que la répartition de la partie de ces 8.000 tonnes, qui ne serait pas utilisée par leurs bénéficiaires, se ferait, à raison de 50 % à la Réunion et 50 % à la Guadeloupe, à la Martinique et à Nossi-Bé au prorata de la moyenne des importations de 1932 et 1933.

Le 16 mai 1934, l'accord définitif fut signé entre Métropolitains et coloniaux.

Entre temps, la représentation de la Réunion avait reçu l'adhésion unanime des planteurs et des usiniers de l'île. Elle avait pu obtenir aussi un avantage supplémentaire : la fixation du point de départ des accords du 1^{er} octobre 1934, au lieu du 1^{er} septembre 1934.

La campagne sucrière commence, en effet, à la Réunion, vers le milieu de juillet : en faisant partir les accords du 1^{er} octobre 1934, tous les sucres de la campagne 1934 importés avant cette date n'affectaient pas le contingent de 1934. Une certaine marge d'une campagne sur l'autre était ainsi réservée, qui allait être utilisée lors de la campagne de 1935.

Les stipulations de l'engagement de 1934 avaient trait, tout d'abord, à :

La Fixation du Contingent Colonial et la Répartition entre les diverses Colonies (Art. 2 de l'engagement)

« 1. — Chaque année, il doit être fait, en mars, une estimation des besoins de la consommation Métropolitaine et Algérienne. On déduira du chiffre 10.000 tonnes pour les Contingents spéciaux et la différence sera répartie à raison de 87 % aux Métropolitains, 13 % aux Colonies.

2. — Les 10.000 tonnes sont dès ici affectées :

2.000 à la Réunion,
2.000 à la Guyane,
6.000 à Majunga,

et toute quantilé non utilisée de ces 8.000 dernières tonnes sera répartie moitié à la Réunion, moitié aux autres colonies indiquées.

3. — L'attribution à la Réunion des 2.000 tonnes de compensation est immédiate, sans attendre la fermeture du marché de Madagascar. Les 50 % des disponibilités Guyane et Majunga sont prévues ainsi que les 2.000 tonnes immédiates précédentes, dans le but d'améliorer, dans une mesure aussi large que possible, le tort fait à la Réunion par le choix d'une année cyclonée comme base de moyenne.

4. — La quantité représentant les 13 % destinés aux colonies sera répartie entre elles :

pour les Antilles et Nossi-Bé, sur la moyenne de leurs importations 1932 et 1933, année calendaire ;

pour la Réunion, année de production 1932 et 1933, allant du 1^{er} juillet au 30 juin » (1).

L'engagement de 1934 prévoyait le contrôle des importations (art. 3) et le stockage des sucres importés hors contingent.

Les quantités importées étaient déterminées au moyen de bons de détaxe de distance dont les duplicata étaient adressés au Bureau de l'Association Syndicale par l'Administration des Douanes. En cas d'expédition en France ou en Algérie de sucres hors contingent, l'adhérent excédentaire devait adresser à l'Association Syndicale un exemplaire

(1) L. Bénard, *op. cité*, p. 42.

du connaissance endossé en blanc. Les documents n'étaient rendus qu'après stockage d'une quantité en raffiné égale à l'excédent importé. Cet excédent pouvait être compensé l'année suivante par un déficit possible.

En outre, cette obligation de stockage était sanctionnée par une véritable amende égale aux droits de douane en vigueur au moment de la campagne, majorés de Frs 25 — par quintal de sucre.

Tout en système de Compensation était aussi organisé :

A l'intérieur de chaque colonie, les adhérents avaient la faculté de compenser leurs excédents et leurs déficits individuels sous la double réserve d'en informer l'Association Syndicale et de ne pas dépasser le Contingent de la Colonie.

Il était d'autre part stipulé que le déficit d'une ou plusieurs colonies soit compensé par les autres colonies excédentaires.

Au cas où ces compensations entre excédents et déficits d'une même campagne laissaient des déficits non comblés, ceux-ci pouvaient être compensés par les excédents stockés des campagnes antérieures (Article 6).

Enfin, s'il y avait lieu, on procédait à une compensation entre colonies et métropole (Art. 6 bis). S'il subsistait encore des excédents, ils devaient être stockés jusqu'à décision du Bureau Syndical. Celui-ci, en tenant compte des nécessités du marché français, pouvait prescrire : soit leur exportation ou leur utilisation à des usages autres que la consommation, soit leur libération hors de toute compensation.

Toutes ces compensations se faisaient au prorata des quantités excédentaires et moyennant le versement à l'Association Syndicale, par quintal excédentaire, d'une indemnité

de 6 % du cours moyen du disponible de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier. Le produit de cette indemnité était réparti entre les déficitaires des différentes catégories.

Planteurs et usiniers s'engageaient, en outre, à participer à la campagne de Propogande pour le développement et la consommation du sucre. A cet effet, l'usiner versait annuellement à l'Association Syndicale une somme de Fr. 0.20 par quintal de sucre importé. Il retenait la même somme pour le compte de l'Association sur les paiements de cannes faits aux planteurs.

L'engagement était valable du 1^{er} octobre 1934 au 30 septembre 1937. Il était renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation un an au moins avant son expiration (Article 15). Il était résiliable à la demande d'un nombre d'adhérents représentant au moins 75 % de la production française (métropolitaine et coloniale) Art. 16.

Tous les différents éventuels entre un adhérent et l'Association Syndicale étaient soumis à l'arbitrage (art. 17).

*
* *

Telles étaient les grandes lignes de l'Engagement signé au nom de la Réunion par MM. le Sénateur Bénard et le Député Auguste Brunet.

Il est certain que la Représentation Parlementaire de la Réunion a agi au mieux des intérêts du Pays. Sa ténacité a permis à la Réunion d'obtenir un Contingent en rapport avec ses besoins d'exportation en 1934.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que la Réunion fut particulièrement avantagée par le Contingentement des sucres. A cet égard, un tableau approximatif, établi par

M. L. Bénard en 1934, du pourcentage de réduction subi par les diverses colonies, est particulièrement révélateur :

	Chiffres atteints	Contingents probables	Différences	Réductions
Réunion (en 1933)....	env. 71.250	55.870	15.380	21,50 %
Martinique (en 1933)	env. 45.299	41.466	3.833	8,46 %
Guadeloupe (en 1932)	env. 42.060	37.304	4.757	11,30 %
Nossi-Bé (en 1933)...	env. 6.600	6.060	540	8,15 %

et l'auteur ajoute (1) :

« Il résulte des chiffres qu'une usine, celle de Nossi-Bé, dont la fabrication n'est réellement importante que depuis deux ans, qui, toutes proportions gardées, est surtout une affaire financière, reçoit un contingent qui, par rapport à sa plus forte campagne de l'une de ces deux dernières années, ne représente qu'une réduction de 8.15 % et cela pendant que nos vieilles colonies, qui ont toujours fait de la Canne, qui en ont fait avant même que la betterave fut cultivée en France, chez lesquelles la Canne à sucre mesure à la fois la vie économique et la vie sociale, se voient attribuer, par rapport à leurs possibilités actuelles, des Contingents qui représentent des réductions allant jusqu'à 21.50 % pour la Réunion ».

Néanmoins, du fait surtout des contingents spéciaux obtenus lors des accords de 1934, le contingent réunionnais est sensiblement supérieur aux chiffres proposés au début des pourparlers. Sans avoir été exceptionnellement favorisée, la Réunion n'avait pas non plus lieu de se plaindre.

(1) L. Bénard, *op. cité*, p. 37.

L'engagement de 1934 fut d'ailleurs bien accueilli à la Réunion, comme en témoigne cet article du Journal « La Victoire Sociale » numéro du 19 avril 1934 :

« Le récent radio du Sénateur Bénard, concernant la part attribuée à la Réunion dans le Contingentement des sucres importés par la Métropole, est venu mettre fin à une appréhension légitime de nos milieux agricoles, industriels et commerciaux et, pour bien parler de la Colonie tout entière dont l'agencement économique est étroitement lié à la question sucrière ; en dehors de tout bluff politique, il y a lieu, devant ce résultat, de féliciter nos représentants et il n'a certainement pas dépendu de leur énergique intervention de nous obtenir une meilleure part. D'après le radio du Sénateur, il nous a été imparti un total de 56.000 tonnes ; nous ne croyons pas, devant la mesure générale qui régent la production mondiale, que d'aucuns pourraient trouver cette part trop faible ».

« Equitable », telle nous paraît être l'épithète applicable au contingent réunionnais en 1934. Selon l'expression de Mr. Bénard, le chiffre obtenu par la Réunion lui permettait d'organiser sérieusement son économie ».

Répartition du contingent de la Réunion entre les sucreries de l'Ile (1)

Le contingent obtenu, la consommation locale et le marché de Madagascar donnaient à la Réunion, pour 1934, une faculté de production de 64.000 tonnes (en brut) à répartir entre les quinze usines de la Colonie. Huit d'entre elles se trouvent dans la « Partie Sous-le-Vent », plus sèche et plus peuplée (120.000 habitants) ; les sept autres, dans la « Partie du Vent », qui compte seulement 80.000 habitants.

De 1924 à 1932 inclus, la moyenne de la production sucrière de la partie Sous-le-Vent avait été supérieure à celle de la Partie du Vent : 26.300 tonnes contre 24.300, bien que la Partie Sous-le-Vent ait eu seule à supporter le cyclône de 1932.

En 1933, la production de l'Ile atteint le chiffre encore inégalé de 77.400 tonnes, dû surtout aux efforts des planteurs de la Partie du Vent. Ceux-ci, en effet, par suite de la mévente de la vanille, avaient remplacé cette culture par la Canne. Il en résulta que la production sucrière de la Partie du Vent passait de 32.400 tonnes en 1932 à 43.250

(1) Journal *La Victoire Sociale*, N° du 23 juin 1934.
Journal *Le Progrès*, N° du 21 décembre 1935.

tonnes en 1933 (la moyenne avait été de 20.800 tonnes de 1924 à 1931 inclus).

Deux soucis primordiaux devaient donc dominer la répartition :

1. — Assurer à la partie Sous-le-Vent une part de Contingent qui tenait compte de la supériorité de sa production moyenne de 1924 à 1932.

2. — Récompenser les planteurs de la Partie du Vent dont l'effort avait contribué à augmenter le contingent.

Dès 1933, alors que les discussions, qui devaient aboutir à l'engagement de 1934, se poursuivaient encore, un projet de répartition du Contingent éventuel avait été établi. On avait choisi, comme base de répartition, la moyenne des quatre meilleures productions de chaque usine de 1924 à 1932 inclus. Sur ces bases et avec un Contingent de 64.000 tonnes, on aurait attribué : 31.456 tonnes à la Partie du Vent, et 32.544 tonnes à la Partie Sous-le-Vent, soit en détail :

Usines	Années favorables	Production	Moyenne	Contingentement sur 64.000 T.
		Tonnes	Tonnes	Tonnes
Ravine-Creuse.....	1924-1925-1926-1932 =	35.496	8.874	9.352
Beaufonds.....	1925-1926-1929-1932 =	20.923	5.231	5.513
La Mare.....	1925-1926-1930-1932 =	14.160	3.540	3.731
Bois-Rouge.....	1924-1925-1930-1932 =	16.838	4.209	4.436
Quartier-Français..	1929-1930-1931-1932 =	15.193	3.799	4.004
Rivière du Mât...	1924-1925-1926-1932 =	12.020	3.050	3.214
Ravine Glissante..	1924-1925-1926-1932 =	4.577	1.144	1.206
TOTAL pour l'Arrondissement du Vent.....			29.847	31.456
Pierrefonds.....	1925-1927-1929-1930 =	13.821	3.455	3.641
Le Gol.....	1925-1926-1927-1929 =	34.374	8.593	9.056
Vue-Belle.....	1924-1926-1927-1929 =	12.592		3.318
Grands-Bois.....	1925-1926-1930-1932 =	17.133	4.283	4.514
Casernes.....	1924-1925-1926-1930 =	16.171	4.043	4.261
Stella.....	1924-1925-1926-1929 =	10.645	2.661	2.804
Eperon.....	1925-1926-1927-1929 =	12.084	3.021	3.184
Savanna.....	1924-1925-1926-1929 =	6.703	1.676	1.766
TOTAL pour l'Arrondissement Sous-le-Vent.....			30.880	32.544

Malheureusement ce projet s'avérait caduc, car il ne tenait pas compte de la production de 1933. Or cette dernière avait été le principal argument invoqué pour obtenir une augmentation du Contingent réunionnais lors du Protocole de 1934. De plus, son incorporation dans la base de répartition permettait de tenir compte de la prédominance nouvelle de la Partie du Vent dans la production sucrière réunionnaise.

Un second projet, basé sur la moyenne des 4 meilleures productions de 1924 à 1933 inclus, fut rejeté par les usiniers de la Partie du Vent. Ces derniers lui reprochaient d'incorporer la production de 1933 dans la moyenne générale 1924-1932. Ils faisaient très justement ressortir que, par suite de

l'extension de la culture de la Canne, la production « exceptionnelle, de la Partie du Vent en 1933 ne serait qu'une production normale pour les années à venir. Ils demandaient donc qu'il en soit tenu compte d'une façon toute spéciale dans la répartition du Contingent.

Ce second projet, s'il avait été admis, aurait donné lieu à la répartition suivante :

Usines	Moyenne des 4 meilleures années	Coefficient se rapportant à 64.000 T.	Contingent
	Tonnes		Tonnes
Ravine-Creuse.....	9.449	96.38 %	9.107
Beaufonds.....	6.118		5.896
La Mare.....	4.142		3.992
Bois-Rouge.....	4.789		4.616
Rivière du Mât.....	5.007		4.829
Quartier-Français..	3.344		3.223
Ravine Glissante..	1.281		1.235
Région du Vent...	34.130		32.898
Pierrefonds.....	3.903		3.762
Le Gol.....	8.493		8.185
Vue-Belle.....	3.100		2.988
Grands-Bois.....	5.073		4.889
Casernes.....	4.214		4.061
Stella-Matutina....	2.742		2.643
Eperon.....	2.969		2.861
Savanna.....	1.778		1.713
Région Sous-le-Vent	32.272		31.102

Le Contingent réunionnais avait été établi sur la base de la moyenne des Importations de la colonie en 1932 et 1933. Logiquement, ce contingent aurait dû être réparti entre les usines au prorata de leur production moyenne

durant la même époque. Mais cette solution eut été foncièrement injuste pour la Partie Sous-le-Vent : prendre la moyenne 1932-33, c'était négliger les effets du cyclone de 1932 subi presque exclusivement par cette partie de l'Ile ; c'était répartir entre quinze usines les 2.000 tonnes attribuées en compensation du préjudice subi par 8 d'entre elles ; c'était, enfin, leur interdire, pendant plusieurs années, le retour à un régime normal de production : en un mot, pénaliser des victimes.

D'un autre côté, une raison non moins impérieuse commandait, nous l'avons vu, de tenir compte de la production de 1933 pour sauvegarder les intérêts de la Partie du Vent. Il fallut chercher autre chose. Sur l'initiative de M. Jourdain, Directeur général des Sucreries coloniales à Paris, et de M. Rieul Dupuis, Directeur des Usines L. Bénard, le Directeur de la Banque de la Réunion, M. H. Peulet, présenta une solution. Elle consistait à considérer, d'une part, la moyenne générale de chaque usine de 1924 à 1932 inclus (ce qui sauvegardait les intérêts de la partie Sous-le-Vent), d'autre part, la production de chaque usine en 1933 (ce qui avantagait les planteurs de la Partie du Vent). On faisait la moyenne des deux chiffres pour chaque usine et on procédait à une répartition au prorata sur 64.000 tonnes, ce qui donne les chiffres suivants :

Usines	Moyenne 1924-1932	Production 1933	Total	Contingentement sur 64.000 T.
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Ravine-Creuse....	7.043	9.884	16.927	8.480
Beaufonds.....	4.652	8.188	12.840	6.408
La Mare.....	2.975	5.456	8.431	4.207
Bois-Rouge.....	3.372	6.069	9.441	4.711
Quartier-Français	3.027	7.751	10.778	5.316
Rivière du Mât..	2.380	4.308	6.688	3.335
Ravine Glissante.	869	1.598	2.467	1.230
TOTAL pour l'Arrondissement du Vent.....				33.787
Pierrefonds.....	3.002	5.165	8.167	4.075
Le Gol.....	7.599	8.045	15.644	7.876
Vue-Belle.....	2.440	2.598	5.038	2.535
Grands-Bois.....	3.707	6.858	10.565	5.270
Casernes.....	3.569	4.693	8.262	4.140
Stella.....	2.057	2.541	4.598	2.307
Eperon.....	2.464	2.448	4.912	2.488
Savanna.....	1.359	1.813	3.202	1.597
TOTAL pour l'Arrondissement Sous-le-Vent.....				30.283

Pour une faculté de production de 64.000 tonnes, en augmentation de 20 % sur la production moyenne 1924-1933 (53.200 T.), la Partie Sous-le-Vent obtenait 30.283 Tonnes, soit une augmentation de 12 % sur sa production moyenne 1924-1933, et la Partie du Vent : 33.717 Tonnes, qui correspondent à une augmentation de 29 % sur sa production moyenne pendant la même période.

Dans cette répartition, les usines les plus favorisées ont été :

Usines	Moyenne 1924-1933	Contingent	Proportion
	Tonnes	Tonnes	
Quartier-Français...	3.500	5.346	+ 54 %
Rivière du Mât.....	2.573	3.335	+ 30 %
Ravine Glissante....	942	1.230	+ 30 %
Bois-Rouge.....	3.641	4.711	+ 29 %
La Mare.....	3.223	4.207	+ 29 %

et les moins favorisées :

	Moyenne 1924-1933	Contingent	Proportion
	Tonnes	Tonnes	
Stella-Matutina.....	2.106	2.307	+ 10 %
Savanna-Eperon.....	3.870	4.080	+ 5 %
Vue-Belle.....	2.456	2.535	+ 3 %
Eperon.....	7.644	7.876	+ 3 %

Il convient de souligner que ces résultats sont dus, pour une grande part, à M. H. Poulet. En présence d'une situation difficile, le Directeur de la Banque de la Réunion sut concilier heureusement les intérêts opposés des deux parties de l'île.

CHAPITRE VIII

La production sucrière réunionnaise et le contingentement (1)

La Campagne Sucrière en 1934

Le Contingent normal de la Réunion était obtenu en multipliant le contingent colonial normal par un coefficient permanent de 38,99 %.

La consommation (métropole et Algérie) avait été fixée, pour 1934, à 1.030.770 Tonnes en raffiné ; le contingent colonial normal (fixé à 13 % du chiffre de la consommation, déduction faite de 10.000 tonnes de contingents spéciaux), s'élevait à 132.000 tonnes. Le contingent colonial global (contingent normal et contingents spéciaux) était de 142.700 tonnes.

La faculté de production de la Réunion pour 1934 comprenait : son contingent normal, les contingents spéciaux prévus au Protocole de 1934, auxquels s'ajoutaient la consommation locale et l'exportation sur Madagascar ; au total 64.700 tonnes réparties comme suit :

(1) D'après le Compte Rendu de Mr. Henri Poulet, Président de la Commission Arbitrale.

Contingent normal 132.700 t. x 38,99 %	51.740 tonnes
Supplément sur 10.000 tonnes.....	2.000 tonnes
Compensation de Namakia et Guyane :	
6.880 tonnes, 50 %.....	3.440 tonnes
Total en sucre raffiné.....	57.180 tonnes
Calcul en sucre roux.....	60.000 tonnes
Consommation locale et Madagascar.....	4.700 tonnes
	64.700 tonnes

La production sucrière de 1934 avait, d'autre part, été de 63.593 tonnes.

La représentation parlementaire de la Réunion avait obtenu que l'entrée en vigueur du Protocole du 16 mai 1934 fut fixée au 1^{er} octobre 1934, au lieu du 1^{er} septembre, date primitivement prévue.

Les fabricants de sucre réunionnais décidèrent de commencer aussitôt que possible la campagne sucrière. De cette façon tous les sucres de la campagne 1934 qui pourraient être importés en France avant le 1^{er} octobre n'affecteraient pas le contingent attribué à la Réunion pour 1934. D'après les estimations, la production devait être, cette année, inférieure aux possibilités d'écoulement. Le contingent ne serait pas atteint ; il était possible de le compléter avant le 1^{er} octobre 1935 avec des sucres de la campagne de 1935, avancée elle aussi. Cette façon de procéder assurait, en quelque sorte, une marge de sécurité permettant de faire face à une surproduction éventuelle.

C'est ainsi que, en dépit du manque de maturité de la canne et du faible rendement qui en résultait, des expéditions de sucres eurent lieu avant l'entrée en vigueur du

Contingentement. A la fin de la Campagne 1934, il restait, sur le Contingent de la même année, un disponible de 14.259 tonnes à importer en France avant le 1^{er} octobre 1935. On ne devait pas tarder à apprécier toute l'utilité de cette mesure de prévoyance.

Campagne sucrière de 1935

La campagne sucrière 1935 a atteint, en effet, le chiffre de 91.023 tonnes.

Jamais pareille production n'avait été enregistrée à la Réunion. Les 68.500 tonnes de 1860, maximum atteint pendant la grande période de la canne du siècle dernier, la production « exceptionnelle » de 1933 (77.400 tonnes) étaient largement dépassées. Favorisée par les conditions climatiques, la Réunion donnait la mesure de ses possibilités. En face de cette magnifique production, quelles étaient pour 1935 les possibilités d'écoulement.

La consommation métropolitaine avait été fixée pour 1935 à 984.700 tonnes ; le contingent colonial s'élevait donc à 136.712 tonnes et la part de la Réunion à 54.575 tonnes en raffiné et 57.300 tonnes en sucre roux à savoir :

Cont. normal sur 126.712 T. × 38,99 %	49.405 tonnes
Supplément sur 10.000.....	2.000 tonnes
Compensation de Namakia et Guyane :	
6.340 tonnes, 50 %.....	3.170 tonnes
	54.575 tonnes
Calcul en sucre roux.....	57.300 tonnes

Si l'on ajoute à ce chiffre la consommation locale et l'exportation sur Madagascar, soit.....:.... 4.100 tonnes on obtient, avec le disponible de.....:..... 14.259 tonnes laissé par la campagne 1934, un total de 75.659 tonnes de sucre qui pouvaient être écoulées par la Réunion en 1935.

L'excédent de production se chiffrait à 15.400 tonnes. La Réunion était récompensée de sa prévoyance durant la campagne précédente. Si, en effet, elle n'avait pas eu ce disponible sur son contingent de 1934, l'excédent de production aurait atteint le chiffre inouï pour le pays de 30.000 tonnes environ, plus de la moitié du contingent réunionnais.

Malgré tout, il fallait éliminer ce stock de 15.400 tonnes. Qu'advierait-il, en effet, si la campagne 1936 allait être aussi importante ?

On peut dire que pour l'élimination de son stock, la Réunion a bénéficié de conditions toutes spéciales.

La représentation de la Réunion avait été alertée en vue de découvrir un débouché pour ces sucres excédentaires. Précisément, la Tunisie avait besoin de sucre : l'acceptation par ce pays de s'approvisionner à la Réunion eut allégé les stocks.

Le Président du Conseil Albert Sarraut, mis au courant de cette situation, intervint auprès du Gouvernement de la Régence Tunisienne. Ce dernier accepta l'admission en Tunisie de 4.000 tonnes de sucre réunionnais, mais au cours mondial et après raffinage à Marseille.

Le prix mondial de l'époque, Frs 38.25 le quintal C. A. F. Marseille, était très inférieur aux prix de revient réunionnais. L'opération eut été désastreuse pour la Réunion si, sur l'intervention de Monsieur le Président Sarraut, le Gouvernement Tunisien n'avait accordé une prime de 3.500.000 francs.

Par la suite, la Tunisie, en butte à des difficultés budgétaires, refusa de payer la prime promise en dépit des interventions répétées de Monsieur Auguste Brunet, député de la Réunion, et de la lettre d'engagement de Monsieur le Président Sarraut. Ce paiement, toutefois, ne saurait être différé après l'arbitrage, intervenu récemment et dans un sens favorable à la Réunion, de Monsieur le Président Chautemps.

La deuxième libération des excédents de la campagne 1935 devait se faire dans des conditions très différentes : l'inobservation par la Martinique des clauses du Protocole du 16 mai 1934 permit l'écoulement d'une grande partie des excédents. Un certain nombre de producteurs de la Martinique sous le prétexte qu'ils n'avaient pas été représentés à sa discussion, n'adhérèrent pas à l'engagement de 1934.

Nous n'avons pas à apprécier, ici, la régularité du mandat du Représentant de la Martinique ; néanmoins, par le fait de ces « dissidents », le contingent de cette colonie, en 1934-1935, fut dépassé de 8.000 tonnes. C'est pour obliger ces dissidents à se soumettre à la discipline collective du Contingentement, et dans le but d'éviter à l'avenir tout dépassement de contingent, que le département des colonies proposa au Gouvernement le décret-loi du 30 octobre 1935.

Ce texte ne faisait d'ailleurs qu'étendre aux colonies les dispositions du décret du 8 août 1935, relatif à la production du sucre de betteraves. Il a donné force de loi aux accords intervenus le 16 mai 1934 entre producteurs de sucres métropolitains et coloniaux et par là même aux pénalités prévues dans ces accords.

Il a, en second lieu, créé de nouvelles pénalités auxquelles il a soumis tous les producteurs de sucres coloniaux. Il a ainsi étendu d'office les accords de 1934 aux industriels qui avaient refusé d'y adhérer.

L'article IV du décret dit en effet : « Les droits de circulation, de consommation et toutes autres taxes perçues dans la Métropole, seront quadruplés pour les produits des fabricants de sucre des colonies et possessions françaises qui ne sont pas comprises dans les dispositions légales ou concertées prévues à l'article 3 et qui seraient importés dans la Métropole. La même pénalité sera appliquée aux produits des fabricants de sucre des colonies comprises dans ces dispositions légales ou concertées mais qui n'ont pas adhéré aux dites dispositions pour les quantités de ces produits importées dans la Métropole, en excédent du Contingent auquel ils ont droit en vertu de ces dispositions ».

Le décret soumettait, en outre, à l'autorisation du Ministre des Colonies, la construction de nouvelles sucreries. (Art. 1) et édictait des pénalités contre les contrevenants (Art. 2).

Cependant, dans le but d'échapper aux sanctions établies par le texte, les dissidents firent ressortir qu'en l'absence d'une disposition formelle à ce sujet, le décret du 30 octobre 1935 ne pouvait avoir un caractère rétroactif. De plus, se basant toujours sur le principe de non rétroactivité, ils soutinrent que les accords de 1934 n'avaient de valeur légale qu'à compter du 30 octobre 1935, date du décret.

Le point de départ du contingentement se trouvait ainsi reporté du 1^{er} octobre (date prévue par l'engagement de 1934) au 30 octobre 1935. Il en résultait que tous les

sucres* de la campagne 1935 importés entre le 1^{er} et le 30 octobre devaient être considérés comme hors contingent.

Il était évident que la Réunion devait participer aux avantages résultant de l'adoption de cette thèse : en limiter le bénéfice aux seuls dissidents eut constitué, en effet, une prime à la dissidence.

Dès le début, la Représentation de la Réunion développa cette argumentation. Elle formula les plus expresses réserves quant à l'attitude qu'observerait cette colonie pour le cas où le point de vue des dissidents Martiniquais serait admis.

Enfin, le 27 juillet 1936, la Réunion était informée que la date du 30 octobre 1935 avait été retenue comme point de départ du Contingentement pour l'année précédente. Elle apprenait, en outre, que, comme l'avaient demandé ses Représentants elle pouvait bénéficier de ce décalage.

Une importation supplémentaire lui était accordée. Celle-ci était égale aux quantités de sucres entrées en France en provenance de la colonie et constatées dans les ports français entre le 1^{er} et le 30 octobre 1935. Lors de la réception de cette bonne nouvelle, on ignorait encore, à la Réunion, le tonnage exact de cette faculté d'importation supplémentaire.

Pour être certain de bénéficier de la totalité du débouché inattendu ainsi offert aux stocks réunionnais, le Syndicat des Fabricants de Sucres décida d'affréter spécialement deux navires. Ces derniers, emportant les stocks, devaient arriver en France avant le 30 septembre 1936, date limite pour l'entrée des sucres du Contingent de 1935. De cette façon, ils pouvaient débarquer au titre de 1935 la quantité correspondant à l'importation supplémentaire obtenue. Le

solde débarqué après le 1^{er} octobre 1936 était imputé sur le Contingent réunionnais de 1936.

A la faveur de la vente à la Tunisie et de l'importation supplémentaire, opérations fortuites, l'excédent de la production 1935 fut en grande partie résorbé. C'est ainsi que 3.000 tonnes seulement furent reportées sur la campagne 1936. Les chiffres exacts sont les suivants :

L'excédent de la Campagne 1935 de 29.600 tonnes fut résorbé jusqu'à concurrence de 26.674 tonnes par :

Disponible en la campagne 1934.....	14.259 tonnes
Vente hors contingent sur la Tunisie.....	4.062 tonnes
Bénéfice du report de la date du Contingent.	8.353 tonnes
	26.674 tonnes

La Campagne sucrière 1936

La Campagne sucrière 1936, sans atteindre l'importance de la précédente, a dépassé toutefois les prévisions. Au lieu des 70.000 tonnes escomptées, elle produisit 85.761 tonnes.

Cette année là encore les conditions climatiques favorisèrent les récoltes. La consommation métropolitaine avait été fixée à 1.004.200 tonnes, dont 139.246 tonnes de contingent colonial, ce qui donnait à la Réunion une possibilité d'écoulement de 61.750 tonnes réparties comme suit :

Cont. normal sur 129.246 T. $\times$ 38,99 %	50.393 tonnes
Supplément sur 10.000 tonnes.....	2.000 tonnes
Compensation sur Namakia 50 %.....	2.500 tonnes

Total en raffiné.....	54.893 tonnes
Calcul en sucre roux.....	57.650 tonnes
Consommation locale et Madagascar.....	4.100 tonnes

61.750 tonnes

L'excédent de production de la Campagne 1936 s'élevait à 22.011 tonnes. Il fallait ajouter à ce chiffre les 3.000 tonnes d'excédent de la campagne précédente qui n'avaient pu être écoulées, de telle sorte que les stocks s'élevaient, à la fin de la campagne 1936, à 25.011 tonnes. Le chiffre exact, après correction des compensations, a été 24.367 tonnes. Si ces deux opérations dont il a été question plus haut (Vente à la Tunisie — Bénéfice du report de la date du Contingent) n'avaient pas eu lieu, les stocks réunionnais se seraient élevés en 1936 à environ 40.000 tonnes.

Déjà l'élimination des 24.637 tonnes d'excédents de 1936 préoccupait les intéressés. Ces derniers n'osaient espérer, pour leur résorption des circonstances aussi exceptionnelles que celles dont ils avaient bénéficié l'année précédente.

Deux années favorables et la Réunion était menacée d'asphyxie économique. N'aurait-il pas fallu bientôt souhaiter le retour des cyclones dévastateurs ? Allait-on être condamné à vivre continuellement dans la hantise des stocks ? En réalité, la part allouée à la Réunion dans le Contingentement des sucres était devenue trop mince pour ses besoins. Or, précisément le 30 septembre 1937 venaient

à expiration les accords du 16 mai 1934. Ne convenait-il pas de profiter de leur renouvellement pour obtenir une augmentation du contingent de la Réunion ?

L'attitude des délégués réunionnais à la discussion des futurs accords allait être dictée par cette préoccupation dominante : « Assurer à leur Ile le minimum vital d'exportations ».

CHAPITRE IX

Le contingentement et la culture

SECTION I

MODE TRADITIONNEL DE RÈGLEMENT DES CANNES A LA RÉUNION

Il était de tradition, à la Réunion, de régler les cannes en nature. Le planteur qui apportait sa récolte à l'usine recevait en retour une partie du sucre extrait ; l'usinier gardait le reste comme prix de la manipulation.

Cette pratique remonte au temps où la culture de la Canne et l'industrie d'extraction du sucre étaient intimement liées. Elle correspondait alors à un état économique particulier.

Au début de l'industrie sucrière réunionnaise, chaque « habitation » avait son usine et la question du mode de règlement de la canne ne se posait même pas : le cultivateur manipulait lui-même sa récolte, il expédiait ensuite le sucre extrait sur des bateaux spécialement affrétés par ses soins. L'habitude s'établit ainsi pour le planteur réunionnais d'avoir en sa possession, à la fin de la campagne sucrière, des sucres dont il pouvait disposer à son gré. Cette habitude subsista lorsque sous l'effet de la loi de la concentration, le nombre des usines diminua, entraînant

avec la séparation de l'usine et de « l'habitation » celle de l'usiner et du planteur.

En dépit du temps et de la scission toujours plus profonde entre les deux ordres d'activité de la production sucrière, l'habitude du règlement en nature demeura particulièrement vivace. Cet usage correspondrait-il aux goûts et au tempérament du planteur réunionnais ? On serait tenté de le croire devant les réclamations qui accueillirent à la Réunion, en 1927, la proposition de loi Jean-François. Celle-ci tendait à créer des « Commissions consultatives du travail et de l'Agriculture à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, et à permettre aux gouverneurs de ces colonies de fixer le prix de la tonne de cannes en fonction du cours du sucre ».

La proposition de loi Jean-François édictait dans son art. 2 que « chaque année, au début de chaque campagne sucrière, le Gouverneur de chacune de ces colonies pourra, par arrêté pris sur avis conforme de la Commission consultative du travail et de l'agriculture, fixer les conditions d'achat et de règlement de la canne à sucre par les usines de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération. Ces conditions, qui pourront varier avec la situation spéciale de chaque colonie, seront basées sur la richesse saccharine moyenne de la denrée et sur le cours moyen du sucre n° 3 indiqué chaque mois par câble au Gouverneur par l'Agence générale des colonies ».

C'était, en ce qui concerne la Réunion, la substitution du règlement en espèces au règlement en nature. Les planteurs réunionnais s'émurent et alertèrent la Représentation parlementaire. M. Jacqueminet, dans une note où il résumait les réclamations des coloniaux suscitées par la

proposition de loi Jean-François, s'exprimait ainsi en ce qui concerne le règlement de la canne prévu par le texte :

«... Au surplus, il est visible que M. Jean-François s'est surtout laissé guider par l'idée qu'il se fait de la question touchant spécialement la Guadeloupe qu'il représente à la Chambre des Députés... A la Réunion, au contraire, le cultivateur préfère être payé en nature et reçoit du sucre qu'il réalisera où et quand il voudra et pourra ; son tempérament ou son intérêt le portent à préférer cela : on ne voit pas quel motif le Parlement invoquerait pour le lui interdire ».

Ce fut précisément M. A. Brunet, député de la Réunion, qui fut chargé à la Commission des Colonies de rapporter la proposition de loi Jean-François. M. Brunet eut soin, entre autres remaniements, de modifier l'art 2 de façon à permettre à la Réunion de conserver le règlement de la canne en nature, pratique traditionnelle dans cette colonie.

La nouvelle rédaction de l'art. 2 est la suivante :

« Chaque année, au début de la campagne sucrière, le Gouverneur de chacune de ces colonies pourra, par arrêté pris après avis de la Commission Consultative du travail et de l'agriculture, fixer les conditions d'achat et de règlement de la canne à sucre par les usines, de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération.

« Ces conditions, qui pourront varier avec la situation spéciale de chaque colonie et de chaque arrondissement de la colonie, seront basées sur la richesse saccharine moyenne de la denrée et, dans les colonies où le règlement s'opère en espèces, sur le cours moyen du sucre numéro 3 indiqué chaque mois par cablogramme au Gouverneur par l'Agence générale des Colonies.

« Le rendement moyen de la précédente campagne servira de base de calcul pour un règlement provisoire et le règlement définitif interviendra lorsque le rendement

moyen de la nouvelle campagne sera connu. Il sera loisible, toutefois, aux parties de convenir que le premier règlement sera définitif ».

La loi portant création des Commissions consultatives du travail et de l'Agriculture et fixant les conditions du règlement de la Canne fut votée le 31 décembre 1927 et appliquée à la Réunion par le décret du 4 août 1928.

Cette loi sauvegardait le règlement en nature pour la Réunion. Cependant, le règlement en espèces allait bientôt apparaître, tout au moins partiellement.

Le prix du rhum s'était beaucoup élevé à la suite du Contingentement intervenu en 1922. Les planteurs désirèrent avoir leur part des bénéfices réalisés par les usiniers sur la vente de ce produit. Le rhum n'était-il pas comme le sucre extrait de leurs cannes ? Ils insistaient d'autant plus pour avoir une part de rhum contingenté que les cours du sucre commençaient à baisser depuis 1926.

Après de nombreuses discussions, les planteurs obtinrent, en 1929, en partie satisfaction.

Jusque-là, le règlement de la tonne de cannes s'était toujours effectué en sucre sur les bases suivantes : primitivement, 60 kilogs de sucre pour la « Partie du Vent » et 65 kilogs pour la « Partie Sous-le-Vent » plus sèche et dont le rendement en sucre de la canne était supérieur ; par la suite, ces chiffres furent portés respectivement à 65 kilogs et 70 kilogs.

En 1929, une innovation apparaît dans le règlement de la canne.

Le prix de la tonne de canne était fixé, en effet, dans la Partie du Vent, à 65 kilogs de sucre premier jet et à la valeur d'un litre de rhum contingenté calculé sur la

moyenne des prix de la mercuriale appliquée du 1^{er} juillet au 31 décembre 1929.

Dans la partie Sous-le-Vent, à 70 kilogs de sucre premier jet et à la valeur d'un litre de rhum contingenté calculé de la même façon.

Les planteurs acceptèrent provisoirement cette base de fixation du prix de la tonne de cannes. Ils estimèrent, néanmoins, insuffisante la part de rhum contingenté qui leur était allouée et poursuivirent leurs revendications. Celles-ci aboutirent, en 1933, à l'attribution aux planteurs du tiers du Contingent de rhum accordé à la Réunion (arrêté du 10 août 1933).

Au moment où intervenait le Contingentement des sucres en 1934, le règlement de la tonne de cannes se faisait sur la base de : 65 et 70 kilogs de sucre plus un tiers du rhum contingenté. Le règlement en nature (le seul qu'ait jamais connu la colonie) était donc à la Réunion un usage immémorial et officiellement consacré. Allait-il être possible de le maintenir après la signature du Protocole de 1934 contingentant la production sucrière réunionnaise ?

C'est ce qu'on a appelé à la Réunion la question de la Liberté des Sucres.

SECTION II

LA LIBERTÉ DES SUCRES

La liberté des sucres signifie d'abord pour le planteur réunionnais, le droit, comme par le passé, de recevoir du sucre de l'usine en échange de ses cannes. Mais elle veut dire aussi, pour lui, le droit de disposer de ce sucre en toute liberté, de le stocker ou de le vendre au moment qu'il

lui plaira, aux prix qui lui conviendront, aux acheteurs de son choix. Une telle conception, essentiellement anarchique (au sens étymologique du mot) était-elle compatible avec l'étroite réglementation instituée par le Contingentement ?

Ce qui est certain, c'est que la liberté des sucres ne pouvait être maintenue de la façon dont elle avait fonctionné jusqu'alors. Le règlement en nature pur et simple n'était plus possible. Avant la parution du décret du 30 octobre 1935 donnant force de loi aux accords de 1934, seuls les usiniers, signataires du Protocole, étaient responsables vis-à-vis des producteurs métropolitains de l'observation des dispositions de l'engagement. Or, celui-ci imposait des clauses très strictes : limitation des importations en quantité et dans le temps, obligation de stocker les sucres importés en sus du Contingent, compensation des excédents et des déficits ; autant d'opérations nécessitant un contrôle rigoureux. Les usiniers supportant seuls la responsabilité de la correction de ces diverses opérations, devaient être en mesure de contrôler leur parfaite exécution.

Voici exprimées ces préoccupations sous la signature D. dans un article du journal « La Victoire Sociale », numéro du 24 août 1934, intitulé : « Fixons ce point » :

« Faut-il, pour l'édification complète de tous, revenir sur un point qui n'a été qu'effleuré et dont il importe, pour la bonne compréhension de tous les planteurs, d'en parler, plus amplement ?

Nous le pensons.

L'accord signé à Paris, relatif au contingentement des sucres de la Réunion, l'a été au nom des usiniers et des planteurs de cannes. Mais seuls les usiniers ont apposé au bas de l'accord, leur signature.

Donc, de ce fait précis, seuls ils sont responsables de la parfaite exécution des conditions de cet accord avec les usiniers de la Métropole.

Comment, dès lors, ne point admettre qu'ici, à la Réunion, les usiniers ne soient pas amenés obligatoirement à organiser entre eux et contre eux le contrôle, le contrôle total de la production et de la répartition et de la destination des sucres.

Quel esprit, tant soit peu sérieux, se refuserait à concevoir, simplement, cette nécessité ?

S'il y en a un, qu'il ait alors la bonne grâce, la cranerie d'avouer sa mauvaise foi, son besoin de brouiller les cartes pour en retirer son profit, de diviser pour imposer un règne de discordes, de misères, de troubles.

Tous les planteurs sont donc sur ce point fixés.

Le contrôle touche les usiniers. Les planteurs bénéficient des avantages et, en fait, d'inconvénients, n'en ont plus.

Nous disons « n'en ont plus » car, même celui de voir le pauvre colon, parfois pompé par le mauvais propriétaire, ne peut plus exister avec le règlement en espèces, s'effectuant à l'usine, de la part de sucre du colon.

Si, par suite d'une cause perturbant les conditions d'application de l'accord, de fâcheuses répercussions s'enregistraient, à Paris, les industriels de la Métropole se retourneraient alors contre ceux de la Réunion et quel serait, en ce cas, pour la colonie, pour les planteurs de cannes, le résultat ?

A bas serait l'édifice qui, somme toute, abrite confortablement le planteur de cannes. N'est-ce pas ?... »

Au surplus, quel était à la Réunion, en 1934, l'organisme qui aurait été chargé du contrôle efficace des transactions opérées sur leurs sucres par tous les planteurs ?

Par suite du règlement de la canne en nature, la répartition du Contingent, déjà si difficile à opérer entre quinze usines, eut du se faire entre des milliers de planteurs. Sans doute pouvait-on imaginer pour la discrimination des sucres contingentés et non contingentés un système de bons par exemple, remis au planteur à la réception de ses

cannes. Ces bons eussent été négociables ou non suivant qu'ils eussent représenté des sucres contingentés ou hors contingent. Mais, outre la complication de ce système, comment obliger le planteur à vendre sa part de contingent avant l'expiration du délai imparti pour l'entrée en France des sucres contingentés ? Moins puissant que l'usiner ou que le gros propriétaire, le petit planteur eut été la proie des spéculateurs. Ces derniers, profitant du fait que le contingent n'était pas reportable, auraient attendu les derniers mois de la campagne sucrière pour effectuer leurs achats à des prix dérisoires sous la menace de l'expiration de la date du contingent.

Au contraire, le règlement en espèces, utilisé en France à la satisfaction générale pour le paiement des betteraves, présentait des avantages certains : tout d'abord son honnêteté. Il était effectué suivant le cours pratiqué en France et établi à la Réunion par une Commission présidée par le Directeur de la Banque et composée de planteurs et d'usini-ers. Ce cours, homologué par un arrêté du Gouverneur, promulgué au Journal Officiel de la Colonie et publié dans la presse locale, était affiché aux portes des usines et des balances ; la plus large publicité lui était donc assurée.

En second lieu, le règlement en espèces comportait pour le petit planteur principalement, une sécurité indiscutable. Recevant directement de l'usine le prix officiel de ses cannes, il échappait à l'emprise des spéculateurs contre lesquels il se trouvait parfois sans défense. Sa situation économique médiocre, le remboursement des emprunts contractés pour la culture de ses champs, le contraignaient souvent à réaliser le produit de sa récolte dans de mauvaises conditions. Au surplus, un règlement certain, rationnellement établi en fonction du cours du sucre, n'était-il pas

mieux adapté à sa situation économique que l'aléa inhérent à toute vente. ⁹ Ne se trouvait-il pas ainsi prémuni contre ses propres tendances à la spéculation ?

Enfin, la simplicité dans l'application du Contingentement était l'avantage capital résultant du règlement en espèces : Simple, la répartition du contingent entre quinze usines seulement ; simples, par suite du monopole de vente des usiniers, la discrimination entre sucres contingentés et non contingentés, le contrôle des obligations imposées aux seuls usiniers par le Protocole de 1934. Le Syndicat des Fabricants de sucre groupant tous les usiniers de l'île pouvait, en outre, discipliner et coordonner l'action de ses membres.

Etroitement unis, disposant de puissants moyens financiers, les usiniers étaient particulièrement bien placés pour découvrir des débouchés aux excédents éventuels et les écouler dans les meilleures conditions.

Tels étaient les arguments en présence, à la suite de la signature du Protocole de 1934. Il avait suffi du changement d'une simple habitude immémoriale et le pays était divisé en deux clans : les partisans du règlement en espèces et ceux de la liberté des sucres ou du règlement en nature. Certains de ceux-ci allaient même jusqu'à regretter le Contingentement des sucres, perdant de vue la situation qui aurait été la leur s'il n'était pas intervenu. Néanmoins, les partisans de la liberté des sucres n'étant pas en mesure, en 1934, de présenter un plan raisonnable d'application du Contingentement basé sur le règlement en nature, l'accord fut réalisé entre planteurs et usiniers. Il fut homologué par un arrêté du 19 juillet, 1934 dans les termes suivants :

« *Article premier.* — Est homologuée l'entente intervenue entre les usiniers et les planteurs de la Réunion le 2 juillet 1934 pour le règlement de la canne à sucre, savoir :

1. — Que la quantité de sucre revenant au planteur par tonne de cannes dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 août 1933, est réglée en espèces pour permettre l'application à la Réunion de l'accord signé le 16 mai entre les représentants des producteurs coloniaux et métropolitains.

2. — Que le prix du quintal de sucre est déterminé chaque mois en prenant comme base la valeur à la Réunion du sucre N° 3 coté à la Bourse de Commerce à Paris, à la date du 3 du mois représentant le livrable à 90 jours.

Ce prix peut être fixé par accord amiable mensuel entre représentants des planteurs et des usiniers. Une simple décision du Chef de la Colonie homologue cet accord.

3. — Que les modes de répartition et de paiement du tiers du contingentement des rhums alloués aux planteurs sont inchangés ».

Dès le début de la campagne, on pouvait prévoir l'abondance exceptionnelle de la récolte de 1935. Il était certain que le contingent serait dépassé et que d'importants excédents devraient être stockés. La nécessité de tenir compte de cet état de chose dans le règlement des cannes apparaît dans l'accord du 18 juin 1935. Cet accord, intervenu entre planteurs et usiniers réunis sous la présidence du Directeur de la Banque, fut homologué par un arrêté du Gouverneur de la colonie en date du 28 juin 1935, dont voici la teneur :

« *Article premier.* — Est homologuée l'entente intervenue entre les usiniers et les planteurs de la Réunion le 18 juin 1935 pour le règlement de la canne à sucre, savoir .

1. — Planteurs et usiniers, solidaires dans les conséquences possibles du contingentement, acceptent pour la campagne 1935 de régler la canne à sucre sur la base provisoire des 9/10^e à la livraison, le solde après liquidation complète des sucres de la campagne et aux prix de réalisation complète des sucres de la campagne et aux prix de réalisation obtenus par les usiniers en ce qui concerne les quantités de sucre pouvant être éventuellement stockées. En cas de contingent non atteint ou dépassé de moins de 1/10^e, ristourne proportionnelle aux livraisons de chaque mois sur la base du prix du bordereau établi mensuellement. Chaque usinier est ainsi solidaire de ses planteurs aux conditions normales jusqu'à concurrence du contingent de son usine et au delà aux conditions de réalisation prévues aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 du Protocole du 10 août 1934 fixant la part de contingent des Métropolitains et Coloniaux.

2. — La méthode appliquée en 1934 pour le calcul du prix mensuel de la tonne de cannes est maintenue pour 1935. Le bordereau établissant le prix de revient sera publié en même temps que la décision du Gouverneur fixant le prix de la tonne de cannes... »

Les stocks prévus s'élevèrent, en 1935, à 15.400 tonnes et appartenaient pour 7.200 tonnes aux usiniers et 8.200 tonnes aux planteurs. La part des planteurs, qui aurait dû être en réalité de 9.100 tonnes (le dixième de la production totale, qui s'élevait à 91.023 tonnes) avait été réduite en raison des réductions de plusieurs usines dont le contingent n'a pas été atteint ou n'a pas excédé 10 % (1).

(1) Compte rendu des opérations 1934-1938 par Mr. H. Poulet, Président de la Commission arbitrale.

L'élimination de ces stocks, jusqu'à concurrence de 12.400 tonnes, par deux opérations fortuites (vente à la Tunisie, bénéfice du report de la date du contingent) a déjà été exposée.

La récolte de 1936 s'annonçait aussi belle que celle de l'année précédente. Cette fois encore le contingent allait être sûrement dépassé.

De plus, au lieu du disponible de 14.259 tonnes dont avait bénéficié la production de 1935, c'est avec un arriéré de 3.000 tonnes que s'ouvrit la campagne sucrière. On pouvait donc prévoir, pour 1936, des excédents encore plus importants que ceux de l'année précédente. Il était nécessaire, dans ces conditions, d'augmenter le « stockage planteurs ». C'est le but réalisé par l'accord du 5 août 1936 entre planteurs et usiniers. Cet accord fut homologué par un arrêté du Gouverneur p. i. de la colonie du 6 août 1936 et en vertu duquel :

« *Article premier.* — Est homologuée l'entente intervenue entre les usiniers et les planteurs de la Réunion le 5 août 1936 pour le règlement de la canne, règlement en espèces suivant la quantité de sucre régulièrement allouée au planteur moins dix kilogs à stocker sur la part lui revenant... »

Cette mesure s'avéra insuffisante : pour un excédent de production qui, après correction des compensations, s'élevait à 24.367 tonnes en 1936, le « stockage planteur » a été de 7.953 tonnes, celui des usiniers de 16.414 tonnes. Pour respecter la règle du tiers et des 2/3, la retenue des planteurs devait être de près de 20 kilogs au lieu de 10 (1).

(1) Compte rendu des opérations 1934-1938, par Mr. H. Poulet, Président de la Commission arbitrale.

Cet arrêté édictait, en outre, que le prix de la tonne de cannes, jusqu'alors fixé chaque mois, le serait désormais « chaque quinzaine pour compter du 15 août 1936, par une Commission composée des délégués titulaires des usiniers et des planteurs sous la présidence du Directeur de la Banque, le premier prix étant fixé forfaitairement sur la moyenne des cours de juillet ».

Cependant, les partisans de la liberté des sucres n'avaient pas désarmé : Par suite, soutenaient-ils, du décalage entre les campagnes sucrières réunionnaises d'une part (1^{er} juillet-30 juin) et métropolitaines et antillaises d'autre part (année calendaire) les sucres réunionnais arrivent en France au moment où les disponibilités du marché du sucre sont réduites ; ils bénéficient, de ce fait, d'un relèvement des cours. Or, ajoutaient-ils, les usiniers payant la canne en fonction de cours non encore relevés sont donc seuls à profiter de cette conjoncture.

Toujours est-il qu'en cette année 1936 le système de la liberté des sucres fit des progrès certains à la Réunion : l'arrêté du 6 août 1936, homologuant l'accord intervenu entre planteurs et usiniers le 5 du même mois, précise en effet, dans le n° 3 des clauses acceptées par les usiniers, que :

« 3. — (ceux-ci acceptent) « d'augmenter la consommation familiale par l'échange de la canne contre du sucre, moyennant paiement des droits locaux. Les quantités pourront varier entre demi-balle et quatre balles dans la proportion fixée pour la canne et dans la limite de leurs apports ».

Satisfaction était ainsi donnée à l'un des plus vifs desiderata du planteur. Ce dernier, en effet, avant le contingentement, avait toujours obtenu, de l'usine à laquelle il apportait sa récolte, la quantité de sucre nécessaire à sa consommation familiale. Celle-ci ne pouvait plus être.

assurée depuis, que moyennant la délivrance au planteur d'un bon de livraison de sucre pour la consommation locale.

Ce bon de livraison était délivré au siège du Syndicat des Fabricants de sucre. Le planteur devait effectuer un voyage à la capitale, engager des frais, alors qu'auparavant il pouvait rapporter son sucre dans le véhicule qui lui avait servi à transporter ses cannes à l'usine.

Enfin, l'arrêté du 6 août 1936 ouvrait la voie à la liberté complète des sucres dans le n° 4 des clauses acceptées par les usiniers :

« 4. — (ceux-ci acceptent) « La refonte des textes (arrêtés ou décrets réglementant le régime des sucres coloniaux) avant le 31 mars 1937. Pour arriver à la liberté complète, les planteurs devront soumettre leurs projets de modification à l'Administration Supérieure avant le 1^{er} octobre 1936 ».

N'est-ce pas la certitude de l'impossibilité d'établir un plan rationnel d'application du système qui a conduit les usiniers à admettre le principe de la liberté complète des sucres ? Toujours est-il que la liberté complète n'est pas réalisée jusqu'à présent. Néanmoins certains tempéraments ont été apportés à la réglementation trop stricte de 1934 ; une liberté relative a été ainsi obtenue.

La liberté complète des sucres est-elle souhaitable ? Il est indéniable que ce système, qui reflète exactement l'individualisme, l'horreur de toute réglementation du planteur créole, eut satisfait les aspirations d'un grand nombre de propriétaires. Mais par suite de l'antinomie existant entre Liberté et Contingentement, n'eut-il pas risqué de démolir tout l'édifice du Contingentement, édifice qui abrite l'Economie réunionnaise tout entière ? C'est

ainsi que l'on a pu dire, en complétant un slogan réunionnais : « La liberté dans le cadre du Contingentement », c'est donner la liberté à un détenu dans le cadre de sa prison » (1).

Il est possible que l'on puisse quelque jour organiser cette liberté complète des sucres — ce n'est là qu'une question de modalités à découvrir. Il n'en reste pas moins vrai, cependant, que pour l'instant :

« Ce qu'il faut, c'est faire l'apprentissage d'une nouvelle forme de la Liberté basé sur une compréhension plus large des nécessités économiques de la Métropole, sur la solidarité des exploitants de la terre et des industriels, sur le respect des conventions professionnelles et, surtout, sur le travail librement consenti. Enfin une Liberté qui ne soit basée ni sur la dictature, ni sur l'anarchie mais sur un idéal vers lequel il faut s'élever et dont il nous faut nous rendre dignes » (2).

SECTION III

LA LIBERTÉ DES CANNES

Un autre problème se posait à la Réunion du fait du Contingentement : celui de la Liberté des Canes (ainsi nommé par analogie d'expression avec la Liberté des sucres).

La limitation de la faculté d'exportation des sucres devait logiquement être accompagnée d'une limitation corrélative de la culture de la canne.

(1 et 2) Compte rendu de l'Exercice 1937-1938 présenté par Mr. H. Poulet à l'Assemblée générale des Actionnaires de la Banque de la Réunion, p. 140.

Il y avait un danger certain à laisser au planteur la liberté de régler à son gré les superficies cultivées en cannes.

En effet, pour bénéficier de la rentabilité de cette culture, conséquence du contingentement, il était porté à augmenter sa récolte. Une disproportion allait ainsi s'établir entre la quantité de cannes produites et la quantité de sucre susceptible d'être exportée. Des stocks allaient s'accumuler entraînant des frais de magasinage, des déchets, des immobilisations de capitaux à la charge des usiniers. Pour éviter à ceux-ci des pertes énormes, il était donc nécessaire d'équilibrer la production en fonction du contingent. Indépendamment des troubles économiques qui pouvaient résulter pour la colonie, de la disproportion entre sa récolte et ses possibilités d'écoulement, des troubles sociaux étaient à craindre.

Une fois atteint, le contingent alloué à son usine, l'usinier serait tenté d'arrêter la manipulation des cannes. La constitution de stocks onéreux et d'écoulement problématique serait, en effet, contraire à son intérêt. Les planteurs, dont les cannes n'auraient pas été coupées, se seraient alors estimés dépossédés du fruit de leur labeur.

Persuadés d'être les victimes d'une injustice flagrante, à quelles extrémités ne se laisseraient-ils pas entraîner ?

Jusqu'en 1934, en effet, le planteur avait vécu avec cette conviction qu'il existait une impérieuse obligation à la charge de l'usinier de manipuler la totalité de sa récolte. Les raisons profondes de cette croyance sont exposées par M. Charles André Doley dans les termes suivants : (1)

(1) Charles-André Doley, Conseiller à la Cour, Professeur d'Economie Politique à l'Ecole de Droit de Saint-Denis : *La situation économique à la Réunion*, avril 1936.

« Tant que la plantation et l'usine ont été intimement liées, le Colon a trouvé tout naturel de porter ses cannes au moulin de la propriété et d'en recevoir le prix quelle que soit la quantité fournie ; il a cru que cela durerait toujours.

« Les deux ordres d'activité de la production sucrière se trouvant réunies dans la même main, il était impossible, en effet, que le planteur usinier ne broie pas la totalité de sa récolte, comme il est impossible que le producteur de blé ne batte pas la totalité des épis qu'il fait sortir du sol.

« Si l'usinier planteur n'a plus, en effet le débouché de son sucre, il ne peut faire qu'une chose, il réduit le nombre de ses colons et tout est dit.

Pendant la période de dissociation, durant cet espace de temps qui s'est écoulé depuis une vingtaine d'années et au cours de laquelle l'usine s'est séparée de la plantation, les causes qui ont amené l'intensité du besoin sucre dans le monde ont fait que l'usinier se trouvant toujours à la recherche de la matière première, a absorbé la totalité de la production de Colons avec qui il n'a plus le lien de jadis qui liait celui-ci avec le propriétaire.

« Le Colon et son propriétaire lui-même ont cru, ont pu croire que l'obligation économique de l'écrasement de la totalité de la récolte subsistait toujours pour l'usinier, ils ne se sont pas aperçus du changement qui s'annonçait.

« Des esprits clairvoyants pourtant avaient déjà, durant cette époque, compris la transformation qui s'opérait ; quelques gros propriétaires avaient déjà passé des contrats avec les usiniers. En profitant des embarras de ceux-ci à trouver de la matière première, ils s'étaient assurés pendant une longue période le placement de la totalité de leur récolte.

Ils ont eu raison, ils ont été sages.

« Mais ils sont rares ceux qui ont fait preuve de cette clairvoyance.

« Pour la masse des Colons et des petits planteurs, l'illusion est restée basée sur les errements du passé, de l'obligation impérieuse de l'usinier d'acheter, de payer et d'écraser la totalité de la récolte de l'île de la Réunion.

« Ils ont encore aujourd'hui cette illusion et ils ne veulent pas croire à la réalité quand elle leur apparaît soudain.

« Pourtant un jour est venu où la demande du sucre sur le marché mondial a été inférieure à l'offre et ce jour-là, l'usinier qui n'est plus l'écraseur des cannes de sa propriété ou d'un groupe de propriétés mais qui, perfectionnant peu à peu sa technique, augmentant peu à peu son outillage, est devenu un acheteur de cannes et un vendeur de sucre, ce jour-là l'usinier a dit, a été obligé de dire :

« J'arrête mes achats de cannes à la quantité qui m'est nécessaire pour que je puisse fabriquer le sucre que je puis vendre ».

« Et dans l'état actuel de notre société, il n'y a rien à lui répondre, c'est la terrible, l'inéluctable loi de l'offre et de la demande qui joue ».

Liberté des sucres ! Liberté de Cannes ! Deux traditions que venait heurter le Contingentement.

Dès la mise en vigueur en France du Contingentement des sucres les fabricants métropolitains avaient signé avec les planteurs de betteraves des accords intersyndicaux comportant la limitation de la production betteravière. Ces accords ayant donné des résultats satisfaisants dans la métropole, on aurait pu, semblait-il à première vue, en

conclure de semblables à la Réunion. En réalité, la situation dans ce pays était beaucoup plus complexe.

L'emblavement des betteraves étant annuel, il était possible d'adapter avec une précision relative la production betteravière au contingent de sucre métropolitain.

Cette adaptation était plus difficile avec la culture de la canne qui s'échelonne sur plusieurs années et dont la première récolte ne paie pas toujours les frais de plantation et d'entretien.

La réduction des cultures eut contraint le planteur à laisser sur pied une partie de sa récolte et à procéder au dessouchage des cannes en excédent.

Il est inutile d'insister sur l'effet psychologique désastreux d'une semblable éventualité. Surviennne, maintenant, une augmentation du contingent et le planteur doit reconstruire à grands frais ce qu'il avait précédemment détruit.

En résumé : perte de temps, perte d'argent, perte d'énergie.

En second lieu, le planteur métropolitain qui subit une réduction de sa production betteravière a encore la ressource d'ensemencer son champ en blé ; à la Réunion, au contraire, les « terres à cannes » sont exclusivement vouées à cette culture ; d'ailleurs, l'absence de débouchés pour d'autres produits contraindrait le planteur à laisser incultes les surfaces réduites.

De plus, il est difficile de prévoir l'importance d'une récolte, hasardeux de la limiter, dans un pays où un cyclone peut chaque année opérer une réduction « naturelle » de 40 à 50 % de la production.

A cet égard, la liberté de la culture de la canne ne constitue-t-elle pas une véritable assurance-cyclone ?

Mais le principal argument contre la limitation des surfaces cultivées réside dans le régime de la propriété à la Réunion. Toute réduction est, en effet, très vivement ressentie sous un régime de petite propriété. Or, la plupart des cultivateurs réunionnais sont précisément des colons ou des petits planteurs. Etant jusqu'alors restés à l'écart des questions économiques, ils ne retenaient du système de la limitation des cultures que ce fait brutal : l'arrachage de leurs cannes. Ils considéraient toute réduction de leur récolte comme une véritable spoliation et étaient résolument décidés à s'y opposer.

Du plan économique, le problème passait ainsi sur le plan social.

Il était difficile, dans ces conditions, d'imposer au planteur réunionnais une limitation brutale de sa production de cannes. On avait déjà obtenu de lui l'abandon du système de la liberté des sucres ; allait-on exiger, la même année, l'abandon de la liberté des cannes ?

Il n'était pas de bonne politique de mener les deux attaques de front. Peut-être même cela était-il dangereux.

Au surplus, en 1934, la production sucrière s'annonçait inférieure aux possibilités d'écoulement. Ces considérations firent remettre à plus tard la limitation de la culture de la canne.

Cependant, les conséquences prévues, redoutées du système de la liberté des cannes, n'allaient pas tarder à se manifester. Dès 1935 les stocks apparaissaient.

L'arrêté du Gouverneur de la Colonie en date du 28 juin 1935, homologuant l'accord intervenu le 18 juin pour le règlement de la campagne entre planteurs et usiniers, précise, dans son article premier, paragraphe 3, que :

« Les usiniers acceptent de recevoir, au cours de la campagne 1935, toutes les cannes de leurs planteurs habituels ».

L'énonciation de cette acceptation, le caractère restrictif de ses termes, révèlent clairement le renversement survenu dans les positions respectivement occupées jusqu'alors par les usiniers et les planteurs.

Jusqu'en 1935, en effet, les récoltes de cannes de la colonie avaient été nettement inférieures aux possibilités du pays et à la capacité de production de ses usines. Ces dernières, qui avaient fait de réels efforts pour se moderniser, en arrivaient même souvent à manquer de cannes. Cette situation se traduisait par une intense rivalité entre les usines ; une véritable chasse était livrée par elles à la matière première : la canne. Des balances s'ouvraient partout. Les planteurs n'avaient alors que l'embarras du choix pour la manipulation de leurs cannes. Certains d'entre eux, les plus prévoyants, profitèrent de ces circonstances pour s'assurer, par contrat, l'écrasement de la totalité de leur récolte.

Mais, en 1935, la situation était changée : les exportations de sucre se trouvaient limitées en même temps que la récolte de cannes doublait presque par rapport à la moyenne des années précédentes.

On conçoit aisément, dans ces conditions, la restriction mise par les usiniers à leur acceptation de la matière première : seuls les planteurs habituels seront assurés de voir la totalité de leurs cannes écrasée.

L'imprécision de cette qualité de « planteurs habituels » a d'ailleurs donné lieu à maintes difficultés par suite de l'enchevêtrement des zones d'influence des usines. En outre, il était à prévoir qu'en cas de plusieurs récoltes excé-

dentaires consécutives, même les « planteurs habituels » seraient contraints de laisser sur pied une partie de leurs cannes.

Néanmoins, pendant la campagne 1936 qui fut elle aussi fortement excédentaire, dans un accord du 5 août, homologué par l'arrêté du Gouverneur p. i. de la colonie en date du 6 août 1935, les usiniers acceptèrent :

« De brasser toute la récolte dans les délais consacrés par l'usage et sous leur responsabilité civile, conjointe, et solidaire, en donnant satisfaction, par priorité, à leurs planteurs habituels ; la Commission Consultative devrait d'urgence et au préalable constater la défaillance de l'usinier et fixer la pénalité prévue par la Loi. Toutes cannes portées librement par le planteur à une usine autre que celle qui lui est habituelle, et sans qu'il y ait refus de la part de cette dernière, ne pourront donner lieu à compensation pour l'usinier, sauf accord particulier ».

Ce texte apportait une amélioration très nette à la situation critique du planteur réunionnais. Le petit cultivateur n'était plus isolé devant la puissante usine ; l'intervention de la Commission consultative lui assurait des garanties certaines. L'accord lui octroyait, en outre, une liberté relative : la faculté d'apporter ses cannes à une usine qui ne lui était pas habituelle, après accord avec cette dernière.

Cette disposition pouvait être d'une particulière utilité dans le cas où l'usine habituelle se trouverait paralysée par un accident mécanique.

Si jusqu'à présent on a pu éviter à la Réunion les redoutables conséquences économiques et sociales résultant du déséquilibre entre la production de cannes et le contingent de sucre, c'est à la Banque de la Réunion qu'on le doit.

SECTION IV

LE CONTINGEMENT ET LA BANQUE DE LA REUNION

Le Directeur de la Banque de la Réunion, Président depuis 1934 de la Commission arbitrale entre planteurs et usiniers, a pris une part prépondérante à la solution des problèmes suscités à la Réunion par l'application du Contingement.

Indépendamment de cette activité, en quelque sorte personnelle, déployée par son Directeur, la Banque de la Réunion, en tant qu'organisme financier, a eu aussi à intervenir dans le contingentement.

Cette intervention a consisté d'abord en des avances accordées aux usiniers, pour permettre, dès l'annonce de la libération des stocks, le paiement aux planteurs du dixième de retenue. En second lieu, et cette initiative fut d'une importance capitale pour la Réunion, la Banque a accepté, dans l'intérêt des planteurs, de réaliser cette opération chargée de risques : le financement de la manipulation des cannes excédentaires.

La Banque a participé à la vente exceptionnelle faite à la Tunisie de 4.000 tonnes d'excédents de la campagne 1935 au prix de Frs 38.25 le quintal C. A. F. Marseille et avec une prime de : Frs 3.500.000.

Dès l'annonce de l'ouverture de ce débouché imprévu, planteurs et usiniers, dans une séance de la Commission Arbitrale, avaient décidé de fixer le règlement aux planteurs à Frs 101, tous risques à la charge des usiniers. En attendant le paiement de la prime promise par le Gouvernement Tunisien, c'est la Banque de la Réunion qui avança aux usiniers les fonds nécessaires à ce règlement.

Jusqu'à présent cette prime n'a pas été payée et la Banque n'a pu récupérer que le prix de la vente au cours mondial.

Durant la campagne fortement excédentaire de 1935, c'est à la Banque de la Réunion que les planteurs sont redevables de la manipulation de la totalité de leurs cannes.

Voici comment a été opéré, en trois temps, le financement des sucres excédentaires par la Banque (1) :

« 1. — Financement des frais de manipulation des sucres stockés. C'est après l'assurance donnée par la Banque que les usiniers s'engagèrent à manipuler toutes les cannes de la campagne.

« 2. — Dès l'annonce de la libération des stocks, paiement aux planteurs du dixième de retenue.

« 3. — Avance aux usiniers de Frs 125 F. O. B. par quintal sur la première partie des sucres stockés et Frs 80 sur le solde.

La Banque ne pouvant faire face à un pareil et subit décaissement fut puissamment aidée, dans la Métropole, par l'entremise de Mr Desbief à qui la Colonie doit être particulièrement reconnaissante. La Banque reçut une avance de Paris de 9 millions et la garantie de son escompte documentaire aux usiniers par la seule clause de passation à son ordre et pour compte des raffineurs, des récépissés du sucre des docks du Port.

Un arrêté du Gouverneur de la Colonie, en date du 16 novembre 1935, avait promis la remise à la Banque de tous les sucres stockés.

« *Article premier.* — Est homologuée l'entente intervenue entre les usiniers et les planteurs de la Réunion le

(1) Compte rendu des opérations 1934-1938 par Mr. H. Poulet, Président de la Commission Arbitrale.

13 novembre 1935 en séance de la Commission Consultative du Travail et de l'Agriculture, savoir :

« planteurs et usiniers, solidaires dans les conséquences possibles du Contingentement, acceptent, pour la campagne 1935, de régler la canne à sucre sur la base provisoire des 9/10^e à la livraison, le solde après liquidation complète des sucres de la campagne et aux prix de réalisation obtenus par les usiniers en ce qui concerne les quantités de sucre pouvant être éventuellement stockées. En cas de contingent non atteint, ristourne des retenues effectuées sur les livraisons de chaque mois sur la base du prix du bordereau établi mensuellement ».

« En cas de contingent dépassé d'un dixième ou de moins de un dixième, les planteurs autorisent le Syndicat des Fabricants de sucre à remettre en garantie à la Banque de la Réunion toutes les retenues opérées sur les livraisons de chaque mois à titre de garantie pour permettre à la Banque de la Réunion de financer le paiement aux planteurs et la manipulation des cannes que les usines recevront en sus de leur contingentement augmenté de 10 % ; si l'excédent en sus du dixième venait à ne pas pouvoir être résorbé avant juillet 1936, il reste entendu que cet excédent sera expédié par priorité et déduit sur le contingent 1936 au prorata du coefficient de chaque adhérent ».

Au début de la campagne 1936, se basant sur une production probable de 70.000 tonnes de sucre, les usiniers s'étaient engagés au cours de la séance de la Commission Consultative du 5 août, à manipuler la totalité des cannes des planteurs. Leurs prévisions s'étant avérées fausses (la production sucrière a atteint, en effet, en 1936 : 83.761 tonnes), ils déclarèrent ne pouvoir tenir leur engagement, faute de moyens financiers, et s'apprêtèrent à fermer leurs

usines. La situation était grave : le mécontentement grondait chez les planteurs menacés de voir leurs cannes sécher sur pied.

Beaucoup d'entr'eux, ne comprenant pas le mécanisme compliqué du Contingentement, réclamaient à nouveau le règlement en nature.

« Puisque les usiniers prétendent ne pas pouvoir vendre nos sucres, disaient les planteurs avec leur logique simpliste, pourquoi alors refusent-ils de nous les donner comme par le passé ? » et de soupçonner une manœuvre qu'ils ne pouvaient et ne cherchaient d'ailleurs pas à préciser, mais dont l'idée augmentait leur mécontentement.

C'est encore l'intervention de la Banque de la Réunion qui mit fin à cette tension aiguë entre planteurs et usiniers. Elle offrit de financer en partie la manipulation des cannes excédentaires. Elle accorda des avances sous forme de warrants endossés conjointement et solidairement par tous les usiniers et à un taux réduit.

Par suite de l'initiative de la Banque, de graves désordres économiques et sociaux purent être évités.

*
**

Ne convient-il pas de profiter d'une expérience qui a failli être malheureuse et de limiter la culture de la canne ?

Il ne faut pas oublier, en effet, que l'intervention de la Banque ne constitue pas pour elle une obligation. Un autre Directeur n'eût peut être pas assumé les risques d'opérations aussi aléatoires que les financements des récoltes excédentaires. Mr Poulet, d'ailleurs, n'a-t-il pas lui-même déclaré, dans son compte rendu des opérations 1934-1938, à la Commission Arbitrale : « Cette opération (le finance-

ment des sucres excédentaires de 1936), ainsi que celle de Tunisie en 1935, firent l'objet de critiques sévères envers la Banque de la Réunion et si, personnellement, je ne les regrette pas, puisqu'elles ont permis à 20.000 planteurs de subvenir à leurs besoins, j'avoue que je ne recommencerais pas à prendre pareille responsabilité sans être couvert par le Ministère des Colonies ».

Or, le Ministère, souvent mal informé de l'exacte situation économique et sociale de la Réunion, peut refuser le concours de la Banque.

En second lieu, il faut également considérer le caractère essentiellement fortuit des débouchés (vente à la Tunisie, Bénéfice du report de contingent, déficits de la production métropolitaine, etc...) dont ont bénéficié, jusqu'à présent, les excédents réunionnais.

Par un étrange paradoxe, ce sont précisément ces éliminations exceptionnelles des stocks qui sont invoquées par les planteurs contre la limitation de leurs récoltes : « Nous avons eu plusieurs années excédentaires consécutives, disent-ils ; tous nos stocks ont été néanmoins résorbés. Il n'y a donc pas de raison pour que nous soyons moins favorisés à l'avenir ».

Est-il sage, étant donné le danger résultant de l'accumulation des stocks, de se remettre au hasard seul du soin d'éliminer les excédents ? Ne vaut-il pas mieux s'assurer un profit moindre peut-être, mais certain, en limitant sa récolte ? Tout le problème est là.

Il est vrai que le planteur réunionnais, dont les cultures auront été réduites, éprouverait une amertume bien compréhensible au cas où un déficit éventuel de la production métropolitaine devrait être compensé par des importations étrangères.

Il n'en reste pas moins que le contingentement des sucres sans le contingentement des cannes crée une situation illogique et instable qui ne saurait se prolonger sans inconvénients graves.

Il faut donc limiter la culture de la canne. C'est une question d'ordre public.

Cette limitation pose cependant de multiples problèmes. La première idée qui vient à l'esprit serait de ne planter en cannes que les terrains les mieux adaptés à cette culture. Cette méthode, par suite de l'augmentation de rendement qui en résulterait, entraînerait en même temps un abaissement des prix de revient réunionnais. Mais elle aboutirait à priver de leur unique moyen d'existence une foule de petits planteurs.

Les « terres à cannes » de la Réunion sont presque toutes aux mains des grands et moyens propriétaires du littoral. Les petits planteurs des « Hauts » seraient presque seuls à subir la limitation. Il semble donc qu'on doive plutôt s'orienter vers une réduction proportionnelle des cultures effectuées dans le cadre des syndicats agricoles. L'ordre public étant intéressé, l'administration pourrait intervenir pour homologuer cette réduction, la sanctionner et, éventuellement, assurer le respect des divers intérêts en présence.

Du journal « Le Peuple », numéro du 22 décembre 1935, sous le titre : « Grave Problème », nous détachons les lignes suivantes :

« ... Il semble qu'il y ait des points sur lesquels planteurs et administration devraient tomber d'accord : nécessité de la réduction des superficies plantées en cannes ; détermination de la proportion de la réduction globale à obtenir ; dessouchage d'une partie des cannes sur pied :

répartition de la superficie vouée à l'arrachage entre planteurs au prorata de leur production moyenne calculée en tonnes de cannes au cours des dernières années en se servant, par exemple, du même barème qui a été employé pour la répartition du contingent de sucre entre les usines ; signification à chaque planteur de la réduction qui le concerne ; contrôle par tous les moyens : soit par des visites aux champs, soit par les livraisons effectuées aux usines, que le plan est observé par chacun des intéressés. Ce sera difficile s'il n'y a pas de sanctions.

« De plus, les experts trouveront sans peine une solution plus pratique et plus efficace... » ... « Une indemnité prélevée sur le budget ou, s'il le faut, par des ressources spéciales à créer, est dûe sans conteste au planteur qui dessouché une partie de ses cannes, perd le bénéfice des travaux de plusieurs années et se retire ainsi la possibilité de récolter davantage dans le but de revaloriser le reste de sa production... Les pouvoirs publics semblent bien placés pour intervenir. Ils savent que si les difficultés actuelles devenaient plus aiguës, le malaise augmentant, l'ordre public serait en danger.

« Ils peuvent instituer un organisme arbitral, groupant les hommes compétents, jouissant de la confiance des intéressés et capable d'indiquer avec impartialité et avec sagesse le plan à suivre. Le Gouvernement local a seul le pouvoir de l'appliquer et la possibilité en s'adressant au Conseil général de se pourvoir des crédits nécessaires pour indemniser les planteurs.

« Les planteurs, obligés de réduire leurs champs de cannes, pourraient consacrer leur indemnité à l'aménagement d'autres cultures, de manière que ni eux, ni la colonie, ne subissent un préjudice sans compensation... »

Il faut souhaiter que les planteurs, se rendant compte de leur véritable intérêt, procèdent dès maintenant, à une limitation rationnelle de leurs surfaces cultivées.

Une réduction en quelque sorte amiable, dont les modalités auront été librement et longuement discutées, une réduction réalisée avec la collaboration des pouvoirs publics, n'est-elle pas infiniment préférable à une limitation brutale, impérative, résultant de la Loi ?

Il n'appartiendra plus aux planteurs d'hésiter longtemps encore. En effet, le décret du 25 août 1937, abrogeant et remplaçant le décret du 30 octobre 1935, dispose dans son article 6, paragraphe 2 :

(Le Gouvernement est autorisé à déterminer, par décrets pris sur la proposition du Ministre des Colonies) :

« ... les réductions de culture de cannes à sucre qui pourront apparaître nécessaires et les conditions dans lesquelles elles s'opéreront » (1).

La liberté des cannes ne sera plus, bientôt, qu'un souvenir...

(1) *Journal Officiel*, p. 9877.

CHAPITRE X

Le contingentement et les pouvoirs publics

Tous les usiniers de la Réunion avaient adhéré au Protocole du 16 mai 1934. Vis-à-vis des industriels de la Métropole et des autres colonies, les fabricants de sucre réunionnais occupaient une position commune. Ils furent donc amenés à réaliser entre eux une entente tacite très étroite pour exécuter les clauses du Protocole.

Cette entente peut être, au point de vue économique, rapprochée du cartel. Mais alors que ce dernier a pour objet de « supprimer ou de réglementer la concurrence entre les entreprises » (1), le but principal de l'entente des usiniers de la Réunion fut la nécessité inéluctable d'assurer une application rationnelle du Contingentement.

Déjà depuis 1934, à la suite de la substitution du règlement en espèces au règlement en nature, les usiniers avaient, en fait, le monopole de la vente des sucres. Le décret du 30 octobre 1935, en soumettant la création d'usines nouvelles à l'autorisation préalable du Ministre des Colonies, est venu conférer aux fabricants de sucre réunionnais un véritable privilège d'exploitation.

Ce décret donnait également force de loi au Protocole de 1934. Par la suite, l'intervention de l'Etat dans l'organisation de l'industrie sucrière française métropolitaine et

(1) Henri Truchy : *Précis d'Economie Politique*, Tome 1^{er}, p. 133.

coloniale ne devait que s'accroître. En 1935, l'Etat s'était borné à homologuer les accords professionnels survenus un an auparavant. Depuis le décret du 25 août 1937 (1), il intervient dans la conclusion et l'application de ces accords.

Le chiffre des contingents métropolitains et coloniaux, autrefois déterminé par accord des producteurs intéressés, est fixé maintenant sur la proposition des organismes professionnels par arrêté pris par le Ministre des Finances, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre du Commerce et le Ministre des Colonies. En outre, toute exportation par prélèvement sur les stocks, décidée auparavant en toute liberté par l'Association Syndicale, est désormais soumise à l'autorisation préalable des mêmes Ministres (Décret du 25 août 1937, art. 1). Ces derniers peuvent encore ordonner, par décret, le déblocage de ces stocks (art. 2).

Bien plus, l'intervention de l'Etat peut s'exercer actuellement en dehors de tout accord préalable entre producteurs : c'est ainsi que le décret du 27 août 1937 (2) dispose, dans son article 2, qu'à défaut d'accord entre producteurs coloniaux, les contingents des diverses colonies pourront être déterminés par décret.

Cette éventualité a été réalisée en 1937. En effet, à l'expiration des engagements de 1934, l'accord ne put être réalisé entre les producteurs de sucre sur leur renouvellement. C'est alors qu'intervint le décret du 3^e octobre 1937 (3) portant « Fixation provisoire pour la campagne 1937-1938 du chiffre des contingents applicables aux importations de sucre colonial en France et en Algérie ». Ce

(1) *Journal Officiel* du 26 août 1937, p. 9788.

(2) *Journal Officiel*, p. 9876.

(3) *Journal Officiel*, p. 11.266.

décret a été abrogé par le décret du 9 mars 1938 homologuant l'accord professionnel réalisé le 7 mars 1939. Enfin, un autre décret du 27 août 1937 (1), abrogeant et remplaçant le décret du 30 octobre 1935, a maintenu l'autorisation préalable nécessaire à la construction de sucreries nouvelles. Il disposait, en outre, dans son article 6, que le Gouvernement est autorisé à déterminer par décrets pris sur la proposition du Ministre des Colonies :

« 1. Les conditions de répartition entre les fabricants, des sucres correspondant au débouché total annuel de la colonie ; contingent annuel d'importation en France et en Algérie, sucre destiné à la consommation locale, sucre exporté à l'étranger ou dans d'autres colonies.

2. — Les réductions de cultures de canne à sucre qui pourront apparaître nécessaires et les conditions dans lesquelles elles s'opéreront ».

Le caractère strictement professionnel des accords qui ont abouti à la création de l'Association Syndicale en 1931 et au Contingentement de la Production coloniale en 1934 paraît aujourd'hui bien altéré. L'ingérence de l'Etat dans l'organisation de l'industrie sucrière est justifiée dans une certaine mesure par le privilège d'exploitation des Fabricants de sucre dont elle est, en quelque sorte, la contrepartie. Il convient de remarquer, néanmoins, qu'elle a été souvent provoquée par la mécontente des producteurs. Si celle-ci devait se renouveler et s'aggraver, entraînant des interventions répétées des Pouvoirs Publics, n'y aurait-il pas lieu de craindre, pour un avenir plus ou moins lointain, la nationalisation pure et simple de l'industrie sucrière française ?

(1) *Journal Officiel*, p. 9877.

CHAPITRE XI

Le contingentement et le commerce local

Au début de l'industrie sucrière réunionnaise, les planteurs-usiniers, encore peu nombreux, effectuaient eux-mêmes la vente de leurs sucres. La rareté relative de ce produit leur assurait, en effet, un écoulement facile qui les dispensait d'intermédiaires.

Après la séparation de l'usine et de l'« habitation », le règlement en nature de la canne dispersa le sucre entre une multitude de planteurs. Le commerce du sucre fit alors son apparition et devait occuper, par la suite, une place importante dans le mouvement général des affaires de la Réunion.

Jusqu'en 1934, le sucre des planteurs (environ les deux tiers de la production réunionnaise) était acheté, pour le compte des importateurs métropolitains, par les nombreux négociants, agents de change et courtiers de la Colonie.

Le sucre des usiniers échappait le plus souvent au « contrôle » des commerçants locaux. La plupart des sucreries réunionnaises appartiennent, en effet, à quelques puissantes sociétés possédant leurs propres bureaux de vente en France ou à la Réunion même. L'adoption, en 1934, du règlement en espèces des planteurs devait priver le commerce local du sucre de ses fournisseurs traditionnels au profit des organisations de vente des sociétés sucrières.

Déjà, dès la nouvelle des accords de 1934, lors d'une réunion d'usiniérs, de planteurs et de personnalités, tenue à la Salle de l'Académie le 11 mai 1934, les répercussions du contingentement sur le commerce local avaient été examinées. On envisagea de laisser libre la vente des sucres destinés à l'expédition en France. Les ventes faites sur le marché local à Madagascar et en Indochine devaient être concentrées entre les mains du Syndicat des Fabricants de sucre (1).

D'un compte rendu donné de cette réunion par le journal « La Victoire Sociale », numéro du 12 mai 1934, nous extrayons le passage suivant :

« Le commerce, par la voix d'un négociant, a protesté en séances, contre la vente organisée de la production du sucre. Or, il sera fait pour le sucre ce qui est fait pour le rhum contingenté. Les demandes en concurrence seront provoquées à la Réunion et, si ces prix ne sont pas inférieurs à ceux de France, le Syndicat des Fabricants de Sucre — l'usiniér en l'espèce — vendra par grosse quantité du sucre dans la colonie.

La vente organisée du sucre, comme l'a si bien dit Mr H. Poulet, met fin à l'exploitation du planteur — surtout le petit — par ceux qui raffaient aux abords de l'usine les bons de cannes à un prix dérisoire.

La vente organisée du sucre supprime les intermédiaires qui, somme toute, vivaient sur les petits planteurs de cannes en parasites ».

Le contrôle, par le Syndicat des Fabricants de sucre, de la vente destinée à la consommation locale, a suscité, au début, de nombreuses réclamations. Le détaillant des

(1) *Revue Agricole de l'Île de la Réunion*, mai 1934, p. 158.

« quartiers » était contraint d'effectuer un voyage onéreux à la capitale pour se procurer un bon de livraison de sucre au siège du Syndicat. Il y a lieu de penser que la faculté lui a été depuis accordée de s'approvisionner directement à l'usine la plus proche moyennant le paiement des droits de consommation.

En outre, les intérêts des exportateurs locaux gravement compromis par le contingentement, ont été sauvegardés, dans une certaine mesure, par l'arrêté du Gouverneur p. i. de la Colonie, en date du 6 août 1936. Cet arrêté, homologuant l'accord intervenu le 5 août entre planteurs et usiniers, dispose que :

« (les usiniers acceptent) de mettre en vente sur place un tiers du sucre contingenté provenant des planteurs, pour donner satisfaction aux exportateurs locaux — les prix obtenus sur place viendront en ligne de compte dans la fixation des prix de la canne de la quinzaine suivante au prorata des quantités fabriquées et vendues — sous réserve que ces sucres soient embarqués dans les conditions et délais fixés par le Syndicat des Fabricants de Sucre ».

Ainsi donc, après des difficultés inévitables d'adaptation, l'organisation du Contingentement s'améliore progressivement.

CHAPITRE XII

Le renouvellement des accords de 1934

Les accords professionnels du 16 mai 1934, fixant le contingent respectif de la Métropole et des Colonies, arrivaient à expiration le 30 septembre 1937.

Dès le début de 1937, on se préoccupa donc, à la Réunion, de leur renouvellement.

Il apparut tout d'abord impossible de proroger purement et simplement le Protocole de 1934. La situation de la Réunion avait, en effet, considérablement évolué depuis cette époque. Le contingent alloué à la Colonie, qui avait paru alors convenir à ses possibilités, s'était avéré depuis, tout à fait insuffisant.

Durant les deux années 1935 et 1936, la production sucrière réunionnaise avait atteint 175.000 tonnes, pour une faculté d'exportation normale (France et Madagascar) de 123.000 tonnes y compris la consommation locale. Deux campagnes sucrières : 52.000 tonnes d'excédents de production.

Les chiffres étaient suffisamment révélateurs par eux-mêmes de la situation nouvelle de la Colonie.

Il est vrai qu'une grande partie des stocks avait pu être éliminée, par des opérations toutes fortuites d'ailleurs ; il n'en reste pas moins cependant que la campagne 1936 devait se solder, selon les prévisions, par un excédent de quelques 25.000 tonnes.

Les perspectives d'avenir n'étaient pas encourageantes : Depuis 1934 aucun « marché de secours » ne s'était ouvert aux sucres réunionnais ; au contraire, par suite du développement de son industrie sucrière, Madagascar avait tendance à restreindre ses importations. Pour la même raison, les compensations de Namakia et de la Guyane s'amenuisaient chaque année. La faculté d'exportation normale de la Réunion ne pouvait donc que diminuer. La limitation des cultures n'était pas à envisager, tout au moins comme remède immédiat. Le cycle de végétation de la canne ne permet pas, en effet, à moins de recourir à l'arrachage, la réduction de la récolte d'une année à l'autre ; et l'arrachage lui-même devait être écarté par suite de répercussions sociales qui auraient pu en résulter. Sous le poids de ses stocks le pays était menacé d'asphyxie économique.

Seule une augmentation de Contingent pouvait lui permettre de vivre. Planteurs et usiniers se rendirent compte de la gravité de la situation et se rallièrent unanimement à la seule solution qu'elle comportait.

Pour mieux faire ressortir l'importance capitale qu'ils attachaient à une augmentation de contingent, planteurs et usiniers décidèrent de se faire représenter séparément à la discussion des nouveaux accords. MM. de Villèle et V. Boyer de la Giroday furent désignés à l'unanimité par la Chambre d'Agriculture et les Syndicats agricoles pour représenter les planteurs réunionnais. Les usiniers, de leur côté, désignèrent pour la défense de leurs intérêts MM. Bénard, Sénateur de la Réunion, Jourdain, Directeur général des Sucreries Coloniales, et Ricul Dupuis. Mr Bénard, empêché, se fit représenter par M. Charles Declerc ; néanmoins, il s'est toujours tenu en contact étroit avec la délégation réunionnaise. Celle-ci était, en outre, assurée de

l'assistance des députés de la Réunion, de Mr Brunet particulièrement qui avait déjà activement participé à la conclusion des accords de 1934.

Les Réunionnais réclamèrent un contingent minimum vital de 72.000 tonnes en raffiné. Ce chiffre représentait une augmentation de 12.000 tonnes environ par rapport au contingent obtenu en 1934. Cette augmentation était justifiée, dit Mr Brunet dans une lettre adressée à la Délégation Réunionnaise, « par la situation exceptionnelle de la Réunion résultant d'un triple facteur : la concurrence de Madagascar, à main-d'œuvre bon marché, en tous cas beaucoup moins payée qu'à la Réunion où l'évolution sociale justifie l'application de salaires proportionnés au coût de la vie ; l'impossibilité pour la Réunion, en raison de son éloignement du marché métropolitain, de s'adonner à des cultures complémentaires rémunératrices comme celle de la banane pour les Antilles ; les conditions démographiques de la Colonie où la population est en état d'accroissement régulier, les deux derniers recensements faisant ressortir une progression de 35.000 habitants en 15 ans ».

A l'appui de sa demande, la Délégation réunionnaise faisait ressortir le chiffre énorme des excédents de production enregistrés par la Colonie depuis 1935. Elle insistait également sur la parfaite loyauté apportée par la Réunion dans l'exécution des accords de 1934. (C'était là une allusion à l'attitude des « dissidents » martiniquais qui avaient provoqué l'intervention du décret du 30 octobre 1935).

Les pourparlers entre les délégations de la Réunion, de la Métropole et des autres colonies, commencèrent le 20 juillet 1937.

Dès la prise de contact, les coloniaux se heurtèrent aux métropolitains. Le Président de l'Association Syndicale déclara, en effet, que le pourcentage établi en 1934 entre la production métropolitaine et coloniale (87 % de la consommation de la France et de l'Algérie aux Métropolitains, 13 % aux coloniaux) ne pouvait être modifié en aucun cas ; en outre, la durée des futurs accords devait être fixée à quatre ans au lieu de 3 ans comme précédemment. C'était mettre les coloniaux devant un fait accompli. Ces derniers étaient venus discuter des accords et non pas seulement apposer leur signature sur un Protocole unilatéralement établi par les métropolitains. Ceux-ci, pour expliquer leur attitude, prétendirent que malgré leur désir d'augmenter leur propre production ils n'avaient pas jugé opportun de demander un changement du pourcentage qui leur avait été attribué en 1934 ; par conséquent, ils ne voyaient pas de raison à la modification du pourcentage des colonies. Autrement dit, les métropolitains ne s'opposaient pas à un changement dans la répartition du contingent colonial si un accord à ce sujet pouvait se réaliser entre les colonies intéressées ; seule leur importait l'intangibilité du contingent métropolitain.

Cette façon de voir s'opposait directement au point de vue de la Délégation réunionnaise. Celle-ci, en effet, désirait d'abord la fixation du contingent de la colonie en fonction du contingent général (métropolitain et colonial) elle demandait en effet 7 % de ce contingent général.

En outre, les prétentions métropolitaines auraient conduit la Réunion à obtenir une augmentation de son contingent au détriment des autres colonies et il ne semblait pas qu'un accord puisse jamais se réaliser sur ce point.

Enfin, un fait nouveau, négligé par l'Association Syndicale, était survenu : des colonies comme l'Indochine, les Comores et la Côte Est de Madagascar, qui n'avaient pas participé aux accords de 1934, demandaient maintenant une part dans le contingent colonial de 1937. La Réunion refusa donc les propositions de l'Association Syndicale qui eussent entraîné une diminution de son contingent de 1934.

Dans le but de trouver un terrain d'entente, des sous-commissions furent nommées. Malgré les efforts de conciliation de Mr Achard, Secrétaire Général de la Confédération des Planteurs de Betteraves, aucun accord ne put être réalisé par suite de l'opposition des autres colonies. Celles-ci, d'après Mr de Giroday, « ont constamment refusé d'admettre que des conditions spéciales soient accordées à la Réunion, même si elles ne modifiaient pas les chiffres à elles attribués et par elles acceptés... Elles auraient accepté n'importe quel coefficient de la consommation totale, que ce soit 17 %, 15,5 %, voire même 14 %, pourvu qu'il ne soit pas attribué à la Réunion un quintal de sucre de plus que le chiffre mathématique résultant de la base de répartition entre coloniaux admise aux accords précédents » (1).

Il n'est point besoin d'insister sur le manque d'élégence d'une semblable attitude entre membres d'un même empire.

Cependant, le 30 septembre 1937, date d'expiration du Protocole de 1934, aucun accord n'était encore réalisé. Un « Avis aux Importateurs », paru au Journal Officiel, informa alors les intéressés que le marché français des sucres

(1) Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale de la Fédération Générale des Syndicats Agricoles de la Réunion, tenue le 23 février 1938.

cessait d'être réglementé. Les métropolitains s'émurent et alertèrent aussitôt le Ministère de l'Economie Nationale.

Le 3 octobre 1937, en dépit du défaut d'accord préalable, entre producteurs métropolitains et coloniaux, paraissait un décret du Ministre des Colonies portant « Fixation provisoire pour la campagne 1937-1938 du chiffre des contingents applicables aux importations de sucre colonial en France et en Algérie » (1).

Le décret prévoyait, dans son article 3, la fixation définitive des contingents des diverses colonies avant le 1^{er} décembre 1937. En attendant, il leur accordait les chiffres suivants en raffiné :

Réunion	26.197 Tonnes
Martinique	19.564 Tonnes
Guadeloupe	16.894 Tonnes
Nossi-Bé	2.967 Tonnes
Namakia	3.000 Tonnes
Guyane	1.000 Tonnes

Ce décret, comme l'a fait remarquer Mr Brunet, était illégal « aucun texte n'habilitant, en l'état actuel des choses, le Gouvernement à fixer une limitation aux entrées des sucres coloniaux dans la Métropole, le seul décret-loi dont puisse exciper le Ministre des Colonies (le décret du 27 août 1937, J. O. p. 9876) lui attribuant *un pouvoir d'arbitrage à exercer entre les colonies intéressées, mais seulement en cas d'accords professionnels ayant eu pour objet de déterminer le pourcentage global représentant la part des Colonies, par rapport à la part de la production métropolitaine, dans l'approvisionnement du marché.* C'est ce pourcen-

(1) *Journal Officiel*, p. 11.266.

tage à fixer qui est l'essentiel des accords entre métropolitains et coloniaux ».

Au surplus, le décret du 3 octobre 1937 était en contradiction flagrante avec les assurances formelles données à Mr Brunet par le Ministre des Colonies au sujet de la fixation par décret du Contingentement.

Dans une lettre du 13 août 1937 adressée à Mr Brunet, le Ministre des Colonies disait en effet :

« Il va de soi, et je vous en donne dès maintenant l'assurance, que je ne saurais approuver ni même envisager l'application de dispositions contractuelles qui n'auraient pas l'assentiment des Colonies intéressées. A mon point de vue d'ailleurs, il ne saurait même pas y avoir dispositions contractuelles lorsque le contrat n'englobe pas les producteurs de nos quatre colonies : Réunion, Antilles, Guyane. *Si un accord professionnel ne peut se faire, c'est au Parlement qu'il appartiendra de décider si les sucres coloniaux doivent être contingentés* ».

A la vérité, le décret du 30 octobre 1937 pris sur l'initiative du Ministre des Colonies, avait un but précis :

« Il m'est pas douteux, écrit Mr Brunet dans une lettre à la Délégation de la Réunion, que ce décret lie, au moins provisoirement, les métropolitains en ce qu'il réalise *la condition mise par eux à l'exécution de leurs propres engagements professionnels, à savoir l'adhésion des Colonies à la prorogation du régime du Contingentement*. C'est cette adhésion que le Ministre a apportée par son décret au nom des colonies productrices, pour une période prenant fin le 1^{er} décembre 1937 ».

Enfin les chiffres dérisoires des contingents alloués aux diverses colonies ne sont-ils pas la preuve que le décret du 3 octobre 1937 n'était, en quelque sorte, qu'une mesure

conservatoire destinée à sauvegarder les intérêts de la production coloniale ?

Entre temps, à la demande du Ministère de l'Economie nationale, la Réunion acceptait de céder à la Métropole une quantité importante de ses stocks. Le marché de Paris se trouvait alors dépourvu de sucre, les raffineries étaient menacées d'arrêter leur activité ou d'importer des sucres étrangers. La Réunion n'abusa pas de cette situation. Elle fournit plus de 8.000 tonnes de sucre à des prix inférieurs à ceux pratiqués à la Bourse. Il était par là démontré que « pour la Réunion le problème n'est pas une question de prix mais celui d'une production suffisante pour fournir du travail à ses 200.000 habitants »-(1).

Cependant, la délégation de la Réunion avait poursuivi ses négociations. Elle acquit ainsi la conviction que l'attitude des producteurs de sucre de la Métropole et des autres colonies ne lui permettait pas d'espérer la réalisation d'un accord sur le terrain professionnel.

Le 28 octobre 1937, elle transmet son dossier au Ministère des colonies par l'intermédiaire de la Représentation Parlementaire de la Réunion. Les représentants réunionnais furent également priés d'agir directement auprès des Pouvoirs Publics, dans le but d'obtenir pour leur colonie un contingent qui leur assurât son « droit à la vie ».

Le Ministre proposa alors un arbitrage. Cette solution fut repoussée par délégués et parlementaires réunionnais. La délégation réunionnaise estimait, en effet, « qu'elle n'avait le droit de se soumettre qu'à une décision du Gouvernement qui, seul responsable des conséquences de cette

(1) Compte rendu de l'exercice 1936-1938 à l'Assemblée Générale des actionnaires de la Banque de la Réunion, par Mr. H. Poulet, p. 7.

décision, avait seul l'autorité nécessaire pour imposer à la Colonie une solution dont il lui appartenait exclusivement de prévoir et de pallier les conséquences désastreuses qui pouvaient mettre gravement en danger l'avenir économique, la vie sociale de la Réunion et entraîner des troubles considérables » (1).

Une autre réunion, tenue le 10 février 1938, sous la présidence du Ministre des Colonies assisté du Ministre de l'Agriculture, n'aboutit pas non plus. Quelques jours après, sur l'initiative de ces Ministres, les délégations métropolitaine et coloniale furent convoquées par M. Barthe, questeur de la Chambre et en quelque sorte spécialiste des questions coloniales. M. Barthe, agissant à titre « d'amiable compositeur », essaya de rapprocher les points de vue mais se heurta à l'intransigeance des délégués des autres colonies. Il demanda alors à chaque délégation de lui remettre des notes écrites et proposa une solution dans une lettre officielle adressée aux Ministres des Colonies et de l'Agriculture.

Cette lettre provoqua certaines réserves de la part des Réunionnais. Elle semblait faire état, en effet, de certains renseignements fournis par le Gouvernement de la Réunion d'où résultait la possibilité de réduire la production réunionnaise de 80.000 tonnes en 1937 à 60.000 tonnes en 1940, par paliers successifs de 5.000 tonnes.

En outre, certaines conclusions de Mr Barthe, comme le lui a fait remarquer Mr Brunet, étaient basées sur une fausse interprétation des statistiques ; elles « tendaient à faire croire que la Réunion a continué à augmenter sa pro-

(1) Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale des Syndicats agricoles de la Réunion, tenue le 23 février 1938.

duction dans le même temps que les Métropolitains limitaient la leur et qu'elle l'a fait en réduisant l'importance de la main-d'œuvre agricole affectée aux travaux des champs ».

Cependant, coloniaux et métropolitains, après étude de la lettre de Mr Barthe, se mirent d'accord dans les limites fixées par lui. Au début de Mars 1938, une dernière séance plénière se tint à la Questure de la Chambre des Députés et le Protocole définitif fut signé.

CHAPITRE XIII

Le protocole du 7 mars 1938

Si nous examinons le Protocole du 7 mars 1938 en le comparant à celui du 16 mai 1934, on observe tout d'abord le maintien de certaines clauses prévues par la convention antérieure. C'est ainsi que le pourcentage attribué à chaque colonie dans la répartition entre elles du Contingent colonial n'a pas varié. Le contingent normal de la Réunion est toujours fixé à 38,99 % du contingent colonial global.

De plus, la Réunion continue à bénéficier comme par le passé des 2.000 tonnes qui lui furent attribuées en compensation de la perte éventuelle du Marché de Madagascar ainsi que de la moitié des contingents non utilisés par Namakia et la Guyane.

Le système de compensation des excédents et des déficits est maintenu, du moins dans ses grandes lignes.

Maintenue également la Contribution de 0.40 pour la Propagande en vue du développement de la consommation du sucre. Toutefois, les colonies sont maintenant représentées au Comité de Direction de l'organisme de propagande.

Cependant, des avantages incontestables ont été obtenus : « La commission prévue par les décrets du 25 et du 31 août 1937 doit fixer chaque année le total de la production métropolitaine et des importations coloniales pour chaque campagne (période allant du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante)...

La part de la production coloniale de ce total sera :

1. — La 1^{re} campagne (du 1^{er} octobre 1937 au 30 septembre 1938) de : 14 % :

2. — La 2^e campagne (du 1^{er} octobre 1938 au 30 septembre 1939) de : 14.75 %.

3. — Pour chaque campagne, à partir de la troisième, de 15 % » :

Auparavant, la part de la production coloniale était uniformément fixée à 13 % du contingent général (métropolitain et colonial).

Cependant, en 1934, les contingents spéciaux (alors de 10.000 tonnes) étaient déduits du Contingent Général avant toute répartition de ce dernier. Aujourd'hui, ces contingents spéciaux sont passés à 11.000 tonnes (13.500 tonnes à partir de 1939-1940) et sont prélevés sur le contingent colonial lui-même. L'augmentation du chiffre des contingents spéciaux a pour cause l'apparition de nouvelles parties prenantes (Indochine, Comorès, Côte Est de Madagascar qui bénéficient de 3.000 tonnes).

Un autre avantage conféré par le Protocole de 1938 est l'augmentation exceptionnelle de 30.000 tonnes du contingent colonial global. Il est malheureusement limité à une seule campagne 1937-1938, étant motivé par un déficit de la production métropolitaine.

Enfin, désormais, « si au cours d'une campagne, une colonie n'a pas importé la totalité de son contingent avant le 1^{er} octobre, elle pourra sur demande justifiée obtenir de l'Association Syndicale l'autorisation de comprendre dans les importations de la campagne écoulée les arrivées en France qui auraient été retardées. Le délai supplémentaire ainsi accordé ne pourra excéder 40 jours ».

« Il est entendu, par ailleurs, que les importations de chaque colonie pourront, chaque campagne, être excédentaires jusqu'à concurrence de 10 % de son contingent à titre d'escompte sur le contingent de la campagne suivante (cette disposition n'est pas applicable à la campagne 1940-1941).

« De même, toute colonie dont les importations seront déficitaires au cours d'une campagne, pourra augmenter ses importations de la ou des deux campagnes suivantes en compensation de son déficit, jusqu'à concurrence du total d'un maximum de 5 % de son contingent ».

Le contingentement tel qu'il résulte des accords de mars 1938 est donc beaucoup plus souple que celui établi en 1934. Mais, par rapport à ce dernier, il présente un certain nombre d'inconvénients. En effet, « les parties contractantes prennent l'engagement réciproque de respecter scrupuleusement le marché intérieur de chacun des autres contractants ».

A vrai dire, cette disposition du Protocole de 1938 avait déjà donné lieu, précédemment, à discussion. Voici, à ce sujet, l'opinion de M. Brunet dans une lettre adressée le 24 novembre 1937 au Président de l'Association Syndicale : « Il ne me paraît pas, écrivait M. Brunet, qu'un accord quelconque puisse réserver le marché de l'une quelconque de nos colonies aux seuls producteurs locaux. Il y faudrait à tout le moins une loi, consacrant un principe de « self-defence » d'ordre économique de chaque territoire d'outre-mer à l'égard des autres territoires d'outre-mer ce qui va directement à l'encontre de la conception affirmée récemment encore par la Conférence Impériale d'une solidarité inter-coloniale ».

Une autre disposition du Protocole de 1938 qui risque de s'appliquer particulièrement à la Réunion est la suivante : « Les stocks de sucre excédentaires non introduits dans la métropole en excédent de 20 % du contingent de chaque colonie pour la campagne considérée, sont passibles d'exportation en dehors du régime douanier français métropole et colonies ».

C'est une éventualité qui ne laisse pas d'être inquiétante. Si sa production devait se maintenir au niveau enregistré depuis 1935, la Réunion devrait, chaque année, liquider au-dessous de leur prix de revient environ la moitié de ses excédents.

Le Protocole de 1938 impose, en outre, la participation coloniale à la constitution du stock global qui pourrait être décidé par l'Association Syndicale en exécution de l'Art. IX des accords entre métropolitains.

Enfin, et c'est le principal inconvénient, pour une colonie comme la Réunion, qui a toujours exécuté ses engagements en toute loyauté, un contrôle extrêmement sévère est institué. Désormais trois sortes de certificats de contingent seront nécessaires. Les conditions du contrôle sont déterminées par le décret du 9 mars 1938.

L'augmentation du contingent attribué à la Réunion par le Protocole du 7 mars 1938 est relativement faible. Le contingent réunionnais est encore inférieur aux 72.000 tonnes en raffiné demandé en 1937 comme minimum vital d'exportations. Ce ne sont donc pas les accords de 1938 qui résoudront le problème de la surproduction réunionnaise.

Toutefois, l'augmentation du contingent n'est pas non plus négligeable ; elle compense l'inconvénient résultant de la réglementation sévère instituée par les nouveaux accords.

CHAPITRE XIV

La campagne sucrière de 1937 (1)

La production réunionnaisè a atteint en 1937, 79.877 tonnes.

La faculté d'exportation de la colonie a été la même année de 75.500 tonnes. La consommation métropolitaine ayant été fixée à 1.053.000 tonnes, la part des colonies a été fixée à 14 % plus 30.000 tonnes, soit 177.420 tonnes, dont 11.000 tonnes de contingents spéciaux.

La part de la Réunion ressort à :

38.99 % sur 166.429 tonnes, soit.....	64.887 T.
plus 2.000 tonnes sur les contingents spéciaux	2.000 T.
Total en sucre raffiné.....	66.887 T.
Calcul en sucre roux.....	70.200 T.
Consommation locale et Madagascar.....	5.300 T.
	75.500 T.

Par suite de l'augmentation exceptionnelle de 30.000 tonnes du contingent colonial de 1937, le contingent réunionnais fut cette année là nettement supérieur au niveau qu'il occupait avant le protocole de 1938.

(1) D'après le compte rendu des opérations 1934-1938 par Mr: H. Poulet, Président de la Commission Arbitrale.

L'excédent de la campagne 1937 n'était guère que de 4.377 tonnes mais la campagne s'ouvrait avec un excédent non résorbé de la campagne 1936 de 24.367 tonnes. Le total des excédents se chiffrait à 28.744 tonnes.

Le chiffre énorme des stocks de la campagne 1936 déterminera la Commission consultative à ne pas faire de règlement définitif aux planteurs mais seulement une avance de 80 à 85 Frs. par tonne de cannes.

Ces 28.744 tonnes de stocks furent éliminées de la façon suivante :

Compensations Art. 6 du protocole.....	10.896 T. 001
Libération hors compensation, Art. 7 du	
Protocole	17.826 T. 270
Rachats de licences étrangères.....	7.371 T. 204
Ventes en admission temporaire.....	13.210 T. 011
	49.303 T. 486

Ainsi donc, à la fin de la campagne 1937 où les excédents avaient été particulièrement importants, non seulement la Réunion avait éliminé tous ses stocks mais elle s'était réservée une marge de 23.000 tonnes pour la campagne de 1938.

Devant de semblables résultats on comprend l'hésitation des planteurs à réduire leurs récoltes. Faisant le bilan des 4 années du Contingentement, M. Poulet constate que la Réunion a produit 318.254 tonnes de sucre. La faculté d'exportation de la Colonie, telle qu'elle résultait des accords professionnels, a été dépassée de 55.000 tonnes environ. Cependant le total des déstockages et des libérations par anticipation a atteint 78.475 tonnes et M. Poulet conclut : « La chance a joué un rôle prépondérant au cours

de ces 4 années. Il faut tout de même remercier ceux qui ont su la saisir et en tirer le maximum de profit. Evidemment, il aurait mieux valu avoir une organisation mettant la Colonie à l'abri d'une catastrophe économique toujours possible, mais entre temps et en raison des difficultés d'application pratique, contentons-nous d'enregistrer avec satisfaction les résultats acquis, qu'ils soient dus à la Providence ou au mérite des hommes. 4 ans de prospérité + 3 ans de sécurité relative = 7 ans. C'est beaucoup dans un monde qui vit au jour le jour ».

CONCLUSION

Depuis l'époque déjà lointaine de l'introduction de la canne à la Réunion, l'économie de l'île n'avait pas connu d'événement aussi important que le Contingentement des sucres. La nouveauté de ce procédé économique, la part allouée à la Réunion dans le Contingentement des rhums coloniaux, inclinaient les Réunionnais à la méfiance.

Vouée depuis un siècle à la seule culture de la canne, la Réunion voyait dans la limitation de sa production sucrière une question d'intérêt vital. Les exigences des producteurs métropolitains puissamment organisés depuis trois ans déjà, les appétits des autres colonies, rendirent malaisée la fixation du Contingent réunionnais.

L'application à la Réunion du Contingentement des sucres souleva de multiples difficultés tenant au tempérament individualiste du créole, aux traditions, aux conditions très particulières de l'agriculture locale. Cependant, après les inévitables tâtonnements du début, l'économie réunionnaise s'organisa dans le cadre du Contingentement.

Alors que tous les pays producteurs de sucre de cannes étaient contraints de restreindre leurs cultures, la production sucrière réunionnaise a augmenté, le prix des sucres fut maintenu à des cours rémunérateurs. Le Contingentement permit ainsi à la Réunion, dont toute la structure économique repose sur le sucre, d'éviter la crise mondiale. Le mouvement commercial de la colonie est passé de 247 millions en 1935 à 444 millions en 1938, soit une augmentation de 80 % (1).

(1) Compte rendu de l'exercice 1937-1938 à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de la Réunion, page 12.

L'influence sociale du Contingentement des sucres ne fut pas moindre.

Il est impossible de déterminer avec exactitude la part du contingentement dans les améliorations sociales constatées à la Réunion depuis 3 ans. Celles-ci seraient-elles survenues sans le mouvement politique de 1936 ? Nous ne le pensons pas. Ce qui est certain c'est que le contingentement, en épargnant à la Réunion les atteintes de la crise, lui a permis d'appliquer les lois sociales sans désorganiser son économie.

C'est encore dans l'industrie sucrière que fut créée, à la suite d'une sentence surarbitrale du Directeur de la Banque, la première Caisse de Compensation réunionnaise pour l'application du « Sursalaire familial ».

L'apparition à la Réunion en 1936 du syndicalisme ouvrier résulte de circonstances politiques. Elle n'a nullement été provoquée par le Contingentement et le resserrement des liens qu'il a entraîné entre les membres du Syndicat patronal des Fabricants de Sucre. Cependant, depuis que les usiniers ont obtenu, pour assurer l'application rationnelle du Contingentement, le monopole de fait de la vente des sucres, les syndicats agricoles de planteurs aujourd'hui vendeurs de cannes, semblent avoir pris une vitalité nouvelle.

La crainte un moment éprouvée, à la suite de la signature du Protocole de 1934 par les seuls usiniers, de voir se dresser l'un contre l'autre les deux ordres d'activité de la production sucrière n'a pas été justifiée. Grâce à l'action conciliatrice de la Commission Arbitrale, des accords intersyndicaux ont été conclus entre

planteurs et usiniers. Ces accords ont porté, notamment, sur le règlement des cannes, la constitution et l'élimination des stocks.

En outre, depuis l'accord du 5 août 1936 entre planteurs et usiniers, homologué le 6 août par un arrêté du Gouverneur : « Un délégué appointé par le Syndicat des planteurs aura la faculté de se tenir en permanence pendant la coupe sur les plates-formes des usines. Il aura la charge de vérifier les balances, de rédiger les procès-verbaux qu'il adressera au Président de la Commission Consultative qui en délibèrera le moment venu. Les Membres de la Commission Consultative auront, pendant la coupe, le droit de visiter les usines et d'entendre les doléances des gérants des planteurs, des camionneurs et charretiers ».

On peut donc dire que le Contingentement a affirmé et renforcé la solidarité entre planteurs et usiniers. Cette solidarité apparaît d'abord dans le règlement de la canne en fonction du prix des sucres : « Planteurs et usiniers, aux termes de l'accord du 18 juin 1935, homologué par un arrêté du Gouverneur du 28 juin, *solidaires* dans les conséquences possibles du Contingentement, acceptent pour la campagne 1935 de régler la canne à sucre sur la base provisoire des 9/10 à la livraison, le solde après liquidation complète des sucres de la campagne et aux prix de réalisation obtenus par les usiniers en ce qui concerne les quantités de sucre pouvant être éventuellement stockées. En cas de contingent non atteint ou dépassé de moins de 1/10, ristourne proportionnelle aux livraisons de chaque mois sur la base du prix du bordereau établi mensuellement. Chaque usinier est ainsi *solidaire* de ses planteurs aux conditions normales jusqu'à concurrence du contingent de son usine et au delà, aux conditions de réalisation prévues aux para-

graphes 4, 5, 6 et 7 du Protocole du 10 août 1934 fixant la part de contingent des Métropolitains et Coloniaux ».

L'étroite collaboration entre les délégations des planteurs et des usiniers, lors du renouvellement du Protocole de 1934, le service des usines assuré par les planteurs durant une grève récente, sont encore des manifestations de cette solidarité effective.

La seule difficulté véritablement grave soulevée entre planteurs et usiniers — la manipulation des cannes excédentaires — a été réglée à deux reprises par l'intervention de la Banque de la Réunion. S'il arrivait que le concours de la Banque ne puisse être obtenu, il y a lieu de penser que les usiniers seraient contraints par les Pouvoirs Publics de manipuler la totalité des récoltes. Cette obligation onéreuse serait imposée aux Fabricants de sucres en contrepartie de leur privilège d'exploitation.

Il faut donc souhaiter qu'une solution intervienne bientôt à cette angoissante question des cannes excédentaires.

Tel qu'il est appliqué actuellement à la Réunion, le Contingentement est en quelque sorte boiteux. La limitation de la faculté d'exportation d'un produit manufacturé périssable comme le sucre, sans réduction corrélative de la matière première, est profondément illogique. Cette situation instable risque de faire vasciller tout l'édifice du Contingentement. Elle ne saurait se prolonger indéfiniment sans inconvénients graves.

La faible augmentation de contingent allouée à la Réunion par le Protocole de 1938, l'obligation qui peut lui être imposée d'exporter une partie de ses excédents hors du régime douanier français, devraient orienter la colonie vers une limitation progressive et rationnelle de ses

cultures de cannes. Cette solution peut certes paraître extrême lorsque l'on considère que de 1934 à 1938 un excédent de production de 55.000 tonnes a pu être éliminé et qu'une marge de 23.000 tonnes d'importation supplémentaire a pu être ménagée sur le contingent de 1938.

Mais il convient de souligner que ces résultats ont été obtenus à l'aide d'opérations toutes fortuites. On ne peut raisonnablement tenir compte de ces débouchés exceptionnels dans l'examen des perspectives d'avenir de l'industrie sucrière réunionnaise. Celles-ci pourraient être bien meilleures si des « marchés de secours » s'ouvraient aux sucres réunionnais dans les autres colonies importatrices. Malheureusement, la solidarité intercoloniale est encore à créer. C'est ainsi que pour les trois années 1935, 1936 et 1937, l'Afrique Occidentale Française a importé 60.751 tonnes de sucre dont 6.451 tonnes seulement en provenance de la France et des Colonies françaises. Durant la même période, l'Afrique Equatoriale Française importait 23.134 quintaux métriques dont 4.413 de sucre français, et le Cameroun 11.151 quintaux métriques dont 6.081 seulement fournis par la France et ses Colonies.

La Réunion, pendant ce temps, voyait ses importations en provenance des autres colonies augmenter considérablement :

Frs 33.991.121. — en 1935,
Frs 38.022.330. — en 1936,
Frs 55.866.234. — en 1937,
et Frs 70.443.629. — pour la période du 1^{er}
juillet 1937 au 30 juin
1938.

Les exportations réunionnaises sur les autres colonies ont diminué, au contraire, de 54 % de 1929 à 1937 (1).

En attendant que les conférences impériales appliquent la solidarité intercoloniale qu'elles n'ont fait surtout jusqu'ici que proclamer, la Réunion doit abandonner la monoculture. Avec le contingent comme unique débouché certain, l'asservissement de l'Economie Réunionnaise au sucre est particulièrement dangereux : la colonie arrivera bientôt, en effet, à un état de stagnation économique d'autant plus préjudiciable que sa population est en augmentation constante.

Sans doute ses prix de revient élevés mettent-ils la Réunion en état d'infériorité vis-à-vis des Colonies neuves à main-d'œuvre bon marché ; néanmoins, les planteurs réunionnais ne doivent pas oublier que le café et la vanille Bourbon ont été classés parmi les meilleurs du monde. Après la rééducation du planteur, dont la facile culture de la canne a émoussé l'habileté agricole, les produits de la Réunion doivent pouvoir s'imposer sur le marché mondial *par leur qualité*.

De gros efforts ont, paraît-il, été faits ces temps derniers par l'Administration locale pour faciliter le retour de la colonie à la polyculture. Il faut espérer qu'ils ne seront pas stériles.

Ainsi donc, le Contingentement des sucres réunionnais a donné dans l'ensemble de très heureux résultats. Les réclamations qu'il suscite encore dans les colonies visent plutôt les modalités d'application, comme le règlement des cannes en espèces, que le principe même du contingentement.

(1) Compte rendu de l'exercice 1937-1938 à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de la Réunion, p. 5, déjà cité.

ment. Aussi n'est-il pas excessif d'appliquer à « l'expérience réunionnaise » les conclusions de la Commission d'Economie Générale de la Conférence Impériale :

« L'accord intervenu entre les sucriers métropolitains et les sucriers coloniaux pour discipliner leur production par une collaboration concertée, constitue un modèle de politique impériale à citer en exemple à toutes les activités et paraît propre à adapter comme il convient les offres aux facultés d'absorption de la consommation ».

Vu : pour le Doyen,
G. GIDEL.

Vu : le Président de Thèse,
René MAUNIER.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

ANNEXE

*PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 12 AVRIL 1934
AU MINISTÈRE DES COLONIES,
TENU SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. PIERRE LAVAL*

Sur convocation de Mr le Président Laval, Ministre des Colonies, les représentants qualifiés des fabricants de sucre des Colonies, se sont réunis le 12 avril 1934 à dix heures, dans le Cabinet du Ministre des Colonies.

Le Ministre des Colonies était assisté du Chef-Adjoint de son Cabinet, Mr A. Boissard. Il avait prié Mr Emile Taudière, Député, d'assister à cette réunion en qualité de rapporteur de la proposition de loi Chevrier, devant la Commission des Douanes.

Etaient présents :

Mr le Sénateur Léonus Bénard
Mr le Député Brunet..... pour la Réunion.

Mr Georges Schwoob d'Héricourt

Mr Legrand : pour la Compagnie Agricole et sucrière de Nossi-Bé.

Mr de Martignac : pour les Sucreries Marseillaises de Madagascar.

Mr Jacqueminet : pour la Guadeloupe.

Mr Seban : pour la Société Agricole et Sucrière de la Guyane Française.

Mr Jean Schwoob d'Héricourt, mandataire de la Martinique, absent de France, avait écrit à Mr Taudière les conditions de son accord éventuel.

*
**

Le présent procès-verbal a été établi, à l'issue de la réunion, pour dégager les points précis sur lesquels une

longue discussion avait permis de réaliser l'accord des intéressés.

I. — La part des Colonies dans le marché métropolitain (Métropole et Algérie), pour les trois années courant du 1^{er} octobre 1934 au 30 septembre 1937, reste fixée à 13 %, les achats d'alcools de betteraves par l'Etat n'ayant pas été compris dans les calculs à la suite desquels a été rétablie la répartition entre la Métropole et les Colonies.

Toutefois, pour répondre à diverses revendications ardemment présentées par les producteurs coloniaux, le Ministre des Colonies prie Mr Taudière de demander aux producteurs métropolitains, au nom des producteurs coloniaux, qui subordonnent à ces conditions leur acceptation, que les contingents forfaitaires prévus au protocole d'accord du 27 novembre 1933 soient abandonnés intégralement par eux, dès le début de la mise en vigueur de l'accord en faveur des coloniaux, et pour le maximum des quantités prévues, soit :

2.000 tonnes réservées pour compenser à la Réunion la perte éventuelle du marché de Madagascar,

2.000 tonnes réservées pour la Guyane,

6.000 tonnes réservées pour les Sucreries Marseillaises à Madagascar.

Ces contingents forfaitaires annuels, au lieu de retourner à la masse dans le cas où ils ne seraient pas utilisés pour l'objet en vue duquel ils ont été créés, seraient attribués, pour en disposer librement, en sus de leur contingent normal :

les 2.000 tonnes réservées pour la Réunion à la Réunion,

les 8.000 tonnes réservées pour la Guyane et les Sucreries Marseillaises de Madagascar, dans la mesure des disponibilités restant après utilisation en vue de l'objet pour lequel elles ont été réservées, 50 % à la Réunion, 50 % à la Guadeloupe, la Martinique, Nossi-Bé.

La situation spéciale, ainsi créée en faveur de la Réunion, est motivée par le fait que la moyenne des deux dernières années de production comporte, pour cette colonie, une année (1932) au cours de laquelle un cyclone a réduit le chiffre de la production.

Cette compensation est destinée à rétablir entre les diverses colonies l'égalité de traitement.

II. — Il est précisé que, pour les calculs statistiques nécessaires à la fixation des parts respectives des Colonies dans le Contingentement colonial, les chiffres seront décomptés par années calendaires (1^{er} janvier au 31 décembre 1932 et 1933) pour la Guadeloupe, la Martinique, Madagascar, la Guyane ; par années de récolte (1^{er} juillet au 30 juin 1932-1933 et 1933-1934) pour la Réunion.

III. — Les chiffres des importations coloniales dans la Métropole seront établis au moyen de bons de détaxe de distance délivrés, au cours des années 1932 et 1933 pour la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Madagascar, et des périodes de campagne correspondantes pour la Réunion.

Sur les conditions ainsi fixées, complétant le protocole d'accord du 27 novembre 1933, ont donné leur accord à la demande du Ministre des Colonies :

Mr Georges Schwoob d'Héricourt pour Nossi-Bé.

Mr Legrand.....

Mr de Martignac : pour les Sucreries Marseillaises de Madagascar,

Mr Seban : pour la Guyane Française.

Mr le Sénateur Léonus Bénard pour la Réunion.

Mr le Député Brunet.....

Mr Jacqueminet : pour la Guadeloupe,

ont donné leur accord de principe, s'engageant à câbler immédiatement à leurs mandants pour leur annoncer l'accord général intervenu et les prier de le ratifier.

Mr Taudière a donné connaissance de la lettre de Mr Jean Schwoob d'Héricourt au sujet de la Martinique, et les personnalités présentes ont estimé qu'en raison de l'accord intervenu entre tous, elle comportait également accord de la part du mandataire de cette Colonie.

Les intéressés ont signé le présent procès-verbal pour qu'il soit annexé au protocole d'accord du 27 novembre 1933, en attendant l'accord définitif à intervenir avec les producteurs métropolitains.

ENGAGEMENT

Il a été préalablement exposé :

Que la production de l'industrie sucrière en France et aux colonies est redevenue amplement suffisante et permet de faire face aux besoins de la consommation nationale et que, notamment, en 1931, par suite d'une récolte de betteraves exceptionnelle, la production a dépassé de près de 200.000 tonnes les besoins présumés de la consommation.

Que ce supplément exceptionnel de production, coïncidant avec l'effondrement des cours du sucre sur le marché mondial, aurait eu pour conséquence, si les choses étaient restées en l'état, de réduire à néant pour la culture betteravière et celle de la canne à sucre, essentielles à l'économie nationale, l'efficacité de la protection douanière qui leur avait été accordée par les Pouvoirs Publics.

Qu'il importait, dans ces conditions, de rechercher pour la sauvegarde de tous les intérêts en jeu, économie nationale, culture, industrie sucrière, commerce et consommateur, les mesures propres à éviter tout malaise sur le marché du sucre, malaise qui serait préjudiciable à tous les intérêts en jeu, tant par les effets immédiats que par réactions néfastes qu'il entraînerait sur les années ultérieures.

Que ces mesures ont paru consister en la recherche d'un équilibre concerté entre la production et la consommation intérieure, équilibre évitant aussi bien l'onéreuse constitution de stocks superflus qu'une restriction dans la production conduisant à des réserves insuffisantes pour faire face aisément à la soudure entre deux campagnes.

Que les mesures déjà prises à ce sujet, en 1931, ont pleinement donné les résultats qu'on en pouvait attendre.

C'est dans cet esprit, que l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers, a établi, avec chacun de ses adhérents coloniaux, la présente convention dont les principes sont strictement conformes à ceux contenus dans la convention passée en 1931, dont le texte et l'esprit ont eu l'approbation du Gouverne-

ment (lettre du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, du 17. novembre 1930).

Entre :

l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers, constituée sous le régime de la Loi du 21 mars 1884, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la Loi du 12 mars 1930,

Et :

exploitant les usines de.....
à la colonie de.....
qui intervient pour % dans les droits à importation de ladite colonie, et ci-après dénommé l'adhérent ; l'engagement suivant est pris, étant entendu qu'il établit, en même temps qu'un rapport contractuel, une communauté d'efforts entre tous les signataires d'engagements analogues.

Article premier. — L'adhérent s'engage pour chacune des campagnes 1934-1935, 1935-1936, 1936-1937, lesdites campagnes commençant le 1^{er} octobre de la première année pour se terminer le 30 septembre de l'année suivante :

1. — A limiter ses importations sur le territoire européen de la France et en Algérie au chiffre qui lui sera fixé pour chacune desdites campagnes par le Bureau Syndical, la décision de celui-ci étant prise en conformité des règles ci-après énoncées.

2. — A stocker chaque année, sous le contrôle du Bureau syndical, les quantités de sucre non destinées à la réexportation qu'il sera amené à introduire dans les territoires ci-dessus en excédent des chiffres qui lui auraient été fixés pour chacune desdites années.

3. — Lorsque les quantités ainsi stockées auront été remises à la disposition par le Bureau syndical, à leur donner l'utilisation que celui-ci aura prescrit dans les délais indiqués par lui.

Les articles ci-après précisent les conditions d'application de ces trois obligations.

Art. 2. — Chaque année, avant le 1^{er} mars, le Bureau syndical établira le chiffre de la consommation présumée en France, Algérie et Sarre, s'il y a lieu, depuis le 1^{er} octobre de ladite année jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

Se basant sur le chiffre de cette consommation présumée et sur celui des excédents probables en France métropolitaine au 1^{er} octobre (à l'exception des excédents stockés), le Bureau syndical déterminera pour la campagne considérée le total de la production métropolitaine et des importations coloniales.

Après déduction de 10.000 tonnes visées aux paragraphes suivants, le solde sera réparti comme suit :

87 % sera affecté à la production métropolitaine
et 13 % aux importations des Colonies.

Le chiffre ainsi réservé aux importations coloniales sera réparti entre les Colonies importatrices et la Compagnie Agricole et Sucrière de Nossi-Bé, au prorata de la moyenne de leurs importations sur le territoire métropolitain au cours des années 1932 et 1933 (ou campagne correspondante, en ce qui concerne la Réunion), étant entendu que le chiffre des importations sera établi d'après les bons de détaxe de distance, délivrés par le Service des douanes, au cours de la période indiquée.

Au chiffre ainsi déterminé, viendront s'ajouter annuellement, pour tant qu'elles ne seraient pas utilisées aux fins en vue desquelles elles avaient été prévues, 10.000 tonnes d'importations originellement destinées à la dotation d'usines récemment créées ou à la compensation de pertes possibles de certains débouchés.

La répartition de ces 10.000 tonnes se fera entre les Colonies dans les conditions suivantes :

a) La partie des 8.000 tonnes destinées à l'usine de Namakia de la Société des Sucreries Marseillaises de Madagascar et à celle de la Société Sucrière et Agricole de la Guyane qui ne serait pas utilisée par ces affaires, sera répartie à raison de 50 % à la Réunion et 50 % à la Guadeloupe, la Martinique et la Compagnie Agricole et Sucrière

de Nossi-Bé au prorata de la moyenne des importations de 1932 et 1933.

b) Les 2.000 tonnes, destinées à compenser pour la Réunion la perte éventuelle du marché de Madagascar, lui seront attribuées en tout état de cause. Les avantages ci-dessus ont été accordés à la Réunion pour rétablir, en raison du cyclone de 1932, une égalité de traitement entre les diverses colonies.

Art. 3. — Contrôle des Importations

Les quantités importées par l'adhérent sur le territoire européen de la France et l'Algérie, au cours de chaque campagne, seront déterminées au moyen des bons de détaxe de distance établis par l'Administration des Douanes. Cette Administration, pour chaque lot de sucre de canne importé des Colonies, établira un duplicatum du bon de détaxe de distance qu'elle fera parvenir immédiatement au Bureau de l'Association Syndicale.

En outre, chaque adhérent s'engage à n'expédier ou à ne faire expédier aucune quantité de sucre destinée à l'importation dans la métropole ou l'Algérie, au delà de son contingent, sans qu'un exemplaire du connaissement, endossé en blanc, ne soit adressé à l'Association Syndicale.

Celle-ci ne remettra les documents au mandataire de l'adhérent (à désigner par ce dernier) que lorsque l'adhérent aura stocké ou fait stocker par une tierce personne une quantité de sucre équivalant, en raffiné, au quantum expédié en surplus de son contingent de l'année.

Ne seront considérés comme stockés que les sucres de provenance métropolitaine ou des colonies du premier groupe et effectivement placés soit dans les Magasins Généraux, soit dans les magasins d'usines placés sous le contrôle des Contributions Indirectes, et dont les récépissés-warrants ou les transferts en régie auront été remis à l'Association syndicale.

Dans le but de faciliter les transactions, l'adhérent peut demander le remplacement, quantité par quantité, (en raffiné) des sucres déjà stockés par d'autres sucres remplissant les mêmes conditions.

Les récépissés-warrants ou transferts en régie constituant le stock de remplacement devront, toutefois, être remis à l'Association syndicale avant la libération du stock qu'ils sont destinés à remplacer.

L'inexécution de l'engagement de stocker fera encourir, par quintal non stocké, une pénalité correspondant aux droits de douane en vigueur pendant la campagne, majorée de Frs 25.

Art. 4. — Reprise aux stocks par les déficitaires

Les adhérents déficitaires, s'ils ont des sucres stockés, recouvreront, par priorité à toute compensation de leur déficit, la libre disposition desdits sucres pour une quantité égale à la différence entre leurs importations autorisées et leurs importations déficitaires réalisées pour la campagne.

Art. 5. — Compensation des excédents et des déficits d'une même campagne

Les adhérents d'une même colonie auront tout d'abord la faculté de faire entre eux, mais entre eux seulement, sous réserve d'en informer l'Association Syndicale, la compensation de leurs excédents et de leurs manquants individuels, pourvu que les importations globales de cette colonie ne dépassent pas le total des importations autorisées pour l'ensemble des fabricants de cette même colonie.

Une fois ces compensations effectuées dans chaque colonie, si le montant global des importations d'une ou de plusieurs colonies reste inférieur au chiffre prévu à l'article 2, le montant de cette différence en moins sera réparti entre toutes les autres colonies au prorata de leurs excédents.

Il s'ensuivra, d'abord, pour les adhérents excédentaires, puis pour les colonies excédentaires, une libération des excédents compensés et qui s'effectuera au prorata des excédents de chacun. Ces compensations n'auront lieu que contre versement à l'Association syndicale, par 100 kilogs de raffiné, d'une somme égale à 6 % du cours moyen de la cote officielle du disponible de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier de la même année.

Toutefois, n'interviendront pas dans le calcul des compensations, les déficits éventuels des colonies sur leur part des 10.000 tonnes accordées en supplément — ceux-ci seront répartis entre les colonies excédentaires au prorata de leurs importations en France de l'année considérée, et ne donneront pas lieu au versement de l'indemnité ci-dessus.

*Art. 6. — Compensation des déficits non utilisés
avec les excédents des campagnes antérieures*

Si, après cette compensation des déficits « non comblés » avec les excédents de la même année, il restait encore des déficits non utilisés, le Bureau de l'Association syndicale déterminera, pour les excédents restant stockés des années précédentes, la partie compensable par les déficits de l'année en cours non absorbés par les deux répartitions ci-dessus.

Ces sucres seront libérés puisque leur libération n'accroît pas la quantité mise à la disposition du marché.

Toutefois, cette libération n'aura lieu que contre versement d'une somme égale pour chaque quintal libéré à 6 % du cours moyen du sucre (cote officielle du disponible) de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier.

Art. 6 bis. — Compensation entre colonies et métropole

Enfin, une fois terminées toutes compensations dans chaque colonie, toutes compensations entre toutes les colonies et toutes compensations entre toutes les usines de la Métropole, il y aura, s'il y a lieu, compensations d'excédents et de déficits entre l'ensemble des colonies et l'ensemble de la métropole.

Ces compensations donneront lieu à libération effective au prorata des excédents, et contre versement à l'Association syndicale d'une indemnité de 6 % du cours moyen du disponible de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier.

L'ensemble de ces indemnités de 6 % ainsi versées par les excédentaires entre les mains de l'Association syndicale sera réparti par elle entre les divers déficitaires des différentes catégories.

Art. 7. — Les excédents qui n'auront pu être compensés par l'une des opérations définies plus haut devront rester stockés jusqu'à décision du Bureau syndical :

1. — Si la situation du marché français l'exige, le Bureau syndical pourra prescrire l'utilisation d'une partie des stocks à des exportations en dehors du régime douanier français ou leur emploi à des usages autres que la consommation. L'utilisation à donner à cette partie du stock restera au choix des adhérents, mais devra être réalisée proportionnellement pour chacun d'eux à leur part dans le stock, dans les délais qui seront fixés par le Bureau syndical et sous son contrôle.

Les adhérents désirant utiliser d'autres moyens que l'exportation devront faire connaître ces moyens au Bureau syndical, pour approbation préalable et organisation du contrôle.

Toutefois, les sucres qui auront été stockés en excédent d'une campagne déterminée ne pourront pas être l'objet d'une telle décision au Bureau syndical avant la constatation effective de l'achèvement de la fabrication et le règlement des comptes de la campagne suivante.

2. — Si, au contraire, pour satisfaire aux besoins du marché français, le Bureau syndical est amené à décider la libération des sucres stockés hors de toute compensation, cette libération s'appliquera d'abord aux sucres les plus anciens, mais elle n'aura lieu en tout état de cause que contre versement par les adhérents intéressés, entre les mains de l'Association syndicale, d'une somme égale, pour chaque quintal libéré, à 6 % de la valeur moyenne de la cote officielle du sucre disponible au jour de la libération.

Les sommes ainsi versées par les adhérents intéressés seront affectées au fonds de propagande.

Art. 8. — Dans le cas où, pour diverses causes (diminution de la consommation, introduction de sucres étrangers non prévue dans le régime réglant actuellement les importations), le Bureau syndical constaterait un excédent de marchandise pesant lourdement sur le marché, il pourrait, sous réserve que la décision soit prise par les trois quarts de ses membres, ordonner la constitution nouvelle d'un

stock global à la charge de chacun des adhérents, proportionnellement à leur « droit à importation », et dont les modalités de libérations ultérieures seront laissées à la décision du Bureau et de la Conférence consultative.

Si le stock global ainsi constitué est inférieur ou égal à 50.000 tonnes, il devra être résorbé sur la campagne suivante, et la production autorisée pour ladite campagne sera déterminée en conséquence.

S'il est supérieur à 50.000 tonnes, il devra être résorbé dans un délai maximum de deux campagnes, dont les productions autorisées devront être déterminées en conséquence.

Art. 9. — Le présent engagement s'applique aux sucres extraits de betteraves et de mélasses ou de cannes par les adhérents, du 1^{er} octobre 1934 au 30 septembre 1937.

Il y a lieu de considérer comme sucres faisant l'objet du présent engagement, pour les sucres métropolitains, les sucres raffinés, les sucres blancs, les sucres de premier jet, les sucres de deuxième jet, les sucres contenus dans les produits en cours de fabrication, mélasses exceptées, et pour les sucres coloniaux, les sucres de toute nature faisant l'objet d'une importation, comme dit ci-dessus.

Les calculs résultant de cet engagement s'effectuent sur la base des sucres raffinés.

Le rendement présumé des produits importés est celui résultant des constatations des laboratoires de la douane relaté par les bons de détaxe de distance.

Le Bureau de l'Association syndicale détermine, de plus, pour le travail d'extraction du sucre de mélasse, le rendement à prendre comme base de tous les calculs résultant du présent engagement, en ce qui concerne les établissements extrayant le sucre des mélasses.

Art. 10. — Propagande

En vue d'assurer le développement de la consommation du sucre, l'adhérent s'engage à verser annuellement à l'Association syndicale une somme de Fr. 0.20 par quintal de sucre importé (en raffiné).

Dans le même but, l'adhérent s'engage à faire état, dans le règlement des cannes aux planteurs, d'une deuxième somme de Fr. 02.0 par quintal de sucre à lui payer, qu'il versera également à l'Association syndicale.

Art. 11. — L'exécution du présent engagement est assurée par :

1. — L'Assemblée générale des Adhérents de l'Association syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers.

2. — Le Bureau de l'Association Syndicale qui comprendra parmi ses membres deux représentants des fabricants de sucre de canne, assisté, le cas échéant, de la Conférence prévue à l'article 7 des Statuts de cette Association et à l'article 12 du présent engagement.

Pour tout ce qui concerne, tant les quantités à stocker ou à libérer que les modalités pratiques de ces opérations, libre initiative est laissée au Bureau de l'Association syndicale, en conformité des principes d'assainissement du marché en vue desquels est pris le présent engagement et conformément aux prescriptions de l'article 12 ci-après.

Art. 12. — Le Bureau de l'Association syndicale, en tant que chargé de la direction des opérations entraînées par l'exécution du présent engagement, se réunira toutes les fois que cela sera nécessaire et au moins au début de chaque trimestre.

Lorsque l'ordre du jour d'une réunion portera sur un objet intéressant la production dans ses rapports avec la culture ou l'exportation et notamment pour l'exécution des articles 2, paragraphes 2 et 3, article 7, paragraphes 2 et 5, article 8, paragraphe 1, le Bureau devra être assisté d'une Conférence consultative composée de 19 membres au maximum dont : 10 représentants des planteurs de betteraves, 2 représentants des planteurs de cannes, désignés par la Confédération desdits planteurs, 2 représentants des raffineurs, 3 représentants des Syndicats de la distillerie de betterave, les 2 autres membres pouvant être des personnalités compétentes que le Bureau de l'Association Syndicale jugerait nécessaire de leur adjoindre.

En cas de rejet par la Conférence consultative des décisions proposées par le Bureau de l'Association Syndicale,

celles-ci seront soumises à une Commission composée de 9 fabricants de sucre de canne ou de betterave, 9 planteurs, 3 représentants des Associations de distillation de betteraves, 2 représentants des raffineurs et les deux autres membres de la Conférence consultative. Les décisions en question ne seront définitives qu'après approbation de cette Commission.

Le Bureau de l'Association Syndicale devra communiquer à la Conférence tous documents utiles pour justifier de l'exécution globale des mesures adoptées.

Art. 13. — L'adhérent s'engage à envoyer au siège de l'Association syndicale, à des époques à fixer par le Bureau, tous renseignements et documents nécessaires à l'exécution du présent engagement.

L'adhérent s'engage à fournir ces indications de bonne foi et à permettre aux personnes qui en sont chargées par l'Association, choisies parmi les experts qualifiés tenus au secret professionnel et non intéressés par leurs fonctions ordinaires aux opérations du marché du sucre, le contrôle de l'exécution du présent engagement par l'examen des pièces de régie.

L'Association et ses chargés d'affaires s'engagent à garder un silence absolu sur les enquêtes et les résultats et à n'en faire état que sous forme de relevés statistiques totaux.

Art. 14. — En cas de vente, location ou cession sous une forme quelconque de son exploitation à un tiers, l'adhérent est tenu de rapporter l'adhésion de son successeur de telle sorte que ce dernier se substitue à lui pour l'exécution du présent engagement et se charge d'en assumer les obligations.

Si le successeur n'exploitait pas effectivement l'usine vendue, louée ou cédée, il perdrait naturellement le bénéfice du « droit à importation » de l'adhérent.

Art. 16. — Le présent engagement sera mis en vigueur le 1^{er} octobre 1934. Il est valable jusqu'au 30 septembre 1937, et se prolonge par tacite reconduction pour une nouvelle période de 3 ans expirant le 30 septembre, s'il n'a pas

été dénoncé au plus tard le 1^{er} octobre de l'année précédent la date d'expiration, par lettre recommandée adressée à la Direction de l'Association. S'il s'est produit une dénonciation de la part d'un ou de plusieurs adhérents, cette dénonciation sera portée immédiatement par les soins du Bureau à la connaissance de tous les adhérents, mais l'engagement reste quand même en vigueur entre les autres adhérents, à moins que la production en sucre desdits adhérents restant soit inférieure à 95 % de la production en sucre soumise à l'engagement sur la base des chiffres ayant servi à l'établissement des coefficients.

Le règlement de tous les comptes et mesures résultant du présent engagement pourra être effectué postérieurement à la durée pour laquelle il est contracté.

Les stocks existant éventuellement à l'expiration de l'engagement pourront être, l'année suivante, comblés par le déficit du possesseur lui-même d'après la formule définie à l'article 4 ci-dessus.

Les bases utilisées pour calculer les déficits ou les excédents seront alors, pour chaque adhérent, le « droit à importation » de la dernière campagne d'application de l'engagement.

Les excédents qui n'auront pas été convertis par le procédé ci-dessus devront obligatoirement être utilisés pour un autre usage que la consommation de France, Algérie, Colonie du 1^{er} Groupe, et Sarre s'il y a lieu, par exportation en dehors du régime douanier français, transformation chimique, etc...

Les adhérents désirant utiliser d'autres moyens que l'exportation devront faire connaître ces moyens au Bureau pour approbation et organisation du contrôle.

Le Bureau conservera, à cet égard, tous pouvoirs jusqu'à apurement total et définitif de la situation qui devra être réglée dans un délai maximum de deux ans.

Art. 16. — Le présent engagement pourra être résilié sur la demande d'un nombre d'adhérents représentant au moins 75 % de la production de sucre française (métropolitaine et coloniale).

Art. 17. — Tous les différends susceptibles de naître entre l'Association syndicale et l'adhérent au sujet des clauses du présent engagement seront obligatoirement soumis à deux arbitres choisis à raison de un par partie et dans le délai maximum de deux semaines, augmenté des délais de distance de droit commun applicables au siège d'exploitation de l'adhérent.

Si l'une des parties ne désigne pas son arbitre dans le délai indiqué ci-dessus, cette désignation sera demandée par l'autre partie au Président du Tribunal de Commerce de Paris ; en cas de désaccord, les deux experts devront s'en adjoindre un troisième choisi d'un commun accord ou, à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Commerce de Paris.

Avant toute décision d'arbitrage, les intéressés seront obligatoirement convoqués pour être entendus.

Les décisions prises à la majorité des arbitres seront définitives et sans appel. Leur application sera obligatoire pour les deux parties.

Au cas où, pour une cause quelconque, l'arbitrage prévu ci-dessus n'aurait pas lieu, le Tribunal de Commerce de la Seine serait seul compétent.

En cas de litige, les frais d'enregistrement et tous autres seront à la charge de la partie défaillante.

PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LES DÉLÉGUÉS DES PRODUCTIONS SUCRIÈRES MÉTROPOLITAINES ET COLONIALES

Les soussignés, représentant les productions sucrières de la métropole et des colonies ci-après : Réunion, Martinique, Guadeloupe, Madagascar, Nossi-Bé, Côte-Est, Namakia, Guyane, Comores, Indochine, se sont mis d'accord sur les bases suivantes qui constituent les dispositions contractuelles visées aux articles 1^{er} et 3 du décret du 27 août 1937 :

La Commission prévue par les décrets du 25 et du 31 août 1937 doit fixer, chaque année, le total de la production métropolitaine et des importations coloniales pour

chaque campagne (période allant du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante). Par importations, il faut entendre les sucres débarqués. Toutefois, si, au cours d'une campagne, une colonie n'a pas importé la totalité de son contingent avant le 1^{er} octobre, elle pourra, sur demande justifiée, obtenir de l'A. S. l'autorisation de comprendre dans les importations de la campagne écoulée les arrivées en France qui auraient été retardées. Le délai supplémentaire ainsi accordé ne pourra excéder quarante jours.

La part de la production coloniale de ce total sera :

1. — La première campagne (du 1^{er} octobre 1937 au 30 septembre 1938) de 14 % ;

2. — La deuxième campagne (du 1^{er} octobre 1938 au 30 septembre 1939) de 14.75 % ;

3. — Pour chaque campagne, à partir de la troisième, de 15 %.

En plus des contingents réguliers ainsi définis, les producteurs coloniaux pourront importer 30.000 tonnes au cours de la campagne 1937-1938.

D'autre part, au cours de la campagne 1938-1939, les colonies pourront importer 10.000 tonnes en plus de leurs contingents réguliers, à charge toutefois par elles de réduire, au cours de chacune des deux campagnes suivantes, leurs importations de 4.300 tonnes par rapport à leurs contingents réguliers définis plus haut.

Les parties contractantes prennent l'engagement réciproque de respecter scrupuleusement le marché intérieur de chacun des autres contractants.

Il est entendu, par ailleurs, que les importations de chaque colonie pourront, chaque campagne, être excédentaires jusqu'à concurrence de 10 % de son contingent, à titre d'escompte sur le contingent de la campagne suivante (cette disposition n'est pas applicable à la campagne 1940-1941).

De même, toute colonie dont les importations seront déficitaires au cours d'une campagne pourra augmenter ses importations, de la ou des deux campagnes suivantes, en compensation de son déficit, jusqu'à concurrence du total d'un maximum de 5 % de son contingent.

Chaque colonie déficitaire devra déclarer, aussitôt ses importations terminées, la façon dont elle entend répartir l'importation supplémentaire résultant du paragraphe précédent.

Les déficits et les excédents des colonies, par rapport au contingent qui leur est fixé chaque année, se compensent directement entre colonies sous le contrôle de l'Association syndicale pour la défense des intérêts économiques agricoles et sucriers.

Les déficits d'importation des colonies, après cette compensation entre elles, pourront servir de compensation à un excédent de production métropolitaine.

De même, les déficits de production métropolitaine donneront droit, par compensation, à une importation supplémentaire de la part des colonies.

Toutefois, l'escompte éventuel de leur production de l'année suivante fait par les diverses colonies, viendra en déduction de cette importation supplémentaire.

Les stocks de sucre excédentaire non introduit dans la métropole en excédent des 20 % du contingent de chaque colonie pour la campagne considérée, sont passibles d'exportation en dehors du régime douanier français métropole, et colonies.

Au cas où la constitution du stock global prévu à l'article IX des accords entre métropolitains viendrait à être décidée, les producteurs coloniaux s'engagent à participer à la constitution de ce stock global, dans les conditions qui seront fixées par le bureau de l'Association syndicale et la conférence consultative, prévu aux accords de contingentement.

Les colonies s'engagent, d'autre part, à verser à l'Association syndicale une somme de 40 centimes par quintal de sucre importé, exprimé en raffiné, dont 20 centimes au titre sucre à la charge des fabricants et 20 centimes au titre canne à la charge des planteurs.

Ces sommes seront employées exclusivement à la propagande pour le développement de la consommation du sucre.

Les colonies seront représentées au Comité de Direction de l'organisme de propagande.

Pour l'application des présents accords, l'évaluation en raffiné des quantités de sucre importées se fera sur la base du tirage net indiqué par le Service des Douanes.

La répartition entre les diverses colonies des contingents et quantités prévus dans le présent accord se fera conformément au protocole signé par les représentants de chacune d'entre elles le 4 mars 1938 et annexé au présent accord.

Fait à Paris, le 7 mars 1939.

Pour la délégation métropolitaine :

Association syndicale pour la Défense
des intérêts économiques, agricoles et
sucreries :

Gilbert, Dubreuil, Pierre Corbin.

Comité Central des fabricants de sucre

de France :

R. BOUCHON.

Confédération générale des planteurs
de betteraves à sucre :

MONMIREL, Jean ACHARD, E. BARTHE.

Pour la délégation coloniale :

La Réunion :

DUPUIS, Charles DECLER, JOURDAIN, DE VILLELE

Martinique :

Guadeloupe :

J. SCHWOB d'HERICOURT. MONROUX, JACQUEMINET.

Nossi-Bé :

Namakia :

LEGRAND.

de MARTIGNAC.

Comores :

Côté Est de Madagascar :

GRUET.

FAUCHERE.

Indochine :

Guyane :

Usines à sucre : DENTZ.

SEBAN.

Producteurs indigènes :

pr. Gourdon, GAUTHIER.

*
**

*Annexe au Protocole d'accord
du 7 mars 1938 entre les Délégués des Productions
Sucrières, Métropolitaines et Coloniales*

Les délégués des colonies productrices de sucre, à savoir :

Pour la Réunion : MM. de Villèle, Decler, Jourdain :

Pour la Guadeloupe : MM. Jacqueminet, Monroux.

Pour la Martinique : M. Schwob d'Héricourt, à l'exception de l'Usine du Marin ;

Pour Nossi-Bé : M. Legrand ;

Pour sucreries marseillaises de Madagascar : Mr de Martignac ;

Pour la Société S. et A. de la Guyane française : Mr Seban ;

Pour l'Indochine :

a) Représentant des usines à sucre : Mr A. Dentz, administrateur délégué de la Société des Sucreries et raffineries de l'Indochine ;

b) Représentant des producteurs de sucre roux : Mr Gauthier.

Pour l'Archipel des Comores : Mr Gruet.

Pour la Côte Est de Madagascar : Mr Fauchère,
sont d'accord sur les points suivants :

Pour répondre au désir exprimé par les producteurs de sucres métropolitains devant Mr le président Barthe, dans la séance de ce jour et auquel les délégués des colonies ont souscrit, les quantités de sucre revenant aux colonies sont exprimées par un pourcentage du contingent global de la consommation présumée métropolitaine et algérienne.

En conséquence, il est précisé que la répartition du contingent global revenant aux colonies se fera dans les conditions ci-après :

1. — Sur le contingent global colonial seront prélevées, avant toute répartition :

a) 2.000 tonnes exclusivement attribuées à la Réunion en compensation de la perte des marchés de Madagascar et de l'Indochine ;

b) 6.000 tonnes à l'usine de Namakia ;

c) 3.000 tonnes affectées aux trois nouvelles parties prenantes (Indochine, Comores, Est de Madagascar).

En outre, à partir de la campagne 1939-1940, 2.500 tonnes affectées à la Guyane.

2. — Le solde sera réparti entre les colonies sur la base des pourcentages établis en 1934, à savoir :

Réunion : 38.99 % ;

Martinique : 30.27 % ;

Guadeloupe : 26.15 % ;

Nossi-Bé : 4.59 %.

3. — Les quantités non utilisées par Namakia, les trois nouvelles parties prenantes et la Guyane reviendront pour moitié à l'île de la Réunion et pour moitié à la Martinique, à la Guadeloupe et à Nossi-Bé au prorata de leurs contingents initiaux et respectifs, selon la formule arrêtée en 1934 ;

4. — La répartition des 3.000 tonnes attribuées aux trois nouvelles parties prenantes sera faite ainsi qu'il suit :

Indochine : a) Usines à sucre : 1.200 tonnes

b) Producteurs indigènes de sucre roux :
1.000 T.

Comores : 500 Tonnes.

Usines de la côte Est de Madagascar : 300 Tonnes.

Paris, le 7 mars 1958.

Signé :

A. JACQUEMINET.

JOURDAIN.

SEBAN.

GRUET.

MONROUX.

J. SCHWOB d'HERICOURT.

LEGRAND.

DENTZ.

DE VILLELE.

DE MARTIGNAC.

GAUTHIER.

BIBLIOGRAPHIE

- D. CAPUS et D. BOIS. — Les produits coloniaux. Origine. Production. Commerce.
- DUBUISSON. — L'Ile de la Réunion en 1899.
- CHARLEVOIE. — Histoire d'Amérique.
- MAILLARD. — Notes sur l'Ile de la Réunion, 1862.
- Elie PAJOT. — Simples renseignements sur l'Ile Bourbon.
- LÉON COLSON. — Culture et Industrie de la Canne à Sucre aux îles Hawaï et à la Réunion (2^e édition Challamel, 1905) Paris.
- Emmanuel DURAND. — L'Ile de la Réunion et le Crédit Foncier Colonial. Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1914.
- Raphaël BARQUISSEAU, Hippolyte FOUCQUE et Hubert JACOB DE CORDEMOY. — L'Ile de la Réunion (Ancienne Ile Bourbon), 2^e édition publiée à l'occasion de l'Exposition Réunionnaise de 1925, Paris, 1925.
- Paul CHAMPDEMERLE. — Le problème de la main-d'œuvre à l'Ile de la Réunion, Thèse, Paris 1929.
- René PLISSONNEAU-DUQUENE. — Un essai de Contingement d'Importation au XVII^e siècle. (Episode de la lutte entre raffineries coloniales et métropolitaines), librairie du Recueil Sirey, Paris 1935.
- PENNOCK (J. A.). — La question du sucre en Europe depuis la Guerre Mondiale, Paris 1935.
- Jean MICHEL. — L'Entente Intersyndicale des Producteurs de Sucre, Paris 1936.

Henri CORNU. — Une expérience législative à la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe, Paris 1935.

L. BENARD, Sénateur. — L'Ile de la Réunion et le Contingement des sucres, Charleville 1934.

Charles André DOLEY. — La situation économique à la Réunion : hier, aujourd'hui, demain. Réunion, avril 1936.

Henry POULET. — Compte rendu de l'exercice 1937-1938 à des opérations 1934-1938.

Henri POULET. — Compte rendu de l'exercice 1937-1938 à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de la Réunion du 24 septembre 1938.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale de la Fédération Générale des Syndicats Agricoles de la Réunion, tenue le 23 février 1938.

Journaux de l'Ile de la Réunion : Le peuple, Le Progrès, La Victoire Sociale.

Revue Agricole de l'Ile de la Réunion.

Les Cahiers d'une Vieille Colonie : Réunion 1909, 1934, 1935.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
PRÉLIMINAIRES. — Introduction de la canne à sucre à la Réunion. — Développement de la culture de la canne et de l'industrie sucrière de 1815 à nos jours.....	7
CHAPITRE II. — Le marché du sucre après la guerre. — La surproduction. — Le plan Chadbourne.....	21
CHAPITRE III. — Du contingentement.....	31
CHAPITRE IV. — Nécessité et fondation de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers.....	43
CHAPITRE V. — Nécessité de la participation coloniale aux accords de 1931.....	51
CHAPITRE VI. — Les accords du 16 mai 1934.....	73
CHAPITRE VII. — Répartition du contingent de la Réunion entre les sucreries de l'Ile.....	81
CHAPITRE VIII. — La production sucrière réunionnaise et le contingentement	89
CHAPITRE IX. — Le contingentement et la culture.....	99
Section 1. — Mode traditionnel de règlement des cannes à la Réunion.....	99
Section 2. — La liberté des sucres.....	103
Section 3. — La liberté des cannes.....	113
Section 4. — Le contingentement et la Banque de la Réunion	121
CHAPITRE X. — Le contingentement et les pouvoirs publics....	129

CHAPITRE XI. — Le contingentement et le commerce local....	133
CHAPITRE XII — Le renouvellement des accords de 1934.....	137
CHAPITRE XIII. — Le protocole du 7 mars 1938.....	147
CHAPITRE XIV. — La campagne sucrière de 1937.....	151
CONCLUSION	155
ANNEXE	163
BIBLIOGRAPHIE	183

Imp. M. REMONDIN

13. rue de Brébisson - Falaise

—
1939

